

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

INCIDENCE DES POLITIQUES MIGRATOIRES DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LA GESTION
MIGRATOIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST : LE CAS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE
ESPAGNOLE AU SÉNÉGAL

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MYLÈNE CODERRE-PROULX

SEPTEMBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je voudrais tout d'abord remercier les personnes ressources rencontrées au Sénégal. Le partage de connaissances, de témoignages, d'espoirs et d'humanité a profondément contribué à donner un sens à la réalisation de ce mémoire. J'aimerais souligner l'accueil et le soutien reçus par l'équipe d'Enda Diapol. Parmi eux, j'ai pu vivre le dynamisme de la société civile sénégalaise à travers son engagement pour la consolidation de la démocratie et le développement du Sénégal.

Un merci spécial est destiné à Moustapha Diouf, président de l'Association des jeunes rapatriés de Thiaroye-sur-mer. Sa disponibilité et son engagement auprès des expulsés d'Espagne m'ont fortement motivée à vouloir donner une voix à la cause des sans-papiers sénégalais dans mon mémoire. Je remercie tous ceux qui ont accepté de me partager leurs récits malgré la douleur que cela peut parfois ressusciter.

J'accorde une attention particulière à Hélène Alex, amie et journaliste de la BBC Afrique à Dakar. Ses mots d'encouragement et la transmission de son savoir durant mon séjour au Sénégal ont largement contribué à faire croître la passion et la confiance investies dans mes recherches. À Simon, celui avec qui je partage joies et préoccupations du quotidien, je te remercie de ton soutien émotionnel et d'alimenter notre intérêt commun pour l'Afrique de l'Ouest.

Enfin, je tiens à remercier mon directeur de recherche, Issiaka Mandé qui a su mettre à ma disposition un soutien sans faille. La confiance qu'il m'a manifestée tout au long de la réalisation de ce mémoire a été une de mes principales sources de motivation, et pour cela, je lui en suis très reconnaissante.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	v	
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vii	
RÉSUMÉ	ix	
INTRODUCTION	1	
PREMIÈRE PARTIE		
LA QUESTION MIGRATOIRE DANS LES RELATIONS BILATÉRALES HISPANO-SÉNÉGALAISES		
CHAPITRE I		
VERS UNE INSERTION DES MIGRATIONS AFRICAINES DANS LES POLITIQUES EUROPÉENNES ET ESPAGNOLES		10
1.1 La communautarisation de la question migratoire au sein de l'UE		10
1.2 La dynamisation d'un dialogue UE-Afrique.....		13
1.3 La coopération migratoire entre l'Espagne et le Maroc		16
CHAPITRE II		
UN NOUVEAU RÉSEAU MIGRATOIRE : DES CÔTES SÉNÉGALAISES AUX CANARIES.....		21
2.1 Systèmes et réseaux migratoires		21
2.2 Les facteurs de départ des pirogues sénégalaises.....		25
2.3 Le périple migratoire et le rapatriement		32
2.4 Plaidoyers et protection des migrants.....		36
CHAPITRE III		
LA SÉCURISATION DE L'ENJEU MIGRATOIRE ENTRE L'ESPAGNE ET LE SÉNÉGAL		41
3.1 Migration et sécurité		41
3.2 La rhétorique autour de la question migratoire		44
3.3 L'externalisation des contrôles		50

CHAPITRE IV	
L'ENJEU MIGRATOIRE AU SÉNÉGAL ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ESPAGNE.....	58
4.1 Migration et Développement.....	58
4.2 Les migrations comme priorité d'intervention de la politique de développement espagnole au Sénégal.....	62
4.3 Entre conditionnalité migratoire et rente géographique.....	69
CONCLUSION PARTIE I.....	73

DEUXIÈME PARTIE

LA GESTION DES MIGRATIONS OUEST-AFRICAINES AU SÉNÉGAL

CHAPITRE I	
L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET LES MIGRATIONS OUEST-AFRICAINES AU SÉNÉGAL.....	77
1.1 Le rôle du Sénégal dans le système migratoire ouest-africain.....	77
1.2 Évolution de la gestion régionale des migrations par la CEDEAO.....	80
1.3 Obstacles et lacunes à la mise en place d'un espace de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement.....	84
CHAPITRE II	
LE CADRE INSTITUTIONNEL ET LÉGISLATIF DE LA GESTION MIGRATOIRE AU SÉNÉGAL.....	89
2.1 La gestion migratoire.....	89
2.2 Les acteurs institutionnels.....	91
2.3 La gestion migratoire de 1960-1999.....	95
2.4 La gestion migratoire de 2000-2012.....	100
CHAPITRE III	
LA GESTION DES FLUX MIGRATOIRES : UN CADRE LÉGISLATIF À PORTÉE LIMITÉE.....	105
3.1 Le droit de libre-circulation pour les ressortissants des pays membres de la CEDEAO.....	105
3.2 Le droit d'asile.....	109
3.3 Entrées et sorties des ressortissants sénégalais et protection de leurs droits à l'étranger.....	112
CHAPITRE IV	
LA GESTION DU STOCK MIGRATOIRE AU SÉNÉGAL : L'INFORMELLISATION DES DROITS DE RÉSIDENCE ET D'ÉTABLISSEMENT.....	117
4.1 Le droit de résidence et d'établissement pour les ressortissants des pays membres de la CEDEAO.....	117

4.2 Une intégration par le bas : entre réseau migratoire, « wolofisation » et persécution de l'étranger	121
CHAPITRE V	
LE TRANSIT MIGRATOIRE	127
5.1 Le transit migratoire: un concept flou	127
5.2 L'état de la question au Sénégal.....	130
CONCLUSION PARTIE II	135
 CONCLUSION GÉNÉRALE.....	137
APPENDICE A	
LISTE DES ENTRETIENS	144
APPENDICE B	
LES GUIDES D'ENTRETIENS.....	146
APPENDICE C	
TYPES ET CATÉGORIES DE LIENS DANS UN SYSTÈME MIGRATOIRE	151
RÉFÉRENCES.....	152

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
Partie I	
2.1 Cadre d'analyse des systèmes migratoires internationaux	23
2.2 Situation des candidats à la migration selon la zone d'origine	34
4.1 Évolution de l'aide internationale accordée par l'AECID (de 2005 à 2012)	66
Partie II	
2.1 Cadre d'analyse de la gestion migratoire	91
Appendices	
C.1 Types et catégories de liens dans un système migratoire	151

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AECID	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (Agence espagnole de coopération internationale pour le développement)
ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AFAO	Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest
AI	Amnistie internationale
AMLD	Alliance pour la migration, le leadership et le développement
ANRAF	Association nationale des rapatriés, rescapés et familles affectées
AOF	Afrique occidentale française
BIT	Bureau international du travail
BOS	Bureau d'orientation sociale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEPAÍM	Consortio de Entidades Para la Acción Integral con Migrantes (Consortium d'entités pour l'action globale avec les migrants)
CIGEM	Centre d'information et de gestion des migrations (Mali)
CIMADE	Comité inter-mouvements auprès des évacués
FAISE	Fonds d'Appui à l'investissement des Sénégalais de l'Extérieur
FED	Fonds européen pour le développement
FRONTEX	Agence européenne pour la gestion des frontières extérieures
GCIM	Global Commission on International Migration
GEA	Groupe d'Études Africaines de l'Universidad Autónoma de Madrid
GERM	Groupe d'études et de recherche sur les Migrations de l'Université Gaston-Berger (Saint-Louis, Sénégal)

HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFAN	Institut fondamental d'Afrique noire
JSF	Justice sans frontières
MAEC	ministerio de los Asuntos Exteriores y de la Cooperación Internacional de España (ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale de l'Espagne)
OFADDEC	Office africain pour le développement et la coopération
OIM	Organisation internationale des migrations
OIT	Organisation internationale du travail
ONU	Organisation des Nations Unies
OUA	Organisation de l'unité africaine
PARI	Point d'accueil pour réfugiés et immigrants
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POS	Pays d'origine sûrs
PP	Partido Popular (Parti populaire)
PSOE	Partido Socialista Obrero Español (Parti socialiste ouvrier espagnol)
SIS	Système d'information Schengen
SIVE	Système intégré de vigilance extérieure
RADDHO	Rencontre africaine pour la défense des droits de l'Homme
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
VTA	Visa de transit aéroportuaire

RÉSUMÉ

Après l'arrivée de nombreuses pirogues de migrants subsahariens à l'archipel espagnol des Canaries, l'Espagne lance une vaste opération diplomatique au Sénégal dans le but de maîtriser ces flux migratoires. La consolidation des relations bilatérales autour de la question migratoire sera majoritairement consacrée aux enjeux de contrôle des frontières et de promotion du développement. Le mémoire actuel se questionne sur l'impact de cette coopération hispano-sénégalaise sur la gestion migratoire au Sénégal. Il s'agit de mesurer les effets collatéraux de cette diplomatie, portée par l'Espagne et soutenue par l'UE, sur la gestion de la migration ouest-africaine au Sénégal, régie par les protocoles de la CEDEAO de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement en Afrique de l'Ouest. Notre hypothèse centrale avance que l'insertion de la question des migrations dans les relations bilatérales hispano-sénégalaises modifie l'agenda migratoire du Sénégal et pourrait avoir comme effet collatéral d'entraver la garantie des droits de libre-circulation, de résidence et d'établissement dont les ressortissants ouest-africains au Sénégal peuvent se prévaloir. Afin de démontrer notre propos, la première partie du mémoire exposera les piliers sur lesquels se forme la coopération migratoire entre l'Espagne et le Sénégal, et la seconde retracera l'évolution du cadre institutionnel et législatif des migrations ainsi que l'application des droits de libre-circulation, de résidence et d'établissement au Sénégal. Il sera démontré, qu'en sécurisant la question de la migration clandestine et en conditionnant l'aide au développement à une meilleure gestion des flux d'émigration, la politique étrangère espagnole et européenne participe à la reconfiguration de la gestion migratoire au Sénégal. Cette gestion de plus en plus eurocentrée des migrations est marquée par l'augmentation des mécanismes de restriction de mobilité interrégionale. Elle implique un effacement progressif des enjeux de migrations intrarégionales et une diminution des mécanismes de libéralisation de celles-ci dans les politiques migratoires sénégalaises.

Mots-clés: Migration-Développement-Sécurité-Espagne-Sénégal-Gestion migratoire

INTRODUCTION

Ces dernières années, les images de ressortissants d'Afrique subsaharienne sur les routes de la migration clandestine vers l'Europe, à bord d'embarcations de fortune, aux portes du désert, ou en attente dans les pays maghrébins, ne cessent d'être rapportées par les médias. Préoccupées par ces flux migratoires, les autorités nationales et communautaires européennes insèrent alors la question des migrations dans les relations multilatérales et bilatérales qu'elles entretiennent avec certains pays d'Afrique du Nord et du Sud du Sahara. En tant qu'un des pays principaux d'émigration vers l'Europe, le Sénégal fait partie des visées de cette nouvelle diplomatie euro-africaine. Ce dernier occupant aussi les positions de pays d'immigration et de transit dans les espaces migratoires ouest-africains et euro-africains, l'appréhension et la gestion des mouvements migratoires vers l'Europe ne peut faire fi des dynamiques de migrations intrarégionales en Afrique de l'Ouest.

Tout d'abord, l'immigration au Sénégal est le reflet des formes traditionnelles de mobilité des populations de Sénégalie¹ motivées par les activités de pêche, d'élevage et d'agriculture. La culture arachidière a d'ailleurs été l'un des principaux motifs des grandes migrations saisonnières des peuples tels les malinkés et bambaras dès le 19^{ème} siècle. Ce phénomène est surtout connu sous le nom des *navétanes*² (David, 1980). Les déplacements de population furent accentués au long du 20^{ème} siècle par la colonisation agricole, l'accession aux indépendances, et le développement de Dakar comme centre de convergence des mobilités spatiales sénégalaises (Barbary, 1994 ; Becker, 1994). Parmi les communautés immigrantes installées de longue date au Sénégal, nous notons une majorité de Peuls provenant de Guinée-Conakry ayant fui le régime de Sékou Touré, des Maliens ayant

¹ L'espace sénégalais se réfère aujourd'hui aux territoires à proximité des fleuves Sénégal et Gambie : le Sénégal, la Gambie, le Sud de la Mauritanie, l'Ouest du Mali, le Nord de la Guinée et de la Guinée-Bissau.

² Navétane ou *Nawètaan* en wolof signifie les gens de l'hivernage.

participé à la construction du chemin de fer Dakar-Niger au début du 20^{ème} siècle, des Mauritaniens venus pour l'islamisation et le commerce, des Bissau-Guinéens fuyant la crise liée à la libération nationale (Fall, 2003). Depuis les années 1990, l'évolution de l'immigration est aussi à l'image des conflits sévissant dans la sous-région qui ont entraîné le déplacement de communautés sierra-léonaise, ivoirienne, nigériane, libérienne vers le Sénégal (Ndiaye, 2008). Afin de renforcer la mobilité intrarégionale des peuples ouest-africains et optimiser ses effets bénéfiques pour le développement de la région, les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)³ ont adopté, en 1979, un protocole de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement. Celui-ci s'inscrit dans un processus global d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest débuté avec la signature du traité constitutif de la CEDEAO à Lagos le 28 mai 1975.

Depuis le milieu des années 1990, le taux d'émigration des Sénégalais supplante celui de l'immigration au Sénégal. Le taux de migration net pour la période de 2000-2005 était de -1,9‰ (Some, 2009). Auparavant, les destinations traditionnelles des Sénégalais correspondaient surtout aux pays limitrophes (Gambie, Mali, Mauritanie) et prospères du continent (Côte d'Ivoire, Congo, Gabon), ainsi qu'à la France, demandeuse de main d'œuvre dans les anciennes colonies de l'AOF (Afrique occidentale française). Les conflits récurrents dans certains pays d'accueil en Afrique et l'arrêt de recrutement en France⁴ entraînent une diffusion de l'émigration vers de nouvelles destinations telle que l'Italie dans les années 1980, puis l'Espagne vers la fin des années 1990 (Tall, 2008a). Le resserrement des frontières européennes, suite à la signature des accords de Schengen en 1985, contribue à

³ Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo. La Mauritanie s'est retirée de l'organisation en 2001.

⁴ Lors du septennat du président français Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), il est revu les politiques d'immigration suite à la crise économique : En 1974, le gouvernement suspend le l'octroi de permis de travail aux étrangers et le regroupement familial. En 1977-1978, des mécanismes d'aide au retour volontaires et forcés sont mis en place. En 1980, la loi Bonnet relative à la prévention de l'immigration clandestine restreint les conditions d'entrée, et le séjour irrégulier devient un motif d'expulsion. L'objectif est de réduire de 200 000 par année le nombre de travailleurs étrangers en France. Voir les pages 107-109 de l'article d'Yvan Gastaut, «Français et Immigrés à l'épreuve de la crise (1973-1995)» dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 4, n°84, 2004.

l'essor de la migration sénégalaise clandestine. Incités par de nombreuses histoires d'immigration réussie, de jeunes Sénégalais tentent d'accéder au Vieux Continent par le détroit de Gibraltar en transitant par le Maroc. Au tournant des années 2000, le contrôle accru de cette zone frontalière par les autorités espagnoles provoque le déplacement des départs vers la côte marocaine, puis vers les côtes mauritaniennes. Ceux-ci visent alors les îles Canaries plutôt que la péninsule ibérique. À partir de 2006, le trajet vers l'archipel espagnol s'effectue directement des côtes sénégalaises, donnant lieu à la très médiatisée «crise des pirogues».

Problématique et hypothèse

Au début de 2006, l'arrivée de nombreuses pirogues sénégalaises aux îles Canaries marque un tournant dans les relations bilatérales entre l'Espagne et le Sénégal, auparavant quasi inexistantes. Dès lors, les questions de gestion des flux migratoires et de la lutte contre la migration clandestine se présentent comme des pierres angulaires des relations hispano-sénégalaises. L'insertion de ces thématiques dans leurs relations bilatérales entraîne un déploiement des contrôles espagnols et européens vers les côtes sénégalaises et une prise en compte de l'enjeu migratoire dans les politiques de coopération au développement. Le Sénégal se retrouve désormais entre deux espaces géographiques aux intérêts divergents. D'une part, ses engagements régionaux auprès de la CEDEAO l'exhortent à ouvrir ses frontières aux ressortissants de la région et à participer à la mise en place de la libre-circulation, du droit de résidence et d'établissement en Afrique de l'Ouest, prévu par le protocole de 1979. D'autre part, du fait de son caractère de pays d'origine et de transit de l'immigration subsaharienne vers l'Europe, des pressions venant des pays européens poussent le Sénégal à redoubler d'efforts quant au contrôle de ses frontières, et plus spécifiquement à la côte atlantique.

Notre mémoire s'interroge sur l'influence de la politique étrangère espagnole dans la gestion des migrations au Sénégal, et plus particulièrement, sur la mise en place d'un espace de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement tel que stipulé par le protocole de la CEDEAO de 1979. L'externalisation des contrôles frontaliers européens aux côtes

sénégalaises entrave-t-elle les ambitions de création d'un espace ouest-africain de libre-circulation et pose-t-elle de nouveaux défis quant à la protection des droits des migrants au Sénégal? Conditionner l'aide au développement à une meilleure gestion des flux migratoires engendre-t-elle un alignement des politiques migratoires sénégalaises sur les priorités européennes? Enfin, la politique espagnole occulte-t-elle les enjeux d'immigration au Sénégal? Ces interrogations nous amènent donc à poser la question de recherche suivante qui guidera le mémoire : *est-ce que l'insertion de la question migratoire dans les relations hispano-sénégalaises reconfigure les priorités politiques du Sénégal en matière de gestion de la migration ouest-africaine?* Il s'agira de démontrer comment les couples Migration et Sécurité et Migration et Développement façonnent les relations hispano-sénégalaises depuis 2006 et posent des défis fondamentaux pour la gestion migratoire au Sénégal. L'hypothèse avancée est qu'effectivement *la politique étrangère espagnole modifie l'agenda migratoire au Sénégal et pourrait avoir comme effet collatéral d'entraver la consolidation des droits de libre-circulation, de résidence et d'établissement prévus par les protocoles de la CEDEAO.*

Cadre théorique et méthodologie

Cette démonstration s'appuie tout d'abord sur un cadre analytique bâti à l'aide des champs théoriques des relations internationales et des migrations. Empruntée à la discipline de la sociologie, notre approche pour l'étude des migrations entre le Sénégal et l'Espagne ainsi que celles au sein de l'Afrique de l'Ouest repose sur les concepts de *système migratoire* et de *réseaux migratoires*. Afin de rendre compte des relations complexes existant entre le processus décisionnel de migrer et les conditions structurelles et conjoncturelles qui le façonne, nous privilégions une analyse multiniveau des déterminants et effets des migrations. L'approche systémique des migrations (Fawcett, 1989 ; Kritz et Zlotnik, 1992 ; Nogle, 1994) est un cadre conceptuel concevant les migrations internationales comme un lien entre deux ou plusieurs pays qui coexiste et prend forme au sein d'une multitude d'autres liens émanant des sphères politiques, sociales, démographiques, économiques et autres (historique, culturelle, coloniale). Le corpus théorique des réseaux migratoires est imbriqué dans l'approche systémique. En nous fournissant des facteurs d'analyse à l'échelle micro, il permet de relever le contexte social dans lequel la décision de migrer prend forme et comment la migration en

vient à s'opérationnaliser (Guilmoto et Sandron, 2000 ; Gurak et Caces, 1992 ; Massey, 1990). Plus précisément, la littérature sur les réseaux migratoires nous permettra d'expliquer la capacité de (re)configuration et de (re)structuration des migrations internationales dans les systèmes migratoires euro-africain et ouest-africain.

L'étude des relations interétatiques entre l'Espagne et le Sénégal repose sur deux volets analytiques. Le premier consiste en l'examen du lien entre la migration clandestine et la sécurité. Plus spécifiquement, nous privilégions un cadre constructiviste critique pour démontrer le *processus de sécurisation* discursif et non-discursif de la migration clandestine sénégalaise vers les îles Canaries. Une analyse des actes de langage du gouvernement espagnol sera appuyée par les modèles théoriques de *l'articulation et l'interpellation des sujets* de Weldes (1996, 1999) et des *règles* d'Onuf (1998). Les écrits de Huysmans (1998 ; 2000 ; 2009) et Bigo (1998 ; 2003) nous permettront par la suite d'étudier les pratiques non-discursives de la sécurisation qui se mettent en place dans le cadre du processus d'*externalisation des contrôles* (délocalisation des contrôles et transfert de responsabilités). Le deuxième volet sera consacré à l'insertion de l'enjeu migratoire dans la coopération au développement. Cette politique connue comme la *root causes approach* et privilégiée par l'UE et l'Espagne, suggère qu'en augmentant les conditions de vie par la promotion et le soutien au développement local (via l'aide au développement, les transferts de fonds et les investissements des émigrés), il sera réduit la propension à migrer dans les pays d'origine. À l'aide de la littérature sur la migration et le développement (Castles, 2004 ; De Haas, 2006 ; Guengant, 1996), nous évaluerons les risques et limites d'une telle association dans les relations bilatérales entre l'Espagne et le Sénégal. Enfin, puisque l'objectif du mémoire est d'étudier l'impact de ces deux volets des relations hispano-sénégalaises sur la *gestion migratoire* du Sénégal, nous situerons ce dernier concept dans la littérature critique à son sujet (Geiger et Pécoud, 2010) et nous définirons ses paramètres à l'aide du modèle de gestion migratoire élaboré par Kabbanji (2011b).

Ce cadre théorique sera soutenu par les résultats d'une recherche terrain effectuée pendant six mois au Sénégal, plus spécifiquement à Dakar et son agglomération ainsi que dans la région de la Casamance. Des entretiens semi-directifs ont été menés auprès des

migrants de retour d'Espagne (volontaire ou forcé), des immigrants ouest-africains résidant au Sénégal, des Sénégalais désireux d'atteindre le territoire espagnol ainsi que divers acteurs œuvrant dans le domaine de la migration (ONG, organisations internationales, associations locales, experts)⁵. Afin de préserver l'anonymat, l'utilisation de noms fictifs a été privilégiée pour les personnes qui nous ont fait part de leur expérience personnelle sur les circuits des migrations. Les noms réels des personnes rencontrées dans le cadre de leurs fonctions officielles seront toutefois divulgués⁶.

Structure du mémoire

Le mémoire sera divisé en deux parties principales, l'une traitera de l'insertion de la question migratoire dans les relations bilatérales hispano-sénégalaises, et la seconde étudiera la gestion des migrations au Sénégal. Le chapitre I situera d'emblée la politique extérieure espagnole dans le contexte de la communautarisation de l'immigration et de l'asile au sein de l'UE, le partenariat euro-africain sur les migrations, et l'initiation des relations bilatérales avec le Maroc en matière migratoire. Cette mise en contexte permettra de mieux comprendre les étapes menant à la coopération hispano-sénégalaise dans le domaine des migrations. Le chapitre II sera dédié d'abord à la présentation du cadre théorique du système et des réseaux migratoires. Nous nous attarderons ensuite au phénomène de l'immigration clandestine du Sénégal vers les îles Canaries enclenchée en 2006 et désigné comme l'élément catalyseur de la politique espagnole en Afrique de l'Ouest. L'émergence de cette route migratoire sera située dans le système des migrations vers l'Europe, et par la suite, analysée selon la perspective du réseau migratoire. En s'appuyant entre autres sur les entretiens réalisés, ce chapitre présentera les différents facteurs de départ des pirogues, l'organisation et le déroulement du périple migratoire, les conséquences du rapatriement massif des Sénégalais et l'émergence des plaidoyers de la société civile. Les chapitres III et IV étudieront comment l'Espagne et le Sénégal ont répondu à cette réalité migratoire. Il sera démontré dans le chapitre III que les autorités espagnoles ont contribué à faire des arrivées des pirogues

⁵ Voir l'annexe A pour la liste des entretiens.

⁶ Un astérix(*) suivra les noms fictifs.

sénégalaises un enjeu sécuritaire. Pour ce faire, nous analyserons certaines pratiques discursives des autorités, des médias espagnols et sénégalais et le processus d'externalisation des contrôles frontaliers en deux étapes : la délocalisation et le transfert des responsabilités. Le chapitre IV sera consacré à l'insertion de l'enjeu migratoire dans la coopération au développement entre les deux États ainsi qu'avec l'Union européenne. Enfin, les éléments soulevés dans la partie I nous permettront de définir les principales orientations de la coopération migratoire hispano-sénégalaise afin d'évaluer dans la deuxième partie leurs répercussions sur la gestion des migrations au Sénégal.

La partie II tentera de voir si les priorités de gestion migratoire au Sénégal sont reconfigurées par la dynamique de ses relations avec l'Espagne, et si oui, si cela peut entraver la consolidation d'un espace de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement prévu par les protocoles de la CEDEAO. Le chapitre I présentera l'évolution du système migratoire en Afrique de l'Ouest en évoquant la position qu'y occupe le Sénégal. Nous passerons aussi en revue l'évolution de la gestion régionale des migrations par la CEDEAO, les changements ayant eu cours et les principaux obstacles à l'établissement d'un espace de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement. Le chapitre II exposera notre grille d'analyse de la gestion migratoire et enchaînera avec la présentation du cadre institutionnel et législatif de la gestion des migrations au Sénégal. Dans un premier temps, nous présenterons les différentes institutions ministérielles impliquées dans les affaires relatives aux migrations. Par la suite, nous retracerons l'évolution de la législation liée aux migrations en distinguant deux phases: de l'indépendance à 1999, et de 2000 à aujourd'hui. Pour chacune de ces périodes, nous relèverons l'adoption des accords régionaux dans le cadre de la CEDEAO, les engagements multilatéraux et bilatéraux ainsi que les lois nationales relatives à la gestion des migrations. Les troisième et quatrième chapitres auront comme objectif respectif l'analyse de la gestion des flux migratoires et du stock migratoire au Sénégal. À travers l'examen des droits de libre-circulation, d'asile, de résidence et d'établissement ainsi que des conditions de vie et d'intégration des immigrants, il s'agira d'évaluer comment le cadre législatif présenté dans le chapitre précédent s'applique à la réalité des migrations, déterminer quelles sont ses principales lacunes et mutations depuis la mise en œuvre de la coopération du Sénégal avec l'UE et l'Espagne. Enfin, par leur capacité de lier l'espace européen et ouest-africain, les

migrations de transit au Sénégal feront l'objet de notre dernier chapitre. Après avoir appréhendé ce concept peu défini dans la littérature scientifique, nous ferons une étude de la question au Sénégal et surtout, nous évaluerons les conséquences qu'implique la désignation de celui-ci comme un pays de transit et des migrants ouest-africains comme migrants en transit. Finalement, l'articulation et l'analyse des constats tirés des deux parties du mémoire permettront d'évaluer dans quelle mesure la politique extérieure espagnole peut avoir des effets collatéraux sur les composantes de la gestion migratoire au Sénégal et sur le processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

PREMIÈRE PARTIE

LA QUESTION MIGRATOIRE DANS LES RELATIONS BILATÉRALES HISPANO-
SÉNÉGALAISES

CHAPITRE I

VERS UNE INSERTION DES MIGRATIONS AFRICAINES DANS LES POLITIQUES EUROPÉENNES ET ESPAGNOLES

Le premier chapitre se veut une mise en contexte de la politique étrangère espagnole au Sénégal. Puisque celle-ci est d'abord et avant tout le reflet des priorités européennes, nous présenterons le processus de communautarisation des questions d'immigration et d'asile de l'UE ainsi que l'émergence du dialogue euro-africain sur les migrations. Enfin, nous exposerons sommairement la coopération de l'Espagne avec le Maroc sur la question de l'immigration irrégulière. Celle-ci s'avère déterminante dans l'évolution des flux migratoires sénégalais vers l'Europe et pour la compréhension des relations bilatérales hispano-sénégalaises.

1.1 La communautarisation de la question migratoire au sein de l'UE

Pour comprendre la politique extérieure espagnole en matière migratoire, il importe de passer en revue l'évolution des questions d'immigration et d'asile à l'échelle européenne. Le statut de membre de l'UE pour l'Espagne et la communautarisation de plus en plus évidente des politiques relatives à l'immigration et l'asile ont un impact déterminant sur l'orientation de la politique espagnole vis-à-vis du continent africain. Nous retracerons trois périodes dans l'évolution de la politique d'immigration et d'asile de l'Union européenne définies par Geddes comme l'intergouvernementalisme informel (1986-1993), l'intergouvernementalisme formel (1993-1999) et la communautarisation à partir de 1999 (Geddes, 2003:132-138).

En 1985, la signature de l'accord de Schengen par la Belgique, la France l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas permet la création d'un espace de libre-circulation des biens, services et personnes, auquel l'Espagne adhère en 1991. Ses frontières nationales correspondent désormais à une partie de la frontière extérieure de l'Union européenne avec

l'Afrique. Au départ, les questions migratoires sont circonscrites essentiellement aux enjeux de la migration intrarégionale avec l'objectif de rendre opérationnelle la libre-circulation des personnes. Toutefois, le démantèlement de l'Union Soviétique, l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, puis la proximité géographique de l'Espagne avec le Maroc, tendent à placer les migrations vers l'Europe à l'ordre du jour de l'UE. La suppression des frontières intérieures, parallèlement à une gestion des frontières extérieures toujours sous prérogative nationale, devient un enjeu de plus en plus préoccupant. En 1986, un groupe de travail *ad hoc* sur l'immigration est créé. Composé essentiellement d'officiers d'immigration des États membres, il se concentre sur les questions relatives à l'immigration, l'asile et les frontières extérieures dans un cadre intergouvernemental. Dès 1990, une convention pour la coopération Schengen institue le système d'information Schengen (SIS) pour coordonner les autorités administratives, douanières et policières. La même année, la Convention de Dublin précise les modalités de traitement des demandes d'asile. Un seul État est déterminé pour l'examen de la requête afin d'éviter l'étude de la même demande dans plusieurs pays à la fois ou successivement en cas de refus (*asylum-shopping*). Selon plusieurs auteurs (Bigo, 1998 ; Gabrielli, 2011 ; Geddes, 2003 ; Huysmans, 2000), les artisans à l'origine du groupe *ad hoc* sur l'immigration, provenant surtout des milieux de la Justice et des Affaires intérieures, ont déterminé une approche axée sur la sécurité intérieure de l'Espace Schengen et ont, en ce sens, influencé la politique commune d'immigration et d'asile en construction.

Le traité de Maastricht (traité de l'Union européenne) en 1992 officialise l'Union européenne en tant qu'institution politique. Celui-ci inclut une définition de la citoyenneté européenne ainsi que l'organisation institutionnelle de l'UE en trois piliers. Les affaires relatives à l'immigration et l'asile sont reconnues comme d'intérêt commun et relèvent du troisième pilier «Justice et Affaires Intérieures» où le mode de décision est intergouvernemental, c'est-à-dire qu'il implique à la fois le Conseil des ministres et le Parlement européen. Dès lors, l'immigration et l'asile s'insèrent dans la structure institutionnelle de l'UE mais ne sont pas encore une prérogative de celle-ci puisque le Conseil des ministres conserve la presque totalité des pouvoirs en raison de l'unanimité nécessaire à l'entérinement d'une décision. La période de coopération intergouvernementale formelle prend fin avec les négociations pour la signature du traité d'Amsterdam. En effet, la séparation de l'immigration (pilier intergouvernemental) et de la libre-circulation (pilier

communautaire) en dépit de leur interrelation, démontre rapidement les limites de cette institutionnalisation.

Le traité d'Amsterdam, entré en vigueur en 1999, lance définitivement la communautarisation des politiques d'immigration et d'asile en les déplaçant vers le premier pilier «Espace de Liberté, Sécurité et Justice». Un pouvoir d'action est alors accordé aux institutions européennes en matière d'immigration et d'asile. Toutefois, le Conseil des ministres conserve une position prédominante dans le processus décisionnel où l'unanimité requise est maintenue pour une période de cinq ans (Geddes, 2005:797). Au Sommet de Tampere en 1999, le Conseil européen déclare la nécessité d'adopter une politique commune d'asile et de migration à quatre volets : le partenariat avec les pays d'origine, le régime d'asile européen commun, le traitement équitable pour les ressortissants des pays tiers et la gestion des flux migratoires (Gnisci, 2008:67). À Séville en 2002, les enjeux sécuritaires des migrations font l'objet d'un intérêt particulier. Les États européens se positionnent en faveur d'un renforcement du SIS et de la création de l'agence européenne pour la gestion des frontières extérieures (FRONTEX), qui sera officiellement mise sur pied en 2004 (Gnisci, 2008:68). La même année, le programme de La Haye opérationnalise la volonté d'une politique d'asile et d'immigration commune exprimée à Tampere avec la mise en œuvre d'un agenda d'actions prioritaires en matière de procédures communes pour l'asile, de retours et d'expulsions. Il intègre également les migrations légales de travail et fournit un soutien financier aux opérations (Berramdane, 2009:45 ; Gnisci, 2008:68). Enfin, le traité de Lisbonne en 2007 réitère le processus de communautarisation en incorporant le domaine de l'immigration, de l'asile et de contrôle des frontières extérieures dans le champ des politiques communes de l'UE mais comme le mentionne Berramdane, les contours des politiques communes sont peu définis dans les traités et ne renvoient pas nécessairement à des compétences exclusives (Berramdane, 2009:47-48).

Bien que nous constations une communautarisation des politiques liées à l'immigration, l'asile et le contrôle des frontières extérieures, les limites entre les compétences partagées et les compétences nationales demeurent ambiguës. Néanmoins, les dispositions communautaires en la matière ont une influence substantielle sur la définition et l'élaboration des politiques nationales si bien que l'écart entre les deux paliers législatifs est

considérablement réduit. L'insertion de l'immigration et de l'asile dans les compétences communautaires de l'UE s'est essentiellement opérée en transposant une logique nationale de sécurité intérieure à l'échelle supranationale provoquant alors un processus de sécurisation de la question migratoire qui influencera les politiques espagnoles¹. Huysmans souligne que l'eupéanisation des questions relatives à l'immigration et l'asile a comme conséquence de présenter l'asile comme une alternative à l'immigration économique irrégulière. La confusion entre ces deux termes aurait contribué à sa politisation et justifié une approche sécuritaire (Huysmans, 2000:755). Gabrielli et Guiraudon (2007 ; 2010) mettent également de l'avant ces préoccupations sécuritaires en soulevant la prépondérance des questions de surveillance des frontières extérieures et de gestion de la migration irrégulière comme champ de compétence communautaire. Selon Guiraudon «c'est une politique d'immigration qui s'intéresse plus à la gestion des frontières qu'à la régulation des flux, une politique européenne peu harmonisée ou solidaire, et qui n'est pas seulement «européenne» mais se projette loin des frontières de l'UE» (Guiraudon, 2010:18). L'externalisation de la politique européenne, soulignée par Guiraudon, soulève la nécessaire évocation des relations entre l'Union européenne et l'Afrique. Parallèlement au processus de communautarisation, l'Union européenne encourage les négociations avec les régions et pays tiers d'émigration. L'Afrique de l'Ouest et le Maghreb font partie des principales cibles de ces visées diplomatiques.

1.2 La dynamisation d'un dialogue UE-Afrique

La coopération entre l'Union européenne et l'Afrique se consolide surtout à partir des années 2000. Le Sommet du Caire marque la signature d'une déclaration visant l'élargissement de leur coopération aux questions de migration. Toutefois, c'est surtout l'accord de Cotonou qui sera une pièce maîtresse de leurs relations. Signé en 2000 par l'Union européenne et 77 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), il prévoit l'institutionnalisation du partenariat pour le développement, mais aussi du partage de la responsabilité en matière de migration vers l'Europe (Accord de Cotonou, 2000). Selon Kabbanji, la «réorientation du partenariat pour le développement [prévu dans l'accord de

¹ Se référer au chapitre 3 pour une analyse approfondie des liens entre Migration et Sécurité et du concept de sécurisation.

Cotonou] met l'accent sur l'intégration croissante des pays ACP à l'économie globale, par la libéralisation du marché et du capital et l'attraction des investissements, à travers un État facilitateur et apte à assurer une main d'œuvre attractive, flexible et qualifiée» (Kabbanji, 2008:124). L'accord de Cotonou porte une attention marquée aux enjeux de l'immigration illégale. Les dispositions sur les migrations énoncées dans le paragraphe 5 de l'article 13 prévoient entre autres la régulation des retours d'immigrants illégaux dans les pays d'origine, mais surtout, ouvre la porte à la négociation d'accords bilatéraux pour la réadmission de ressortissants de pays tiers si l'une des parties l'estime nécessaire (Accord de Cotonou, 2000, Chap.1, art.13, par.5). L'accord de Cotonou servira de convention de référence pour les négociations diplomatiques suivantes. En effet, les deux principaux piliers de l'accord, soit le développement des pays d'origine et la coopération en matière d'immigration illégale, seront également les pierres angulaires de la politique européenne vis-à-vis l'Afrique.

En 2005, le Conseil européen, toujours dans une optique d'eupéanisation de la question migratoire, adopte une approche globale des migrations où les priorités d'actions se concentrent à la Méditerranée et à l'Afrique. Conformément à l'esprit de Cotonou, il vise la mise en œuvre des opérations de surveillance et de contrôle menées par FRONTEX à la frontière méridionale dans une perspective de lutte contre l'immigration clandestine. Plus globalement, il s'agit de renforcer le dialogue avec les principaux pays d'origine et de transit de l'immigration vers l'Europe surtout autour des thèmes liés au renforcement des capacités institutionnelles et aux obligations de retour des immigrants illégaux ou irréguliers. Enfin, dans une perspective de long terme, le Conseil veut approfondir sa compréhension des causes profondes de la migration afin d'élaborer une politique atténuant les facteurs incitatifs au départ (Conseil européen, 2005). Pour Kabbanji, l'approche européenne repose sur deux volets. Le premier vise la réduction et le contrôle des flux migratoires clandestins et irréguliers, à court et moyen termes, par la mise en opération de mesures de surveillance des frontières européennes et des pays de départ, et à long terme, par la mise en place de projets de codéveloppement voulant agir sur les causes de l'émigration. Le second volet prévoit la valorisation d'une immigration dite qualifiée en facilitant la mise en place d'opportunités d'immigration légale telles que l'octroi de visa pour études supérieures (Kabbanji, 2008:128). L'approche européenne des migrations est très similaire à celle conclue entre l'UE et les pays

ACP dans le cadre de l'accord de Cotonou. Ceci laisse croire que ce dernier représente davantage les priorités de l'UE en matière migratoire plutôt qu'une position communément partagée par les deux parties prenantes à la Convention.

Le dialogue entre l'Afrique et l'Union européenne se concentre de plus en plus sur les questions de migration et développement et leur opérationnalisation. Ceci se concrétise essentiellement par les conférences ministérielles euro-africaines de Rabat et Tripoli sur «Migration et Développement» en 2006. Les déclarations finales reconnaissent les limites d'une stratégie exclusivement sécuritaire et mettent de l'avant les avantages d'une approche sur les causes profondes de la migration (root causes approach) constituée de programmes visant la réduction de la pauvreté, l'atteinte des objectifs du Millénaire, le renforcement des institutions nationales et régionales et la mise en valeur de la bonne gouvernance. Également, elles mentionnent le potentiel de développement que représentent les migrations légales pour les pays de départ et d'accueil. Cependant, les déclarations de Rabat et Tripoli (2006a ; 2006b) réaffirment surtout la nécessité de lutter contre les flux migratoires illégaux, et que cette responsabilité incombe à la fois aux pays émetteurs que receveurs. La déclaration de Tripoli désigne neuf champs de coopération : 1)migration et développement 2)gestion des migrations 3)paix et sécurité 4)ressources humaines et fuite des cerveaux 5)respect des droits humains et bien-être des individus 6)partage des bonnes pratiques 7)opportunités de migration régulière 8)migrations illégale ou irrégulière 9)protection des réfugiés (Déclaration de Tripoli, 2006b). En voulant réduire la «fuite des cerveaux» préjudiciable aux pays d'origine, les migrations temporaires et circulaires sont de plus en plus valorisées et perçues comme une stratégie de développement du capital humain. Cette forme de migration, où la liberté de mobilité est sélective et circonscrite dans le temps, tendent à remplacer les opportunités de migration légale permanente. Les objectifs figurant dans la déclaration de Tripoli sont repris dans le Plan d'action du Sommet de Lisbonne en 2007.

Le développement du dialogue et de la coopération entre l'Europe et l'Afrique sur les questions migratoires s'est principalement consolidé durant la première décennie des années 2000. Nous constatons que les instruments légaux communs sont fortement calqués sur les positions européennes en la matière. La mobilité (quoique de plus en plus contraignante) des

migrants les plus qualifiés est privilégiée alors que celle de la majorité est restreinte par une coopération en matière de contrôle, de surveillance et d'aide au développement². Les États africains ont cependant réalisé le pouvoir de négociation et de persuasion que l'enjeu migratoire représente pour l'obtention de l'aide au développement. Ceci laisse croire à une émergente instrumentalisation du développement comme moyen pour les deux parties de faire accepter leurs requêtes respectives. Néanmoins, la corrélation entre migration et développement n'est pas tout à fait avérée et n'est pas basée sur des relations unidirectionnelles. Que ce soit par l'aide au développement ou par les transferts monétaires des immigrants, il n'est pas certain que cela puisse endiguer et décourager l'émigration. Le couple Migration et Développement fait désormais partie d'un paradigme diffusé par les institutions internationales et régionales, et sur lequel, elles s'appuient pour définir leurs orientations en matière migratoire. Les éléments clés de la politique européenne commune sur les migrations sont portés par les États membres dans leurs relations bilatérales. L'Espagne, par sa proximité géographique avec l'Afrique et sa qualité de membre de l'UE, devra établir un plan d'action qui sera premièrement destiné à son voisin du Sud, le Maroc.

1.3 La coopération migratoire entre l'Espagne et le Maroc

Les développements législatifs, politiques et diplomatiques à l'échelle européenne ont créé un contexte favorable à l'émergence d'une politique étrangère de l'Espagne axée sur les questions migratoires avec le continent africain. Le déploiement de la diplomatie espagnole au Sénégal est précédé d'une coopération étroite avec le Maroc. Les 14 kilomètres qui séparent la côte marocaine de l'Andalousie, ainsi que les deux enclaves espagnoles (Ceuta et Melilla) sur le territoire marocain, font de ce pays un point de passage important entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe, de là son image de pays de transit de l'immigration subsaharienne. Nous passerons brièvement en revue les principaux éléments des relations bilatérales hispano-marocaines et les événements qui les configurent puisqu'elles permettent d'éclairer les différentes orientations de l'Espagne dans ses relations avec les pays d'Afrique subsaharienne. Depuis les années 2000, deux phases sont à distinguer en matière de

² Se référer au chapitre 4 du mémoire pour une analyse plus détaillée des liens entre Migration et Développement.

coopération migratoire entre l'Espagne et le Maroc. Les premières années se démarquent par des tensions entre les deux parties du fait de la réticence du Maroc à coopérer sur la question migratoire. Puis, à partir de 2003, les relations hispano-marocaines se normalisent et permettent l'externalisation des contrôles frontaliers européens en territoire marocain (De Larramendi, 2004 ; De Larramendi et Bravo, 2004) .

L'adhésion de l'Espagne à l'espace Schengen marque un point de rupture dans ses relations avec son voisin du Sud. Dès 1991, année de son adhésion, elle instaure un visa d'entrée pour les ressortissants marocains. Ce changement législatif s'accompagne d'une nouvelle immigration illégale. L'année suivante, le gouvernement de Gonzalez signe un accord avec le royaume du Maroc concernant la réadmission de ses ressortissants en situation d'irrégularité mais aussi des ressortissants des pays tiers³. Le cloisonnement de Ceuta et Melilla débute également peu de temps après l'adhésion de l'Espagne aux accords Schengen. Jusqu'en 2000, la politique étrangère espagnole à l'égard du Maroc est surtout le reflet des pressions européennes pour contrôler les frontières méridionales de l'espace Schengen. En effet, parallèlement à la mise en place de relations bilatérales hispano-marocaines, l'UE développe aussi un partenariat avec le Maroc. Par exemple, dans le cadre du programme MEDA, le Maroc se voit offrir une somme de 40 millions d'euros destinée à l'amélioration des contrôles frontaliers (De Larramendi et Bravo, 2004).

Lors des élections en 2000, le Parti populaire espagnol, dirigé par Aznar, remporte la majorité absolue. Il fait de la lutte contre l'immigration clandestine une des pierres angulaires de sa politique étrangère avec le Maroc. À la fin des années 1990, l'arrivée de plus en plus remarquée des *pateras* marocaines sur les côtes andalouses l'incite à mettre en place le SIVE (système intégral de vigilance extérieure) qui permet des patrouilles et une surveillance accrue dans les eaux du détroit de Gibraltar. Ces politiques prennent forme dans un contexte de détérioration des relations hispano-marocaines notamment en raison du refus du Maroc d'entériner les accords de pêche avec l'État espagnol. En guise de représailles, l'Espagne

³ La réadmission de ressortissants de pays tiers ne fut acceptée par le Maroc qu'en 2003 sous la condition que le capitaine de l'embarcation soit marocain et que le gouvernement espagnol assume les frais de retour. Voir De Larramendi et Bravo, «La frontière hispano-marocaine à l'épreuve de l'immigration subsaharienne» dans *L'Année du Maghreb*, vol I, 2004, p. 153-171

suspend l'accord de recrutement de main d'œuvre marocaine (Bravo, De Larramendi et Bravo, 2004). Cette tension culmine avec l'occupation de la petite île espagnole de Perejil par des gendarmes marocains dans le but de contester la souveraineté de l'Espagne sur ce territoire. Celle-ci envoie alors son armée et rappelle son ambassadeur à Rabat (Gabrielli, 2011:281). Lors du Sommet de Séville en 2002, le gouvernement espagnol d'Aznar, visant indirectement le Maroc, propose de pénaliser les pays ne collaborant pas suffisamment à la lutte contre l'immigration clandestine par la réduction de l'aide extérieure européenne (De Larramendi, 2004:41). Cette proposition fut rejetée.

Les tensions se normalisent dès lors que le Maroc révisé ses positions sur la question migratoire afin de développer des relations économiques privilégiées avec le marché européen. Ces aspirations visent à terme l'obtention d'un statut avancé permettant une coopération politique et économique plus étroite avec l'UE⁴. En 2003, la signature d'accords bilatéraux de coopération policière et de rapatriement des mineurs non-accompagnés permettent l'installation d'un dispositif de contrôle sur le territoire marocain (Gabrielli, 2011:283). Si au départ la coopération hispano-marocaine s'articulait autour de l'émigration marocaine, le transit de plus en plus avéré des Subsahariens par le Maroc tend à modifier quelque peu ses relations avec l'Espagne en élargissant le cadre de coopération aux enjeux de la gestion des flux migratoires vers le territoire marocain. La conséquence est un durcissement de la politique d'immigration du royaume, lancé par la loi marocaine 02/03 du 11 novembre 2003 qui prévoit la pénalisation de la sortie clandestine du territoire. En 2004, l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste espagnol (PSOE) contribue à raffermir davantage les relations bilatérales hispano-marocaines. Cependant, en 2005, ont lieu les incidents aux abords de Ceuta et Melilla. Les tentatives de franchissement des grillages entourant les enclaves espagnoles causent la mort d'environ quinze personnes et contribuent à médiatiser la situation des migrants en transit sur le territoire marocain. Ce contexte justifie la continuation de l'externalisation des dispositifs de contrôle au Maroc et des mesures plus répressives dirigées contre les Subsahariens. Ceux-ci deviennent de plus en plus sujets à une présomption de transit et sont par conséquent victimes de persécution policière ou de

⁴ Le Maroc obtiendra le statut avancé en 2008. Voir l'article de Pierre Verluise, «Maroc : quelles perspectives ?», *Le Monde*, Paris, 21 novembre 2011.

reconduction aux frontières menant au *no man's land* que représente le Sahara. Gabrielli précise que la «bonne» coopération des autorités marocaines dans la lutte contre l'immigration illégale des Subsahariens lui permet en contrepartie d'obtenir des opportunités d'immigration par voie légale pour ses propres ressortissants avec la reprise en 2005 de l'accord de main d'œuvre avec l'Espagne, suspendu depuis 2001 (Gabrielli, 2011:298). L'enjeu migratoire tend de plus en plus à se circonscrire à l'immigration irrégulière subsaharienne et explique entre autres pourquoi l'Espagne élargira en 2005 sa diplomatie à la Mauritanie puis au Sénégal.

L'analyse de la coopération migratoire entre l'Espagne et le Maroc tend à démontrer qu'une position plus collaboratrice des autorités marocaines a favorisé la mise en place d'un programme d'externalisation des contrôles frontaliers européens au continent africain. Aussi, il faut noter que, durant les années 2000, la problématique migratoire s'est de plus en plus tournée vers les flux migratoires subsahariens plutôt que maghrébins ce qui nécessitait une coopération encore plus étroite avec le Maroc en matière de gestion frontalière. Par ailleurs, les moyens technologiques et financiers mis en place pour le renforcement de l'efficacité du système SIVE et les travaux pour les grillages électrifiés entourant Ceuta et Melilla contrastent avec le peu de ressources mises à la disposition pour les opérations de sauvetage de migrants par exemple (De Larramendi et Bravo, 2004:164). Le décalage entre les objectifs sécuritaires liés à la protection de l'intégrité territoriale et les implications pour les droits de la personne commence alors à être de plus en plus décrié par les organisations humanitaires et de défense des migrants tels que la CIMADE, Migreurop et Médecins sans frontières⁵. Devant un contrôle de plus en plus accru et une augmentation des risques sur le territoire marocain, les réseaux migratoires⁶ se sont adaptés et les trajectoires se sont vues

⁵ Voir l'ouvrage de Migreurop sur les conséquences de la politique d'externalisation des frontières : *Le livre noir de Ceuta et Melilla*, 2006, Paris, 106 p. ainsi que le dernier rapport de Médecins sans Frontières, *Violences, Vulnérabilité et Migration : Bloqués aux Portes de l'Europe, Un Rapport sur les Migrants Subsahariens en Situation Irrégulière au Maroc*, 2013, Bruxelles, 42 p.

⁶ Se référer au point 2.1 du prochain chapitre pour la présentation du concept théorique de réseau migratoire.

reconfigurées. Ceci a donné lieu à l'ouverture d'une nouvelle route migratoire vers l'archipel espagnol des Canaries et un déplacement des points de départ des embarcations vers le Sud.

Le présent chapitre dresse les contours du contexte dans lequel la politique étrangère espagnole au Sénégal prend forme. Sa politique d'immigration a progressivement été influencée par les orientations prises à l'échelle européenne, surtout en ce qui a trait à la gestion frontalière. Toutefois, en contextualisant l'action extérieure de l'Espagne avec le cas marocain, nous constatons que, si au départ elle était le bras exécuteur de la politique européenne en matière migratoire, elle est maintenant devenue un acteur important dans la définition et l'élaboration de celle-ci. Ainsi, Gabrielli avance que l'Espagne est passée du rôle de *norms taker* à *norms maker* (Gabrielli, 2011:15). La dynamisation du dialogue avec l'Afrique lui a donné une place prépondérante dans les questions relatives aux migrations. Ses relations bilatérales avec le Maroc, puis avec le Sénégal que nous verrons ultérieurement, sont très révélatrices de l'esprit résultant de la coopération UE-Afrique. Les objectifs de ce nouveau dialogue euro-africain sont, d'une part, le contrôle de l'immigration irrégulière par la mise en place de dispositifs de contrôle dont la responsabilité est partagée avec les pays de départ et, d'autre part, l'endiguement de l'émigration par l'augmentation de l'aide au développement. La constatation de la réalité de transit des Subsahariens sur le territoire marocain a fortement contribué à mettre de l'avant le modèle de gestion des flux migratoires promu par les autorités européennes et espagnoles et le faire accepter par les autorités marocaines. Celles-ci ont même été plus restrictives que les autorités espagnoles en matière de législation des conditions d'entrées et de sorties des étrangers. Les implications politiques et juridiques que soulèvent la question du transit sont fondamentales et, comme nous le démontrerons dans la deuxième partie (voir chap.5), seront aussi déterminantes au Sénégal. Le durcissement des politiques européennes d'immigration résultant de leur communautarisation ainsi que l'intensification et l'extension des contrôles frontaliers dans les eaux territoriales marocaines ont provoqué l'émergence des côtes mauritaniennes et sénégalaises comme nouveaux lieux de départ de la migration subsaharienne. Cette réaction en chaîne atteint son point culminant en 2006, avec la «crise des pirogues», où plus de 30 000 Subsahariens, pour la plupart d'origine sénégalaise, débarquent aux îles Canaries après des traversées de plus de cinq jours dans des embarcations de fortune.

CHAPITRE II

UN NOUVEAU RÉSEAU MIGRATOIRE : DES CÔTES SÉNÉGALAISES AUX CANARIES

Le 16 mai 2006, le quotidien espagnol *El País* titrait «Las barcas de Subsaharianos abren una nueva ruta desde el norte de Senegal» (les embarcations de Subsahariens ouvrent une nouvelle route depuis le Nord du Sénégal) et reconnaissait le lien entre cette situation et l'augmentation des contrôles de la gendarmerie dans la zone de Nouadhibou, en Mauritanie. En 2006, les îles Canaries de Tenerife et de Grande Canarie connaissent un nombre record d'arrivées de Subsahariens à bord de pirogues en provenance du Maroc, de la Mauritanie et nouvellement du Sénégal. Toujours selon *El País*, plus de 31 000 candidats à l'immigration auraient atteint les Canaries en 2006, soit autant que les quatre années précédentes. L'ampleur de ce phénomène a suscité la mise en place d'un cadre de négociations et de coopération entre les gouvernements espagnol de Zapatero et celui du Sénégal dirigé par Wade. Avant d'entamer l'étude empirique, nous situerons d'abord notre approche des migrations dans le corpus théorique, où celles-ci sont entendues comme une dynamique évoluant au sein d'un système migratoire et constituée de réseaux migratoires. Par la suite, nous analyserons l'élément catalyseur des relations hispano-sénégalaises qu'est la «crise des pirogues» en soulevant les facteurs de départ des migrants sénégalais, les conditions de traversée et du rapatriement ainsi que l'effervescence d'un plaidoyer de la société civile pour la protection des migrants. Nous restreindrons la présentation de ces dynamiques à Dakar et la banlieue Thiaroye-sur-mer qui furent les principales zones étudiées lors de la recherche terrain.

2.1 Systèmes et réseaux migratoires

Les approches néoclassiques ont longtemps été les principaux courants explicatifs des migrations internationales. Elles s'appuient sur des postulats macroéconomiques voulant que les migrations soient l'expression de l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi (Greenwood et McDowell, 1986), ou bien sur des postulats microéconomiques affirmant que la migration relève d'un choix rationnel de l'individu basé sur le calcul coûts-

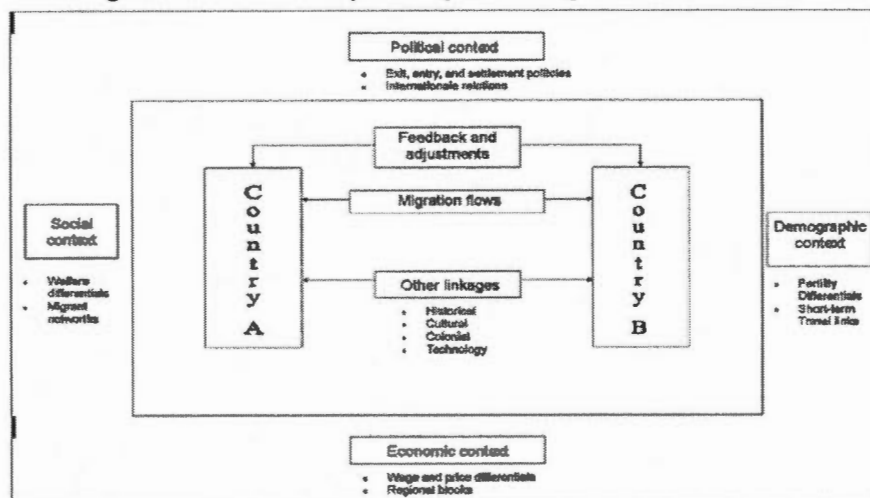
bénéfices (Todaro, 1989). Les tenants de l'école dépendantiste et du système-monde, quant à eux, avancent que les flux migratoires sont l'expression d'une dépendance des pays de la périphérie aux pays du centre ayant été instaurée par l'expansion des marchés dans les pays en développement (Amin, 1974 ; Wallerstein, 1982). Devant la fragmentation des théories et l'insuffisante prise en compte des causes et effets des migrations, plusieurs auteurs ont plaidé en faveur d'une analyse multiniveau intégrant à la fois des variables sociologiques et économiques (Boswell, 2008 ; Massey *et al.*, 1993 ; Portes, 1987 ; Stark, 1991). De cette constatation a émergé entre autres l'approche *The new economics of migration* où la migration n'est plus un processus individuel pour maximiser les revenus comme le suggère l'approche néoclassique micro, mais plutôt une stratégie familiale pour diversifier les revenus ou minimiser les risques (Stark, 1991). Ce postulat a essentiellement trouvé un écho auprès des études sur les migrations dans les pays en voie de développement (Guilmoto et Sandron, 2000). Cette dernière approche permet d'identifier l'objectif de l'émigration, toutefois elle ne permet pas d'étudier dans quelles circonstances le processus décisionnel de migrer s'inscrit, ni comment le parcours migratoire s'opère. Pour répondre à ces lacunes, Massey affirme que «a complete account of migration requires theories and data that link larger social structures with individual and household decisions, connect micro- and macrolevels of analysis, and relate causes to consequences over space and time» (Massey, 1990:17). C'est pour répondre à la nécessité d'une perspective multiniveau que nous privilégions l'approche systémique ainsi que les réseaux migratoires comme cadre analytique des migrations du Sénégal vers l'Espagne et de l'Afrique de l'Ouest vers le Sénégal.

L'approche systémique des migrations fut introduite par une étude de Mabogunje (1970) voulant démontrer que les migrations rurales-urbaines étaient un processus spatial impliquant des transformations structurelles de nature économique et sociologique dans les milieux urbains et ruraux (Kritz et Zlotnik, 1992:2). En liant deux ou plusieurs pays ensemble, les migrations internationales forment un système migratoire. Celui-ci est

«characterized by relatively intense exchanges of goods, capital, and people between certain countries and [...]. An international migration system generally includes a core receiving region, which may be a country or group of countries, and a set of specific sending countries linked to it by unusually large flows of immigrants» (Massey *et al.*, 1993:454).

Selon le cadre d'analyse des systèmes migratoires internationaux de Kritz et Zlotnik, il s'agit de considérer les dimensions spatiales définissant les pays dans le système migratoire, les perspectives historiques permettant d'étudier les dynamiques des flux et contre-flux, les conditions structurelles dans chaque pays ainsi que les liens économiques et politiques entre eux (Kritz et Zlotnik, 1992:4).

Figure 2.1 Cadre d'analyse des systèmes migratoires internationaux



Source : Kritz et Zlotnik (1992 :3).

Fawcett (1989) a aussi élaboré un cadre d'analyse des différentes relations existantes dans un système migratoire qu'ils divisent en type de lien (tangibles, régulateurs et relationnels) et en catégories (state to state, mass culture connections, family and personal networks et migrant agency activities)¹. Puisque les liens coloniaux sont un des facteurs explicatifs de l'établissement d'un système migratoire (Kritz et Zlotnik, 1992:5), nous considérons que l'émigration des Sénégalais vers l'Europe s'inscrit dans un contexte plus large qu'est le système migratoire historiquement construit par les relations entre la France et l'Afrique occidentale française (AOF). Alors qu'un système migratoire évolue parallèlement aux changements qui s'opèrent dans les autres relations entre les pays d'origine et d'accueil, il est possible que des pays se retirent du système et que d'autres s'y ajoutent (Massey *et al.*, 1993:454). En conséquence, la création de l'espace Schengen, la communautarisation de la question migratoire en Europe, la dynamisation des relations multilatérales et bilatérales du

¹ Voir l'appendice C pour le tableau des liens existants dans un système migratoire.

Sénégal avec l'UE et d'autres pays européens tels que l'Espagne et l'Italie, participent à l'extension du système migratoire initial franco-sénégalais.

L'évolution et la stabilité des dynamiques de flux migratoires dans un système tiennent de l'existence de réseaux migratoires qui, selon Massey, sont «sets of interpersonal ties that link migrants, former migrants, and nonmigrants in origin and destination areas by ties of kinship, friendship, and shared community origin» (Massey, 1990:7). Dans un système migratoire, ils renvoient à la catégorie de liens relatifs aux réseaux familiaux et personnels entre deux pays (Fawcett, 1989, App.C). Ceux-ci parviennent à influencer la forme, le volume des flux migratoires ainsi que l'évolution des communautés et localités d'origine et d'accueil (Gurak et Caces, 1992:150). Les réseaux migratoires agissent comme réducteurs des coûts et risques liés au parcours migratoire notamment au regard du choix de la destination et la période de départ, du partage des frais de déplacement, du passage des frontières, de l'insertion sociale et professionnelle dans la localité d'accueil, et aux échanges avec le lieu d'origine (Guilmoto et Sandron, 2000:120). Puisque le franchissement d'une frontière est accompagné d'un cadre politique et législatif complexe pouvant augmenter les coûts et risques à l'immigration, le réseau migratoire joue un rôle indéniable dans les migrations internationales (Gurak et Caces, 1992). Chaque migrant additionnel participe à l'extension du réseau migratoire, ce qui entraîne le phénomène de *cumulative causation of migration*: «each act of migration alters the social context within which subsequent migration decisions are made, typically in ways that make additional movement more likely» (Massey, 1998:45-46). Enfin, ces réseaux prennent forme au sein d'une structure politique et économique déterminée par la globalisation. Celle-ci est comprise comme un processus impliquant la multiplication de forces transnationales aussi bien économiques que sociales, politiques et culturelles (Castles, 2009 ; Faist, 2000 ; Simmons, 2002). Selon Tarrius,

«l'idéologie ultra-libérale qui accompagne la phase contemporaine d'accélération et de densification des mobilités mondiales autorisa le déploiement de sociabilités nouvelles et l'immersion de ces phénomènes en permettant à ces réseaux de se jouer de certaines contradictions actuelles entre les gestions nationales des frontières et les nouvelles, ou futures, gestions de l'espace Schengen» (Tarrius, 2001:40).

Ainsi, ces formes de mobilité réduisent l'autonomie de l'État en tant qu'acteur de la gestion migratoire. Cela explique alors en partie pourquoi la densification des contrôles frontaliers aux portes du Maroc n'a pu estomper les migrations subsahariennes, mais a plutôt engendré une reconfiguration de celles-ci par le développement d'un nouveau réseau migratoire.

2.2 Les facteurs de départ des pirogues sénégalaises

En tenant compte du cadre théorique précédemment exposé, il convient de distinguer les facteurs expliquant l'émigration des Sénégalais vers l'Europe et ceux déterminant l'ouverture d'une nouvelle route migratoire depuis le Sénégal. Les premiers s'inscrivent dans l'existence d'un système migratoire liant le Sénégal à l'Europe par le lien colonial avec la France, par l'écart des niveaux de développement économique, par la diffusion du modèle culturel européen, la présence médiatique et diplomatique française au Sénégal, par l'existence de nombreux réseaux migratoires vers la France, l'Italie et l'Espagne, etc. Les seconds, qui font l'objet de l'étude, renvoient plutôt à l'émergence d'un nouveau réseau migratoire touchant principalement les populations côtières sénégalaises. Celui-ci explique essentiellement la capacité de reconfiguration de la migration irrégulière vers l'Espagne suite aux contrôles de plus en plus coercitifs dans les eaux de Gibraltar, puis le long de la côte mauritanienne.

L'émigration sénégalaise à destination de l'Europe prend ses racines dans le recrutement des tirailleurs sénégalais² durant les deux guerres mondiales. Les migrations avec la France s'inscrivent dans des liens profonds tirés de l'époque coloniale illustrés entre autres par le partage de la langue française et des relations économiques et politiques étroites. C'est dans le contexte précis des relations franco-sénégalaises que s'est développé le système migratoire entre le Sénégal et l'Europe. La France interrompt toutefois le recrutement de main d'œuvre sénégalaise en 1974 et restreint, par la suite, peu à peu les droits d'entrée des étrangers

² L'appellation «tirailleurs sénégalais» réfère aux soldats africains recrutés par l'armée coloniale française. Elle regroupe non seulement des Sénégalais mais aussi d'autres ressortissants des colonies françaises au Sud du Sahara. Voir à ce sujet l'ouvrage de Myron Echenberg, *Les Tirailleurs Sénégalais en Afrique Occidentale Française (1857-1960)*. Karthala, Paris, 2009.

(limitation du regroupement familial, instauration de visa d'entrée, etc.)³. La modification des conditions d'entrées et de sorties entraîne des mutations dans le système migratoire. Tall explique que l'Italie a supplanté la France en tant que première destination des Sénégalais en moins de dix ans. Les régularisations ayant eu cours en 1990 et 1994 ont largement contribué à ce changement. L'Espagne émerge comme pays d'immigration pour les Sénégalais plus tard vers les années 2000 (Tall, 2008a). Ainsi, l'émergence des politiques restrictives en France ne parvient pas à interrompre l'évolution du système migratoire liant le Sénégal à l'Europe mais plutôt contribue à sa diffusion à l'Europe du Sud. Comme l'indique Garson «migration policies play a minor role in a complex system shaped by human, geo-political, and economic factors» (Garson, 1992:81). Dans cette même logique, le renforcement des contrôles frontaliers par l'Espagne ne rompt pas ce système migratoire mais reconfigure plutôt ses réseaux.

Au Sénégal, une conjoncture économique et une crise de confiance envers les politiques créent un contexte favorable à l'émigration des Sénégalais dans les années 2000. L'année 2006 connaît un recul drastique au niveau macroéconomique : une chute de 2,5% du taux de croissance (2%), un déficit budgétaire passant de 2 à 6% et une augmentation de 2,5% du déficit extérieur (10%). En prévision des élections de 2007, le gouvernement Wade a mis en place des subventions énergétiques pour régler les récurrents délestages paralysant l'activité économique mais qui ont, en contrepartie, creusé le déficit public (Commission européenne, 2008:11-12). Le dernier recensement effectué par le Sénégal en 2002 attribuait un taux de chômage de 7,7% en milieu urbain lequel affectait 23,4% de la population masculine âgée de 20-24 ans (Sénégal, 2006h). Toutefois, comme le rapport stratégique de la Commission européenne le précise, les indicatifs du chômage ne reflètent pas la problématique du sous-emploi qui toucherait trois personnes sur quatre en milieu urbain et serait un des motifs de la migration irrégulière (Commission européenne, 2008:15). En effet, le marché informel dans les environs de Dakar et ses banlieues est saturé en raison du grand nombre de personnes ayant convergé vers ce centre économique. Environ 49% des Sénégalais vivent actuellement

³ Pour un examen approfondi de l'évolution des politiques d'immigration française, voir Jérôme Martínez, «Politiques d'immigration: Bilan d'un échec», dans *Cités*, vol 2., n°46, 1991.

dans la région de Dakar, qui ne représente, en superficie, que 0,3% du territoire national (Sénégal, 2011c).

Par ailleurs, les départs depuis les côtes sénégalaises concernent essentiellement les populations des zones côtières. Ceci s'explique entre autres par la crise du secteur de la pêche artisanale. En effet, les accords de pêche entre la République du Sénégal et la Communauté européenne de 1997 et 2002 ainsi que certains permis de pêche octroyés illicitement durant le mandat du président sénégalais Abdoulaye Wade (Greenpeace, 2012) auraient facilité la venue de chalutiers étrangers et l'exploitation massive des ressources halieutiques. Lors des entretiens tenus dans le village de pêcheurs lébou à Thiaroye-sur-mer, les habitants étaient unanimes : la pêche industrielle étrangère avait entraîné une raréfaction des poissons et engendré une crise de la pêche artisanale, gagne-pain de la majeure partie de la population⁴. En effet, un récent rapport du PNUD confirme la paupérisation du secteur de la pêche artisanale au Sénégal et évalue à plus d'une centaine de bateaux battant pavillon étranger essentiellement des régions de l'Europe et de l'Asie (PNUD, 2010:62). Certains auteurs considèrent également que la surpêche artisanale est aussi à l'origine de la paupérisation des ressources halieutiques (Sall et Morand, 2008).

Le recul des indicateurs macroéconomiques a eu un impact tangible sur les conditions de vie de la population sénégalaise et a estompé l'espoir de changement suscité par l'arrivée du gouvernement de Wade en 2000. La déception, née de l'absence de création d'emplois et d'une situation économique qui s'est détériorée, pousse plusieurs Sénégalais à voir dans l'émigration la seule opportunité possible. Selon Guilmoto et Sandron (2000), dans les pays en voie de développement, les ménages sont plus enclins à diversifier leurs sources de revenus que de les maximiser en se spécialisant dans un secteur, ce qui aurait comme conséquence d'accroître leur vulnérabilité face à un changement de conjoncture, comme ce fut le cas pour les pêcheurs piroguiers. Lorsqu'un réseau migratoire s'institutionnalise et diminue les coûts associés à la migration, celle-ci apparaît comme une stratégie de diversification des revenus attrayante, et davantage lorsqu'elle s'opère entre des pays aux différences salariales importantes (Massey, 1990:10). Une conjoncture économique

⁴ Entretien 1 : 20 février 2012, Pape Gueye, Président de l'Association nationale des rapatriés, rescapés et familles affectées (ANRAF), Dakar. Entretien 2 : 30 mars 2012, Moustapha Diouf, Président de l'Association des jeunes rapatriés de Thiaroye-sur-mer, Thiaroye-sur-mer.

défavorable accompagnée d'une extension des réseaux migratoires à destination de l'Espagne explique la présence de plus en plus grande des Sénégalais sur les routes de la migration clandestine vers la péninsule ibérique dans les années 2000 (Some, 2009:33).

Il est avéré que l'un des facteurs principaux expliquant la reconfiguration de la migration clandestine sénégalaise est l'effectivité des contrôles frontaliers et des patrouilles espagnoles et européennes puis le durcissement conséquent des politiques marocaines et mauritaniennes d'accueil des Subsahariens. La situation économique étant toujours défavorable au Sénégal, le résultat n'est pas l'endiguement de la migration clandestine mais bien l'ouverture d'une nouvelle route par la création d'un nouveau réseau migratoire. Guilmoto et Sandron affirment par ailleurs que lorsque des réseaux deviennent inefficaces :

«il sera plus facile de les redéployer à la marge que d'ouvrir une piste entièrement nouvelle. Pour les migrants, cela consistera à se diriger vers des destinations adjacentes ou à s'insérer dans un autre secteur tout en conservant la plupart des relais offerts par le réseau sous son ancienne forme» (Guilmoto et Sandron, 2000:128).

Ceci explique que la destination des Canaries est demeurée inchangée, où déjà existent des réseaux sénégalais d'accueil, mais que les départs des pirogues, par contre, se sont déplacés vers le Sud jusqu'aux côtes sénégalaises pour dévier les contrôles importants dans les eaux marocaine et mauritanienne. Ce contexte coïncide avec la crise du secteur de la pêche artisanale qui rend disponibles des capitaines de pirogues en quête de revenus et maîtrisant la navigation en haute-mer. Les premières arrivées réussies ont un effet fulgurant chez les candidats à l'émigration restés au Sénégal. Les appels téléphoniques d'un frère, un ami ou un parent arrivés sains et saufs à destination ont rendu ce périple migratoire plus envisageable (Robin, Gonin, 2006). Lors d'un entretien, une femme sénégalaise me racontait :

«Deux amis sont partis il y a un an et demi dans deux embarcations différentes. Une est arrivée à bon port et l'autre a décidé de rebrousser chemin en raison de la mauvaise navigation. L'amie qui est arrivée en Espagne m'a dit que si je parlais espagnol, ils me laisseraient passer. J'ai été informée du départ d'un bateau quelques semaines après le deuxième tour de la présidentielle par un ami. Nous partirons à trois»⁵

⁵ Entretien du 17 mars 2012, Fatima*, Gorée.

Par ailleurs, en 2005, le gouvernement Zapatero a entamé la régularisation de 600 000 migrants en Espagne dont 30 000 sénégalais, suscitant un effet d'appel d'air⁶. En effet, en téléphonant à leurs familles, ils ont incité bon nombre à entreprendre le périple dans l'espoir d'être régularisé tôt ou tard (Willems, 2008:284). Cet effet multiplicateur qui suit les arrivées s'explique par la *facilitating hypothesis* : «relatives and friends promote and channel migration to their own places of residence by facilitating adjustment to the new location, e.g. job search, material support, encouragement, provision of new social ties» (Haug, 2008:589). Les réseaux à destination agissent alors comme un «pull factor»⁷. L'existence d'un réseau migratoire permet la circulation de l'information entre les migrants arrivés en terre d'accueil et ceux restés au pays et celle-ci a un effet déterminant sur la décision de migrer ou non ainsi que sur l'opérationnalisation du voyage. Comme l'indique Gurak et Caces, ce qui est primordial est surtout la source dont les informations proviennent : «who the information comes from is also important since some sources are trusted more than others» (Gurak et Caces, 1992:156).

L'influence du réseau dans la décision de migrer provient aussi des non-migrants, et surtout de la famille. Conformément à la *encouraging hypothesis*, les réseaux sociaux dans le pays d'origine deviennent un «push factor» lorsqu'ils appuient la décision de migrer et la soutiennent logistiquement (Haug, 2008:589). En effet, les prix étant relativement élevés, la famille devient, dans la majorité des cas, le principal pourvoyeur et y voit un investissement pour son avenir⁸. Cela amène à ce que Guilmoto et Sandron appellent le contrat migratoire entre migrant et non-migrant, le processus par lequel tous «les participants à la transaction migratoire sont liés entre eux par un accord tacite sur la répartition des coûts et des profits de la migration» (Guilmoto et Sandron, 2000:116). L'ouverture de cette brèche pour

⁶ La notion d'appel d'air, couramment utilisée par les opposants à la régularisation des immigrants, suppose que celle-ci entraînerait systématiquement l'arrivée de nouveaux migrants illégaux ou irréguliers.

⁷ Plusieurs études empiriques ont démontré que l'existence de parents/amis dans le pays d'accueil était un déterminant important dans la décision de migrer : voir Haug sur l'émigration des Bulgares (2008), Massey et Espinosa sur l'émigration des Mexicains aux États-Unis (1997).

⁸ Entretiens du 6 avril 2012, Mamadou*, Keba*, Moussa*, membres de l'Association des jeunes rapatriés de Thiaroye-sur-mer, Thiaroye-sur-mer.

l'immigration en Espagne a incité les familles à accumuler les montants d'argent nécessaires au départ. Comme l'indique les auteurs Ba et Ndiaye (2008) , la comparaison avec les voisins, ayant un fils qui est parvenu à immigrer, a été un incitatif très important pour les autres membres de la communauté . La compétition entre co-épouses a aussi incité plusieurs mères à pousser leurs fils vers l'émigration (Bouilly, 2010:237). Ces réactions en chaîne sont une explication à la généralisation des départs dans certaines zones précises telles que Thiaroye-sur-mer, en périphérie de Dakar. Aussi, puisque la migration relève de stratégies familiales, le migrant type est surtout un jeune homme dans la vingtaine, célibataire ou marié⁹ ayant complété le cycle primaire et étant actif dans la pêche ou le commerce informel (Sarr, 2008).

La théorie de *cumulative causation of migration* développée entre autres par Massey, soulève que les migrations, et les transferts financiers qui l'accompagnent, ont un impact sur la structure économique et sociale des communautés d'origine, notamment sur la distribution du revenu, la distribution de la terre, l'organisation de la production agricole, la culture migratoire, l'expansion des réseaux, et parviennent à rendre la migration plus attrayante pour ceux restés dans la localité d'origine (Massey, 1998:47). La vallée du fleuve Sénégal et le bassin arachidier, ont, par exemple, connu des changements notables en raison des investissements des émigrés dans l'habitat, la production agricole, etc. qui ont contribué à faire d'eux des régions avec un taux d'émigration élevé (Lanly, 1998 ; Tall, 2008b). L'effet de *cumulative causation*, dans le cas de la migration par pirogues des zones côtières, se mesure surtout par l'expansion des réseaux et la consolidation de la culture migratoire¹⁰. L'apparition de Tenerife et Grande Canarie comme nouvelles régions de destination de l'émigration sénégalaise a permis l'élargissement des connexions sociales en Espagne, et par le fait même, les possibilités d'intégration sociale et économique dans la localité de

⁹ Les statistiques indiquent qu'une faible majorité est célibataire : de 50 à 59% à Thiaroye, St-Louis, Mbour, Kayar et 37,5% à Kafountine. Voir l'étude de Fatou Sarr, *Genre et migration clandestine dans les zones côtières au Sénégal* , Institut national en santé, reproduction et développement, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, 2008.

¹⁰ À ce jour, il est difficile d'évaluer les répercussions de cette migration sur la structure productive et économique des communautés d'origine en raison de son caractère récent et le nombre relativement important de migrants n'ayant pu porter à bien leur projet migratoire. C'est pourquoi nous ne retenons que la culture migratoire et l'extension des réseaux comme facteurs de *cumulative causation*.

destination. Le développement d'une culture migratoire, signifie pour sa part que : «at the community level, migration becomes deeply ingrained into the repertoire of people's behaviour, and values associated with migration become part of the community's values» (Massey, 1998:47). Selon Willems, la pression de l'émigration au Sénégal semble être plus élevée et répandue que dans d'autres pays voisins (Willems, 2008:282). Comme le chercheur Papa Demba Fall le précisait lors d'un entretien, bien que la situation socio-économique soit à l'origine des départs en pirogues, c'est aussi le désir d'émancipation de la jeunesse sénégalaise attisé par l'imaginaire du modèle occidental européen qui explique leur détermination à partir¹¹. Les récits d'immigration réussie en Europe et les transferts d'argent qui l'accompagnent insèrent une logique d'association entre réussite économique et migration dans la population sénégalaise. Ceci crée un imaginaire migratoire où désormais «le clandestin est celui qui brave la mer, la faim et la soif, celui qui risque sa vie pour atteindre un objectif noble, celui d'accéder au marché du travail et de chercher à sortir sa famille de la pauvreté» (Ba et Ndiaye, 2008).

Enfin, ce contexte amène la jeunesse sénégalaise à clamer «Barça ou Barsakh¹²», présageant qu'elle est prête à prendre tous les risques pour atteindre cette terre de paix qu'est l'Europe. Vivre pour immigrer ou immigrer pour survivre devient la philosophie de plusieurs jeunes sénégalais des agglomérations de Dakar¹³. Selon Fall, les premiers départs vers les

¹¹ Entretien du 22 février 2012, Papa Demba Fall, chercheur et géographe à l'Institut fondamental d'Afrique Noire (IFAN), Dakar.

¹² Barça fait référence à l'équipe de football de la ville de Barcelone et Barsakh en wolof signifie l'au-delà. Cette expression sous-entend qu'il y a que deux possibilités : Atteindre Barcelone ou le purgatoire. Voir Ba et Ndiaye, «L'émigration clandestine sénégalaise» dans *Asylons*, 2008 et Tall, «La migration internationale sénégalaise : des recrutements de main d'œuvre aux pirogues» dans *Le Sénégal des migrations*, M-C Diop, Karthala, Paris, 2008. p. 153-177

¹³ Se référer au documentaire de Kala, *Dieu a-t-il quitté l'Afrique?* qui illustre le désir des jeunes Sénégalais à émigrer.

Canaries depuis les côtes sénégalaises auraient débuté à la veille de la *Tabaski* en décembre 2005 à Thiaroye-sur-mer¹⁴.

2.3 Le périple migratoire et le rapatriement

Après avoir survolé le contexte et les causes de départ des pirogues sénégalaises vers les îles Canaries, nous nous attardons maintenant à l'organisation de ce voyage ainsi qu'au retour au Sénégal. Nous croyons que le développement d'un réseau migratoire liant les Canaries aux côtes sénégalaises a non seulement influencé positivement la décision de migrer mais a aussi facilité sa mise en opération. Comme l'indique Massey (1998), les réseaux migratoires occupent une fonction importante pour les migrations internationales puisque celles-ci représentent des coûts plus substantiels que la migration interne. Nous considérons, par ailleurs, qu'ils deviennent fondamentaux lorsqu'il s'agit de migration internationale clandestine car ils parviennent à diminuer les risques qui y sont liés et fournissent une certaine résilience aux contrôles frontaliers et policiers.

Les traversées en pirogues¹⁵ font l'objet d'une préparation et d'une organisation bien élaborées et planifiées. Les organisateurs du voyage se répartissent généralement en trois groupes : le convoyeur se charge de l'acquisition du matériel (pirogue, moteur, essence, GPS) et de l'opérationnalisation du voyage, les rabatteurs s'occupent de trouver les clients et obtiennent en retour une déduction sur leurs frais de voyage, puis le capitaine, généralement un pêcheur d'expérience, se charge de diriger la pirogue lors de la traversée (Fall, 2008: 9-10). Il arrive aussi que ce soit directement un propriétaire de pirogue qui s'organise avec quelques membres de la communauté de pêcheurs afin qu'ils lui trouvent des clients. Les organisateurs du voyage payent rarement le prix de la traversée. Le temps écoulé entre la décision de partir et le départ peut varier de deux à trois mois, ce qui correspond plus ou

¹⁴ Entretien du 22 février 2012, Papa Demba Fall, chercheur et géographe à l'Institut fondamental d'Afrique Noire (IFAN), Dakar. La *Tabaski* est le terme utilisé en Afrique de l'Ouest pour désigner l'importante fête musulmane *Aïd el-Kebir*.

¹⁵ Voir le dernier film de fiction de Moussa Touré, *La Pirogue* qui relate l'organisation et le déroulement d'une traversée vers les Canaries

moins à la durée nécessaire pour construire la pirogue. Les candidats choisis pour le départ doivent habituellement remettre la moitié du prix du voyage lors de l'entente, le prix total moyen étant de 400 000 francs CFA soit près de 800\$. Plusieurs ont recours à des marabouts et y dépensent des montants considérables afin d'acquérir des pouvoirs spéciaux telle que l'invisibilité qui leur permettront de réussir le voyage¹⁶. Les rendements obtenus pour les responsables de la traversée sont substantiels; un voyage peut entraîner des coûts de l'ordre de 12 millions de francs CFA mais les revenus pour une pirogue de 90 personnes payant chacun 400 000 ou 500 000 francs CFA peuvent varier entre 36 millions et 45 millions de francs CFA¹⁷ (Willems, 2008:285). L'organisation de la migration irrégulière au Sénégal laisse croire que ce sont des réseaux communautaires, professionnels ou familiaux plutôt que criminels qui structurent le phénomène (Ndiaye et Robin, 2009). Willems avance aussi que la population locale ne perçoit pas les organisateurs comme des trafiquants mais plutôt comme des pêcheurs touchés par la crise de leur secteur d'activités (2008:291)¹⁸. Le réseau migratoire encourage l'opérationnalisation du voyage de deux façons. En premier lieu, le processus de *chain migration* permet de placer le réseau au centre du recrutement des candidats à l'immigration (Gurak et Caces, 1992:167 ; MacDonald et MacDonald, 1964). Puisque la circulation d'informations entre les pays d'origine et d'accueil favorise la décision de migrer, le recrutement de candidats s'en voit aussi facilité. Dans le même ordre d'idées, par le processus nommé *auspices of migration*, les réseaux agissent comme facilitateurs dans la mise en œuvre du projet individuel du migrant puisqu'ils prennent en charge l'organisation de la traversée et l'accueil à la destination (Gurak et Caces, 1992:167 ; Tilly et Brown, 1967).

¹⁶ Lors d'un entretien tenu le 6 avril 2012 à Thiaroye-sur-mer avec Moustapha Diouf, président de l'association des jeunes rapatriés de Thiaroye-sur-mer, il précisait qu'il avait «investi» jusqu'à 40 000 francs CFA chez son marabout afin de l'aider dans sa traversée. Celui-ci lui avait affirmé que les «gris» lui permettraient d'être invisible aux patrouilles espagnoles.

¹⁷ Entretien du 30 mars 2012, Moustapha Diouf, président de l'association des jeunes rapatriés de Thiaroye-sur-mer, Thiaroye-sur-mer.

¹⁸ Par ailleurs, un rapport effectué par les Nations Unies en 2011 et repris par l'agence FRONTEx dans son rapport de 2011, concluait qu'en Afrique de l'Ouest, la libre-circulation diminuait les avantages obtenus par le trafic des migrants, que les trafiquants sont souvent migrants eux-mêmes et qu'il n'existe pas de réseaux basés sur des structures permanentes. Voir ONU, *The role of organized crime in the smuggling of migrants from West Africa to the European Union*. Bureau des Nations Unies pour la Drogue et le Crime, Vienne, 2011.

Ainsi, les coûts matériels et psychologiques ainsi que les risques associés au voyage se voient réduits par l'existence d'un réseau liant les émigrés, les intermédiaires-recruteurs (rabatteurs), et les candidats potentiels à l'émigration.

Suite à la décision de partir et l'organisation du voyage, vient alors la traversée qui est d'une durée de 7 à 10 jours dépendant du niveau d'agitation de la mer. Selon les divers propos recueillis, le froid, la faim, le mal de mer, les fortes vagues, ou le bris du moteur sont les principaux risques pouvant entraîner plusieurs passagers vers la mort. Le désespoir peut aussi mener à abandonner volontairement le projet. Hervé, un Ivoirien ayant effectué le voyage jusqu'aux Canaries, racontait : «Nous étions 66, un seul de l'équipage a décidé de sauter par-dessus bord en mer. Il s'est levé en disant qu'il allait prendre le thé... le capitaine a dit que si nous retournions le chercher, nous allions tous y rester, nous avons continué notre chemin»¹⁹. Comme l'explique Tall, les pirogues sont généralement surchargées, et «cette promiscuité est responsable de la tension durant le voyage pour des candidats en proie au mal de mer et qui souvent ne savent pas nager et n'ont jamais voyagé par la mer». Il n'est pas rare qu'un membre de l'équipage soit désigné pour assurer l'ordre entre les passagers (Tall, 2008a:50). Il est ardu de déterminer combien de pirogues ne sont pas arrivées à bon port; certaines ayant rebroussé chemin, d'autres ayant été interceptées ou ayant chavirées. Thiaroye semble être la localité ayant connu le plus de disparus ou de rapatriés, soit près de 41% des migrants concernés par l'étude empirique de Sarr.

Figure 2.2 Situation des candidats à la migration selon la zone d'origine

Localité	Arrivés	Refoulés	Rapatriés	Retours volontaires	Morts/disparus	Total
Thiaroye	65	12	14	07	24	122
Saint-Louis	104	2	1	0	0	107
Mbour	59	10	46	2	3	120
Kayar	54	12	47	1	2	116
Kafountine	30	0	5	0	2	37
Total	312	36	113	10	31	502

Source : Sarr (2008)

À leur arrivée aux Canaries, les migrants sont pris en charge par la Croix-Rouge espagnole. D'abord soignés, nourris et habillés, ils sont ensuite conduits dans des centres d'internement pour étrangers où ils peuvent passer jusqu'à une quarantaine de jours. Un accord informel de réadmission a été conclu avec le gouvernement Wade et a permis le

¹⁹ Entretien du 11 mai 2012, Hervé*, Kafountine, Sénégal.

rapatriement presque systématique de toutes les personnes d'origine sénégalaise. Afin d'éviter le rapatriement, plusieurs Sénégalais ont tenté de duper les enquêteurs en se prétendant d'une autre nationalité. Une personne interrogée mentionnait comment son ami, lorsque informé de l'interrogatoire des enquêteurs le lendemain, s'était créé une nouvelle identité ivoirienne afin d'être libéré sur le territoire espagnol plutôt que de se voir renvoyer au Sénégal²⁰. Au total, on estime entre 4600 et 5000 le nombre de Sénégalais rapatriés. Considérant que sur le nombre approximatif de 31 000 subsahariens arrivés au Canaries, plus de la moitié étaient des personnes d'origine sénégalaise²¹, cela signifie, qu'au minimum, une dizaine de milliers aurait atteint l'objectif d'immigrer en Europe (Willems, 2008:294) ce qui alimente alors l'extension des réseaux migratoires sénégalais en Espagne. Sur les 502 migrants étudiés par Sarr, 62% sont demeurés en Espagne (fig. 2). Les personnes rapatriées reçoivent à leur arrivée au Sénégal une enveloppe contenant 10 000 francs CFA (20\$) et un sandwich, et sont ensuite dirigés vers des autobus les ramenant à leur localité d'origine²². Le rapatriement signifie l'échec migratoire autant individuellement que collectivement, car rappelons que c'est bien souvent le milieu familial qui assume les coûts du voyage puisqu'il y voit un investissement. La désillusion du retour est partagée par la famille, mais la responsabilité repose surtout sur les épaules du rapatrié qui n'a pu remplir les obligations de son contrat migratoire. En plus du traumatisme de la traversée et du retour, ce dernier fait alors face à la déception de la famille, voir dans certains cas à un rejet total. L'échec migratoire explique entre autres les difficultés de réinsertion sociale vécues par les migrants de retour.

Enfin, les départs ont substantiellement diminué depuis 2006. Selon le rapport d'analyse de risques publié par FRONTEX pour 2012, les interceptions de migrants clandestins sur la

²⁰ *Ibid.*

²¹ Il n'y a pas de consensus quant à la proportion exacte de Sénégalais. Toutefois, on accepte généralement qu'ils représentaient la majorité des Subsahariens, une proportion variant de plus de 50% pour Willems (2008) à 75 et 90% pour les auteurs Robin et Ndiaye (2009).

²² Entretiens du 30 mars et 6 avril 2012, Moustapha Diouf, Mamadou*, Keba* et Moussa*, Membres de l'association des jeunes rapatriés de Thiaroye-sur-mer, Thiaroye-sur-mer.

route ouest-africaine ont considérablement diminué en raison des accords bilatéraux signés avec les pays clés²³. Toutefois, selon Moustapha Diouf, président de l'association des jeunes rapatriés de Thiaroye-sur-mer, l'arrêt de la migration vers les Canaries ne résulte pas des contrôles conjoints Sénégal-Espagne. Ce sont plutôt les témoignages des Sénégalais installés en Espagne relatant les difficultés du marché du travail dues à la crise économique et l'espérance que les accords signés avec l'Espagne créent du travail pour eux qui expliquent la diminution des départs. Cependant, si rien ne se passe durant le premier mandat du nouveau président Macky Sall, il croit que l'émigration va recommencer car les gens attendent toujours²⁴. Pour les candidats à l'émigration, l'effectivité des contrôles se mesure essentiellement par les témoignages des gens interceptés et rapatriés. Par la transmission d'information que permet l'existence d'un réseau migratoire, ces acteurs parviennent à influencer la décision des candidats au départ afin qu'ils privilégient le choix de rester au pays. Cette circulation d'informations sera dynamisée par l'émergence de plaidoyers dans la société civile sénégalaise pour la protection des droits des migrants mais aussi pour la lutte contre la migration clandestine.

2.4 Plaidoyers et protection des migrants

La rapidité avec laquelle ce phénomène migratoire a gagné en popularité, et a témoigné de ses conséquences, a provoqué un foisonnement d'associations civiles, certaines désirant lutter précisément contre l'émigration clandestine, d'autres voulant protéger les droits des migrants. Bien que le phénomène de la migration clandestine rassemble bon nombre d'acteurs de la société civile, leurs plaidoyers diffèrent en fonction de leur rôle mais aussi de leurs relations avec les institutions et bailleurs de fonds. Pour cette partie, nous nous en tiendrons aux rôles des associations et groupes de défense des migrants plutôt qu'aux ONG et institutions internationales qui feront l'objet d'une étude plus approfondie dans le chapitre 4.

²³ Quatre Sénégalais auraient été interceptés en 2012, deux en 2011 et 289 en 2010. Voir le rapport de FRONTEX, *Annual risk analysis 2012*, Varsovie, p.14

²⁴ Entretien du 30 mars 2012, Moustapha Diouf, Président de l'association des jeunes rapatriés de Thiaroye-sur-mer, Thiaroye-sur-mer.

Ayant étudié les enjeux de la mobilisation des acteurs de la société civile contre la migration clandestine, l'auteure Emmanuelle Bouilly distingue deux phases principales dans ce processus dont la première sera l'objet de notre attention. Tout d'abord, dès la première année des départs, en 2006, il est constaté une «forte réactivité du tissu associatif local et communautaire, contrastant avec une certaine indolence des ONG» (Bouilly, 2010:247). Étant touchées directement par les conséquences de la migration clandestine, les communautés ont des réactions immédiates et spontanées. Comme le soulève Nina Marx «les liens de solidarité qui se sont créés pour préparer les départs se retrouvent lorsqu'il s'agit de s'adapter au retour» (Marx, 2008). Par exemple, le collectif des femmes de Thiaroye-sur-mer a été créé en 2006 par une mère suite au décès de son fils en mer. Quant à elle, l'association des jeunes rapatriés de Thiaroye-sur-mer a été fondée par des migrants arrivés aux Canaries mais rapatriés en vertu de l'accord de réadmission signé avec le gouvernement sénégalais. Après les vagues de rapatriements, plusieurs réseaux dans les localités de départ agissent maintenant comme un «pull factor» sur les candidats potentiels, c'est-à-dire qu'à travers leur militantisme et plaidoyers, ils encouragent plutôt la décision de rester que de partir. Les ONGs apparaissent un peu plus tard lorsque le débat «s'institutionnalise». Au fur et à mesure que les notions de développement et migration font leur apparition comme solution à la crise, les ONGs et institutions internationales développent des programmes sur la migration clandestine et deviennent les principaux référents en la matière pour les autorités politiques et internationales. Pour Bouilly, c'est une phase «de hiérarchisation, voire de clôture, de l'espace de mobilisation caractérisé par l'avènement et la (re)conversion sur la thématique migratoire d'ONG généralistes, plus anciennes et expérimentées en matière de développement» (Bouilly, 2010:248).

Le choix des autorités politiques de collaborer avec une association plutôt qu'une autre n'est pas dénué d'intérêt. La place accordée au Collectif des femmes pour la lutte contre l'immigration clandestine de Thiaroye-sur-mer dans l'espace public est, à cet égard, évocatrice des objectifs politiques poursuivis. Leur mission centrale est de décourager l'immigration clandestine. Toutefois, en tant que mère ou épouse de migrants, elles s'adressent surtout aux femmes qui, dans l'espoir d'une vie meilleure, appuient les jeunes hommes à prendre la mer pour subvenir aux besoins de la famille. Comme le soulève Bouilly (2010), ce modèle de militantisme cadrerait parfaitement avec l'objectif de lutte contre

l'immigration clandestine mais aussi avec les agendas plus globaux de développement local et d'*empowerment* féminin, ce que le Collectif a compris rapidement. Par ailleurs, les connivences avec la sphère politique n'ont pas tardé à se manifester lors des élections présidentielles au Sénégal en 2007. La collaboration partisane entre la présidente de l'organisation et le parti politique au pouvoir, le Parti Démocratique Sénégalais (PDS), se concrétise officiellement lors de son élection comme conseillère municipale sous sa bannière en 2009 (Bouilly, 2010:233). Sur la scène internationale, le Collectif bénéficie d'une médiatisation accrue qui culmine avec la visite de Ségolène Royal en septembre 2006 (Bangré, 2006). Leur succès n'est pas sans créer des relations conflictuelles avec les autres associations de la communauté de Thiaroye-sur-mer. Lors d'une rencontre avec le président de l'association des jeunes rapatriés, il montrait les vestiges du local du Collectif en mentionnant que la présidente n'a voulu que profiter de l'argent généré par la cause et qu'aujourd'hui, elle ne s'investit plus dans la lutte. Il raconte que les autorités sénégalaises ont aussi essayé de l'« acheter » en lui offrant un visa pour l'Espagne afin qu'il se taise mais il affirme avoir refusé²⁵. L'association des jeunes rapatriés a aussi pour objectif de lutter contre l'émigration clandestine. Lors d'une entrevue accordée à Seneweb, un site d'actualité sénégalais, Diouf affirmait :

« "il ne faut pas qu'on nous oublie." Beaucoup d'entre nous avons pris l'engagement de rester ici après avoir vécu l'expérience de l'émigration clandestine. Pour ce faire, de nombreuses associations continuent à rechercher des partenaires afin de former les jeunes restés au Sénégal [...] Partir, partir ! Jusqu'à quand ? Tous les jeunes qui sont morts, ils sont âgés de 20, 25 et 30 ans. Qui meurt ? C'est nous les jeunes Africains et non les Espagnols. Plusieurs organismes disent lutter pour notre cause mais dès qu'ils reçoivent de l'argent, ils partent sans venir parler avec les migrants qui sont ici pour essayer de trouver des solutions à leurs problèmes. Il ne faut pas oublier que ces migrants sont avant tout des maçons, des pêcheurs, des plombiers qui veulent qu'on les accompagne » (Seneweb, 2012).

Le combat de Moustapha s'est, au fil des années, transformé en plaidoyer pour que l'argent remis par l'Espagne au gouvernement du Sénégal puisse bénéficier aux communautés de pêcheurs touchées par la migration irrégulière. Étant principalement un critique de la gouvernance de Wade sur la question, lui et l'association des rapatriés n'ont pas trouvé d'écho dans les institutions sénégalaises, mais plutôt auprès des journalistes et chercheurs,

²⁵ Entretien du 30 mars 2012, Moustapha Diouf, Président de l'association des jeunes rapatriés de Thiaroye-sur-mer, Thiaroye-sur-mer.

pour la plupart étrangers. Malgré le fait que ces deux associations proviennent de la même communauté et qu'elles partagent le même but de décourager la migration clandestine, la distinction de leurs discours détermine leurs relations avec les autorités politiques sénégalaises voire internationales.

Enfin, si les communautés touchées directement par le phénomène des pirogues ont voulu décourager les jeunes à partir dans le but de les protéger des risques que cette traversée représente, d'autres acteurs ont plutôt opté pour la défense des droits de ces migrants et ont même remis en cause cette «lutte pour la migration clandestine» prônant plutôt le droit à la mobilité. Plusieurs n'adhèrent pas à l'expression d'émigration clandestine puisqu'elle est contraire au droit de tout individu de quitter son pays explicitement formulé dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme (art. 13)²⁶. La chercheuse Robin et le juriste Ndiaye ont même soulevé son caractère antinomique. En effet, pour que l'émigration ait un caractère illégal, il faut obligatoirement que l'individu ait franchi illégalement la frontière d'un second État, et dans ce cas, on fait donc référence à une entrée clandestine. En d'autres mots, la sortie clandestine est définie comme telle car elle est systématiquement associée à une entrée clandestine (Ndiaye et Robin, 2009:195-196). Nous reviendrons dans le chapitre suivant sur l'implication politique et juridique que sous-tend cette formulation. La gestion de la «crise des pirogues» par l'administration Wade a provoqué de vives réactions de la part de nombreux groupes de défense des migrants tels que Human Rights Watch, Amnistie internationale-Sénégal, RADDHO, CIMADE, Migreurop, JSF, etc. Ils déplorent l'absence de transparence des accords de réadmission et le non-respect des procédures internationales, l'interdiction d'entrée sur le territoire espagnol pour tout Sénégalais expulsé de l'Espagne pour une durée de 3 à 10 ans, la condamnation de Sénégalais pour tentative de migration clandestine, le rapatriement de mineurs sans garanties, la présomption de migration clandestine, etc. (RADDHO, WARIPNET, 2010b ; Human Rights Watch, 2008). Ce plaidoyer pour les droits des migrants s'inscrit dans un cadre plus global des mesures juridiques et politiques entamées par les gouvernements espagnol et sénégalais. L'approche essentiellement sécuritaire de la migration menant à l'externalisation des frontières

²⁶ Entretien du 21 février, Sadikh Niass, Chargé du département des réfugiés et personnes déplacées, RADDHO, Dakar.

européennes en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest et à la criminalisation des migrants est particulièrement contestée.

Le chapitre 2 a passé en revue les facteurs menant à la migration clandestine par pirogues depuis les côtes sénégalaises, comment celle-ci s'est opérée et quelles ont été les réactions de la société civile face à cette problématique. La consolidation d'un nouveau réseau migratoire unissant émigrés d'Espagne, migrants, candidats à l'émigration et leurs familles et communautés au Sénégal, a influencé positivement le processus décisionnel de migrer en favorisant la circulation d'information sur la traversée et la destination. La mise en œuvre du voyage se voit ainsi facilitée par la réduction des coûts et risques qui lui sont associés. Ce contexte explique pourquoi cette émigration par pirogues a pu se généraliser dans plusieurs communautés et cristalliser une culture migratoire auprès de la jeunesse sénégalaise des zones côtières. Toutefois, les risques élevés de cette émigration maritime, les conséquences douloureuses découlant de la disparition de nombreux migrants et le rapatriement de plusieurs milliers d'autres ont vite fait de créer une onde de choc dans les communautés touchées et suscité une multiplication des associations pour lutter contre la migration clandestine. Celles-ci agissent alors comme un réseau véhiculant de l'information pour décourager la décision de migrer. Le Collectif des femmes de Thiaroye, optant pour un discours cadrant avec les objectifs politiques institutionnels, s'est érigé comme principal porte-parole du milieu associatif sur la scène nationale et internationale au détriment d'autres associations plus incisives dans leur propos à l'adresse du gouvernement. Toutefois, puisque ces associations relèvent de communautés directement touchées par le phénomène, elles s'appuient surtout sur une conception locale des conséquences qui exclue les enjeux politiques et diplomatiques que sous-tend la lutte contre la migration clandestine. Dans cette optique, des groupes de défense de migrants internationaux ont pris le relais de la plaidoirie pour décrier la campagne conjointe du Sénégal, de l'UE et de l'Espagne contre la migration clandestine. L'administration de Wade a ainsi été fortement critiquée pour s'être conformée aussi facilement aux exigences immédiates de l'Union européenne et de l'Espagne qui reléguaient au second plan la protection des migrants au bénéfice de la gestion et le contrôle conjoint des flux migratoires clandestins.

CHAPITRE III

LA SÉCURISATION DE L'ENJEU MIGRATOIRE ENTRE L'ESPAGNE ET LE SÉNÉGAL

Ce qui a été désigné comme la «crise des pirogues» en 2006 est l'élément catalyseur des relations hispano-sénégalaises. L'objectif de ce chapitre est de présenter la gestion de cette «crise» par l'Espagne et le Sénégal et surtout de démontrer qu'un processus de sécurisation de la question migratoire a été mis en place par les deux parties. Nous débiterons d'emblée par situer le lien entre la migration et la sécurité à travers le corpus théorique. Puis, en nous inspirant de travaux essentiellement constructivistes critiques, nous démontrerons, à travers les actes de langage et les pratiques des agents impliqués, comment la migration irrégulière sénégalaise par pirogues est devenue un phénomène perçu comme un enjeu de sécurité.

3.1 Migration et sécurité

Tout d'abord, le champ des études de sécurité a longuement été dominé par les approches dites stratégiques s'inscrivant dans une conception réaliste et néoréaliste des relations internationales où, l'État, la sécurité nationale, et les jeux de puissance et menaces dans les relations interétatiques sont les principales composantes à l'étude. La corrélation entre migration et sécurité apparaît lorsque le contexte international, marqué par la fin de la guerre froide, la multiplication des conflits intra-étatiques et identitaires ainsi que la globalisation, met en lumière la nécessité d'un élargissement du concept de sécurité. L'intensification et la diversification des flux migratoires remettent en question la capacité de l'État à contrôler son intégrité territoriale, pose de nouveaux enjeux quant aux droits humains et reconfigure les identités circonscrites par les frontières. Ces conséquences multifacettes des migrations ont fait couler beaucoup d'encre sur les défis qu'elles posent à la sécurité internationale. Nous nous en tiendrons principalement à la présentation de trois approches théoriques soit le réalisme, la sécurité humaine, et le constructivisme critique.

C'est surtout à Weiner (1992) que l'on doit les études des migrations internationales sous la focale réaliste. Selon l'auteur, cinq situations possibles peuvent amener à considérer les migrants comme un défi à la sécurité nationale et internationale. Au niveau de la sécurité intérieure, les immigrants représentent une menace lorsqu'ils sont opposés au régime en place ou bien lorsqu'ils sont perçus comme une menace à la culture nationale ou un poids socio-économique. Dans les relations interétatiques, l'acceptation de réfugiés ou migrants opposés au régime en place dans le pays d'origine ou l'utilisation de ceux-ci comme instruments de politique étrangère peut exacerber les tensions entre deux États (Weiner, 1992:106-117). Aussi, les auteurs Rudolph (2003) et Adamson (2006) ont respectivement soulevé la sécurité géopolitique, l'accumulation de richesses, la cohésion sociale ainsi que le contrôle des frontières et la préservation d'une identité nationale comme enjeux d'intérêt national sur lesquels les migrations ont un impact. En raison de leur relation avec les enjeux de sécurité et d'intérêt national, les migrations deviennent donc des déterminants de la nature et de la forme des rapports interétatiques. Les politiques étrangères des États, façonnées par les migrations, peuvent être constituées de stratégies aussi distinctes que l'utilisation de l'aide au développement ou l'agression armée, mais leur point commun demeure la motivation des acteurs à satisfaire l'intérêt national de l'État et préserver leur sécurité nationale.

Une autre approche s'est développée dans les années 1990 et privilégie l'individu plutôt que l'État comme référent principal de la sécurité. Selon cette perspective libérale, c'est surtout la sécurité humaine des migrants qui doit guider les actions des institutions et des États. Cette approche normative et pragmatique est surtout l'apanage des institutions internationales comme en témoigne l'officialisation du concept de sécurité humaine par le PNUD en 1994 (PNUD, 1994). Elle est le résultat des développements normatifs et juridiques des dernières années. La sécurité humaine transposée au domaine de la migration se réfère principalement aux défis tels que le trafic de migrants, la protection des réfugiés et demandeurs d'asile, etc. et s'inscrit dans les principes véhiculés par la gouvernance globale des migrations (GCIM, 2005).

Or, pour reprendre les mots de Huysmans et Squire :

«A pragmatic humanitarianism may be critical as a normative or ethical approach that holds the liberal democratic state to account in the face of excessively restrictive migration controls. However, it is less critical as a political approach. Humanitarianism is essentially concerned with the protection of vulnerable populations and with redressing harmful practices, and in this regard it tends to approach the migrant as a disempowered victim rather than as a political actor» (2009 :175).

L'approche sur la sécurité humaine a certainement le mérite de soulever l'aspect fondamentalement éthique de la protection des droits des migrants. Toutefois, elle ne remet pas en question le lien entre migration et sécurité et, par le fait même, contribue à ce que les partisans des écoles critiques nomment la sécurisation de la migration.

La perspective critique regroupe des écoles de pensée distinctes mais qui partent du postulat commun que la sécurité est «socialement construite» et donc que la migration est l'objet d'un processus de sécurisation plutôt qu'un enjeu de sécurité en soi. Les principaux artisans du concept de la sécurisation, l'École de Copenhague et plus précisément Waever (1995), affirment que la seule désignation verbale (speech act) d'un phénomène en tant qu'un objet de sécurité fait en sorte que celui-ci le devient. Toutefois, les tenants du constructivisme critique ou de la sociologie politique internationale, conçoivent la sécurisation comme un processus qui n'est pas que discursif mais qui se caractérise aussi par des pratiques, par des relations de pouvoirs, des procédés technologiques, etc. (Bigo, 1998 ; Huysmans, 2000 ; Macleod, 2004). Selon ce courant théorique, la migration devient d'abord l'objet d'un discours «sécurisant» mettant en premier plan, par exemple, son illégalité ou son volume et cristallisent les perceptions sécuritaires du phénomène migratoire. Celles-ci légitiment alors des pratiques par des agents privés et institutionnels axées sur la protection de l'identité nationale, du territoire, etc. Ainsi, l'étude du lien entre migration et sécurité «requires a more critical analysis of the circulation of discourses, the application of technologies, the development of legal categories and questions of form-filling, professional routines and training that construct, sustain and constitute migration as a security 'threat'» (Huysmans et Squire, 2009:9). C'est selon cet angle de vue que nous analyserons comment la migration irrégulière sénégalaise a été l'objet d'un processus de sécurisation et comment cela se traduit dans les relations bilatérales entre l'Espagne et le Sénégal. Conformément au constructivisme critique, nous considérons que les actes de langage sont révélateurs de la

sécurisation de la migration mais que sa consolidation en tant que déterminant des relations hispano-sénégalaises a dû s'accompagner de pratiques non discursives des agents dont une participation accrue d'institutions spécifiques, des développements juridiques et technologiques conséquents, etc. Par conséquent, la suite du chapitre 3 analysera successivement les pratiques discursives véhiculées par les médias et institutions gouvernementales, et les deux composantes du processus d'externalisation des frontières soit la délocalisation des contrôles et le transfert des responsabilités.

3.2 La rhétorique autour de la question migratoire

Deux modèles théoriques nous permettront d'analyser comment la rhétorique utilisée par des agents en Espagne et au Sénégal fait partie intrinsèquement d'un processus de sécurisation de la question migratoire. Premièrement, nous partons du postulat que tout agent (État, individu) possède une identité non pas statique mais construite au sein d'une structure idéationnelle, c'est-à-dire par les normes, valeurs, règles et pratiques qui la constituent (O'Meara, 2007). L'identité est centrale dans la construction de l'altérité et donc de la frontière entre le «eux» et le «nous». Le *double processus d'articulation et d'interpellation des sujets* de Weldes nous permettra de voir comment ces identités se construisent et glissent dans l'imaginaire sécuritaire. L'articulation est le processus par lequel la répétition d'une même rhétorique et la mise en relation constante de plusieurs termes en viennent à s'associer à une représentation d'un tout paraissant comme une réalité naturelle. L'interpellation des sujets vise à désigner les acteurs, leurs motifs et intérêts afin qu'ils se positionnent vis-à-vis la représentation créée (Weldes, 1999). Dans un deuxième temps, la distinction des actes de langages en trois types de *règles* (déclaratoire, directive ou engageante) (Onuf, 1998) nous servira à analyser l'évolution du processus de sécurisation, et surtout, comment celui-ci oriente les actions entreprises dans le cadre de leurs relations bilatérales. L'étude se base principalement sur la couverture médiatique des quotidiens espagnols et plus majoritairement sur celle du journal *El País*, ainsi que sur les allocutions du gouvernement espagnol socialiste de Zapatero. Nous nous en tenons aux discours des autorités gouvernementales puisque nous considérons que leur position institutionnelle leur confère un pouvoir de sécurisation accru et, pour reprendre les propos de Weldes, «because identifying and securing the national interest

is, in the modern international system considered to be quintessentially the business of the state, those individuals who inhabit offices in the state play a special role in constructing the meaning of the national interest» (Weldes, 1999:11). L'étude couvre la période 2006 à 2012, mais un accent est particulièrement porté sur les années 2006-2007 marquées par les nombreuses arrivées des pirogues et par l'établissement des bases de la coopération entre l'Espagne et le Sénégal.

L'arrivée de plus de 30 000 Subsahariens aux îles Canaries en 2006 a donné lieu à une vaste campagne médiatique et diplomatique produisant images, significations, associations et représentations. Weldes explique ainsi:

«the process of articulation is one in which such extant linguistic resources are combined to produce contingent and contextually specific representations of the world [...] particular phenomena, whether objects, events or social relations, are represented in a specific ways and given particular meanings on which action is then based» (Weldes, 1999:284-285).

L'articulation s'est tout d'abord opérée entre le niveau de développement du Sénégal et la migration clandestine. Alors dépeint comme un pays «a la cola del desarrollo humano» (à la fin du classement de développement humain) au sein du continent noir marginalisé, il ne peut qu'en résulter des migrants désespérés, mourant de faim et ne jouissant pas de libertés : «la desesperación por la falta de comida y libertad es el mejor cayuco» (le désespoir par manque de nourriture et de liberté est la meilleure pirogue) (Rodriguez, 2007). Par cette rhétorique, une chaîne de connotation est établie entre pauvreté extrême et immigration clandestine qui donne un sens structurel au phénomène migratoire et qui renforce son caractère inévitable et sécuritaire. Comme nous l'avons expliqué dans le précédent chapitre, les facteurs de départs ne peuvent être expliqués que par le niveau de développement socio-économique mais aussi par l'imaginaire de l'eldorado européen véhiculé par les différents moyens de communication ainsi que par l'existence d'un système migratoire et de réseaux migratoires. Par ailleurs, l'accent porté sur l'ampleur du phénomène est éloquent dans le discours médiatique et institutionnel et permet de justifier des opérations d'exception dans un contexte d'urgence et de menace à l'État et la société espagnole. Des termes tels qu'avalanche, explosion, pression et vague migratoire sous-entendent la difficulté de contrôler cette immigration par les moyens traditionnels de régulation et justifient «un plan de choque» (plan choc) selon la vice-présidente du gouvernement (Egurbide, 2006b). L'alarmisme est alimenté par des

déclarations publiques des autorités politiques comme celle du délégué du gouvernement espagnol aux Canaries qui affirmait au quotidien *El Pais*: «el fenómeno de la inmigración es imposible de controlar y que no hay fuerza institucional en el seno de la Unión Europea que pueda controlarla»¹ (Junquera, 2006). Or, selon les statistiques de 2006, 840 844 nouveaux immigrants ont été enregistrés aux frontières. Le nombre approximatif de 31 000 Subsahariens arrivés au Canaries représenterait alors que 3,7% de l'immigration totale en 2006 (Red europea de migraciones, 2006). Ces chiffres relativisés contredisent l'argument d'une immigration massive et incontrôlable. Enfin, la sécurisation de la question est accentuée par un discours qui criminalise ce réseau migratoire, comme en témoigne l'allocution de l'ancienne Secrétaire de l'Immigration et Émigration de l'Espagne, Consuelo Rumí, affirmant que les responsables sont «los mafiosos, los que explotan a estas personas, los que les engañan y los que les venden un viaje que no tiene el objetivo que ellos pretenden»² (Publico, 2007b). Dans le même ordre d'idées, le ministère de l'Intérieur du gouvernement espagnol justifiait les expulsions d'étrangers ainsi : «hacemos una política de expulsiones que está prioritariamente dirigida a aquellos ciudadanos que viven ilegalmente en nuestro país y que tienen relación con la delincuencia, aquellos que son potencialmente peligrosos para nuestro país»³ (Publico, 2010a). Or, nous avons vu dans le précédent chapitre que l'organisation de cette migration se base plutôt sur des formes de coopération entre migrants plutôt que des relations d'exploitation entre ces derniers et des trafiquants. En somme, les représentations résultantes des pratiques discursives dominantes soit celles des principaux médias espagnols et du gouvernement Zapatero parviennent à sécuriser le phénomène des migrations par pirogues, car selon Huysmans, le langage sécuritaire a une capacité intégrative, c'est-à-dire de relier des phénomènes isolés en un tout qui permet la formation d'un champ de sécurité (Huysmans, 1998:4). En leur attribuant un caractère

¹ Le phénomène de l'immigration est impossible à contrôler et il n'y a pas de force institutionnelle au sein de l'Union européenne qui peut la contrôler.

² Les mafieux, ceux qui exploitent ces personnes, ceux qui les trompent et qui leur vendent un voyage qui n'a pas l'objectif qu'eux prétendent.

³ Nous faisons une politique d'expulsions qui est principalement dirigée à ces citoyens qui vivent illégalement dans notre pays et qui entretiennent une relation avec la délinquance, ceux qui sont potentiellement dangereux pour notre pays.

structurel et humanitaire en raison du sous-développement des pays d'origine, un volume dépassant les capacités de gestion du gouvernement, et une organisation exploitée par des réseaux trafiquants, le gouvernement espagnol consolide un environnement d'insécurité justifiant des mesures d'exception et d'urgence.

Selon le modèle de Weldes, les chaînes de connotation qui résultent de l'articulation sont complétées par l'interpellation des sujets qui renvoie au «process whereby identities or subject-positions are created [...] once they identify with these subject-position, the representations make sense to them and the power relations and interests entailed in them are naturalized» (Weldes, 1999:287). Face à cette situation d'urgence construite, les acteurs se voient attribuer des positions particulières et à partir desquelles se justifient les pratiques entreprises. Le Sénégal, ainsi identifié comme «un pays caliente» (pays chaud) de l'immigration et sous-développé, son intérêt réside dans la coopération avec l'Espagne afin de sortir de la pauvreté et empêcher la perte de capital humain que représente l'émigration. Il devient alors «el centro diplomático contra la inmigración irregular» (centre diplomatique contre l'immigration irrégulière) (El País, 2006c) ou le pays phare et stratégique selon les propos de l'ambassadrice de l'Espagne à Dakar (Amath, 2012). Des actions entreprises par le gouvernement du Sénégal, telle que la conclusion d'un accord informel de rapatriement, démontrent que le processus d'articulation et d'interpellation a bel et bien façonné une identité particulière au pays et orienté ses politiques. L'Espagne, quant à elle, est présentée comme une alliée fidèle au gouvernement sénégalais ayant comme intérêt la réduction du mal-être des populations et la lutte contre la pauvreté. Dans la perspective de convaincre le gouvernement sénégalais du bien-fondé de la politique espagnole, des déclarations institutionnelles insistent sur les «esfuerzos sin precedentes para acoger e integrar a cientos de miles de subsaharianos» (efforts sans précédent pour accueillir et intégrer des centaines de milliers de Subsahariens) ainsi que sur «la generosa comprensión de la sociedad española» (compréhension généreuse de la société espagnole) (Egurbide, 2006b). En ce sens, la secrétaire de l'État, de l'Immigration et Émigration, Consuelo Rumí, fait en sorte que les expulsions ne ternissent pas l'image accueillante et respectueuse des droits des étrangers de l'Espagne : «estas repatriaciones, que se hacen sin ningún tipo de complejos, son no obstante perfectamente compatibles con un sistema de acogida que no existe en ningún otro país de la

Unión Europea»⁴ (Publico, 2007b). Le discours gouvernemental tente de construire une perception où l'Espagne élabore une politique responsable à l'égard des migrations irrégulières subsahariennes en concordance avec ses principes de respect des droits humains et d'accueil des étrangers dans le but d'être perçue comme un partenaire des pays subsahariens poursuivant des objectifs communs. Toutefois, comme nous l'avons mentionné dans la section précédente sur la sécurité humaine, le passage de la sécurité nationale à la sécurité humaine des migrants dans les discours des officiels espagnols constitue tout autant une forme de sécurisation de la migration qui légitime des pratiques de contrôle.

La typologie des actes de langage et règles qui leur sont associées permettent de voir comment le discours des autorités espagnoles et sénégalaises engendre des pratiques spécifiques. Dans un premier temps, la répétition des *assertive speech acts* produit une règle déclaratoire qui informe sur un état de fait. Par exemple, les autorités espagnoles ont incessamment soutenu que l'immigration irrégulière s'expliquait par le sous-développement et le manque de capacités des pays d'origine comme l'illustrent les propos du délégué du gouvernement espagnol aux Canaries José Segura : «No falla el Gobierno de España. Falla el gobierno de unos países que, en efecto, están demostrando una notable incapacidad para dar posibilidades de desarrollo a los jóvenes en su tierra»⁵ (Junquera, 2006). De la même manière, elles ont lié les perspectives de résolution de la «crise des pirogues» à la coopération des pays d'origine : «todo el esfuerzo de cooperación sobre este tema impulsado desde la Unión Europea corre el riesgo de naufragar si la crisis actual no se ataja urgentemente, y en concreto con la repatriación de los inmigrantes *sin papeles*»⁶ (Egurbide, 2006b). Les propos tenus par des acteurs institutionnels de haut niveau visaient à ce que le processus

⁴ Ces rapatriements, qui se font sans aucun complexe, sont cependant parfaitement compatibles avec un système d'accueil qui n'existe pas dans aucun autre pays de l'Union européenne.

⁵ Ce n'est pas le gouvernement d'Espagne qui échoue. Ce sont les gouvernements de ces pays qui échouent, qui en fait, sont en train de démontrer une incapacité notable de donner des possibilités de développement aux jeunes de leur terre.

⁶ Tout l'effort de coopération sur ce thème impulsé par l'UE court le risque de faire naufrage si la crise actuelle ne se maîtrise pas rapidement, et concrètement avec le rapatriement des immigrants sans-papiers.

d'externalisation des contrôles et la gestion migratoire concertée soient plus facilement acceptables par les pays d'origine si étaient reconnus leur faible niveau de développement et leur incapacité de contrôler les flux migratoires, justifiant alors le nécessaire appui du gouvernement espagnol. Les règles directives, quant à elles, suggèrent un comportement à adopter. Elles ont un caractère impératif. C'est dans cette perspective que le ministre des Affaires étrangères Moratinos remettait une lettre au président du Sénégal Abdoulaye Wade demandant de «crear un marco bilateral del problema migratorio en el que se contemplan todas las medidas oportunas, incluido el reforzamiento de los mecanismos de control en origen de los flujos»⁷ (Egurbide, 2006b). Les règles engageantes visent à promettre quelque chose en échange de l'adoption du comportement souhaité. L'engagement du gouvernement de Zapatero à fournir une aide au Sénégal est probablement l'élément de négociation qui lui aura permis d'accepter de rapatrier ses ressortissants. Ainsi, selon *El Pais*, après une interruption, les rapatriements ont recommencé dès que le Conseil des ministres espagnol a approuvé l'octroi d'un crédit de 20 millions d'euros au Sénégal (Bárbulo, 2006a). De même, quelques mois plus tard, la coopération du Sénégal en matière de réadmission de ses ressortissants et des contrôles dans les eaux sénégalaises lui a valu les félicitations du chef du gouvernement espagnol Zapatero ainsi qu'une augmentation de l'aide au développement de 5 à 35 millions d'euros lors de sa visite à Dakar en décembre 2006 (Egurbide, 2006a). La rhétorique par les actes de langage engageants est aussi utilisée par le Sénégal qui n'hésite pas à conditionner l'acceptation de ses ressortissants, non seulement à l'aide financière espagnole, mais aussi à l'établissement de quotas d'immigration légale. Cela fut d'ailleurs entériné par la signature d'une déclaration conjointe le 5 décembre 2006 sur la gestion des flux migratoires légaux (Sénégal, 2006b). Toutefois, l'application de cette entente a continué à faire l'objet de négociations puisque l'Espagne a persisté à la conditionner à l'offre d'emploi disponible (El Pais, 2006d).

Enfin, par le procédé des règles d'Onuf, nous constatons que les actes de langage répétés favorisent l'émergence de règles déclaratoires, directives et engageantes qui sont étroitement liées aux pratiques que les agents entreprendront et considéreront légitimes. Par conséquent,

⁷ Créer un cadre bilatéral du problème migratoire au sein duquel s'envisagent tous les moyens opportuns, incluant le renforcement des mécanismes de contrôle à l'origine des flux.

l'évolution de la rhétorique du gouvernement espagnol passant d'énoncés déclaratoires à engageants à l'encontre du Sénégal fait en sorte que la gestion concertée des flux migratoires irréguliers vers les îles Canaries se justifie comme le comportement à adopter et en conformité avec les identités et intérêts de chacun. Aussi, les articulations répétées liant migration clandestine avec délinquance et réseaux criminels, ou avec sous-développement et désespoir ont produit des représentations de la réalité migratoire qui ont orienté les développements politiques et juridiques qui ont suivi. La section suivante fera ressortir par quelles pratiques non-discursives le processus de sécurisation de la question migratoire s'est opéré entre l'Espagne et le Sénégal.

3.3 L'externalisation des contrôles

Le déplacement du phénomène des pirogues dans le répertoire de sécurité nécessite une réorientation des réponses à cet enjeu. Comme il a été mentionné dans le chapitre I, la politique espagnole à l'égard du Sénégal est en concordance avec une tendance à la sécurisation de la migration prenant ses racines dans la communautarisation de la question migratoire au sein de l'UE et la mise en place d'une coopération migratoire entre l'Espagne et le Maroc. Selon Gabrielli, ce sont d'abord les exigences de la sécurité communautaire qui poussent l'Espagne à renforcer le contrôle des frontières, mais à partir des années 2000, avec l'arrivée au pouvoir du PP en Espagne et à la présidence de l'UE en 2002, ainsi que la mise en place du SIVE dans la zone du détroit de Gibraltar, l'Espagne tend à s'approprier ce processus de sécurisation qui fait émerger l'immigration comme un enjeu sur la scène nationale (Gabrielli, 2011:193). La sécurisation de la question migratoire s'inscrit dans un phénomène d'«internationalisation des enjeux» où d'une part, la question migratoire est transférée au palier communautaire au sein de l'UE, et d'autre part, est déplacée dans les relations avec les pays tiers (Gabrielli, 2011:216). Il s'agit de démontrer que l'enjeu de sécurité fait l'objet d'une réponse aux niveaux intérieur et extérieur. En fait, comme l'explique Gabrielli, en mettant l'accent sur l'extériorité du phénomène migratoire, s'amorce une dilution de la ligne séparant la sécurité intérieure et extérieure (Gabrielli, 2011:222). Ceci justifie alors un réajustement des pratiques de contrôle qui prennent alors la

forme d'une externalisation des frontières. Ce processus se caractérise par deux volets : la délocalisation des contrôles et le transfert des responsabilités (Audebert et Robin, 2009).

Tout d'abord, une analyse constructiviste critique rejette la démarcation entre la sécurité intérieure et la sécurité extérieure. Selon Bigo, de telles approches

«break down the dichotomy between knowledge of the inside and the outside, the border between the police world and the military world appears to be more permeable. We can thus take account of all the intermediary agencies such as polices with military status, border guards, customs agents, or immigration agents, to better understand the links these agents establish among themselves and how the effects of their positions have implications on their respective narratives» (Bigo, 2006:15).

C'est en refusant toute distinction entre intérieur et extérieur que nous pouvons analyser le processus d'externalisation des frontières. En effet, la délocalisation des contrôles vise à reproduire la même logistique de sécurité intérieure mais au-delà de son territoire. L'objectif réside dans l'éloignement, le contrôle et l'interception des groupes non-désirés avant leur arrivée aux frontières. L'instauration du visa de transit aéroportuaire (VTA) au sein de l'UE et du concept de pays d'origine sûrs (POS) dans certains pays européens répond à cette logique. Adopté par le Conseil de l'UE en 1996, le régime de VTA vise explicitement à endiguer l'immigration clandestine par voie aérienne en obligeant des ressortissants de certains pays tiers à se procurer des visas pour transiter dans certains aéroports. Or, cette disposition déroge au principe de libre passage de transit dans les zones aéroportuaires de la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale (Robin, 2009:152). Visant une dizaine de pays en 1996, leur nombre se voit considérablement augmenté entre 2002 et 2008 et inclut, en France, plusieurs pays subsahariens dont le Sénégal à partir de 2004. L'Espagne, pour sa part, applique la liste commune établie par l'UE qui, jusqu'à ce jour, n'inclut pas le Sénégal (Espagne, 2010c ; Parlement européen et Conseil de l'UE, 2009). Par ailleurs, le droit d'asile est restreint par l'adoption d'une liste de pays considérés comme sûrs (POS) et ne devant pas générer de réfugiés. Le Sénégal a été désigné ainsi par la France et l'Allemagne mais l'Espagne n'applique pas ce concept jusqu'à présent (Robin, 2009:154-155).

La délocalisation des contrôles espagnols sur les côtes sénégalaises est entamée au courant de l'été 2006. Les appels répétés du gouvernement espagnol pour être appuyé par

l'UE ont eu les résultats escomptés puisque le Conseil européen prévoit, dans les conclusions de la présidence du 14-15 décembre 2006, la mise en place des ressources humaines et financières nécessaires au déploiement du dispositif de contrôle de FRONTEX (Conseil européen, 2007). FRONTEX possède l'appui légal de patrouiller dans les eaux internationales et espagnoles, ainsi que sénégalaises après l'approbation du ministre de l'Intérieur du Sénégal Ousmane Ngom au mois de juin 2006. Déjà, quatre bateaux, un avion et un hélicoptère, fournis par l'UE mais coordonnés par la Guardia Civil espagnole, sont déployés pour la surveillance et la patrouille le long des côtes du Sénégal (Bárbulo, 2006a). FRONTEX met en place l'opération HERA pour les îles Canaries, opération la plus longue qu'elle ait coordonnée jusqu'à ce jour totalisant un montant de plus de €22 millions (FRONTEX, 2012b). Le module HERA I est lancé le 17 juillet 2006 et permet le déploiement d'experts pour l'identification du nom et du lieu d'origine des migrants clandestins aux îles Canaries. HERA II prend la relève au mois d'août où deux avions et deux navires fournis par l'Italie, le Portugal et la Finlande permettent le lancement de l'opération en mer et la patrouille dans la zone regroupant les îles Canaries, la Mauritanie, le Cap-Vert et le Sénégal. Un total de 3500 migrants auraient été interceptés dans le cadre de cette première opération de juillet à décembre 2006 (FRONTEX, 2012c). Son mandat de contrôle dans les eaux sénégalaises a fait l'objet d'une prolongation par la déclaration conjointe sur le rôle de l'agence FRONTEX signée par l'Espagne et le Sénégal le 5 décembre 2006 et l'autorisation a été renouvelée à maintes reprises jusqu'en décembre 2011 (FRONTEX, 2012b).

Le transfert de responsabilités suppose une exportation des méthodes européennes de contrôle, gestion et régulation des flux migratoires irréguliers aux autorités du Sénégal et sous-tend une obligation de résultat pour ces dernières. Le mémorandum d'entente signé par les deux parties le 5 décembre 2006 sert de cadre à l'établissement des moyens d'opérationnalisation de gestion migratoire et de renforcement des capacités des autorités nationales sénégalaises en matière de contrôle migratoire (El Pais, 2006d ; Sénégal, 2006d)⁸. Une première étape vise la formation et le soutien technique aux autorités sénégalaises ainsi

⁸ Le texte du mémorandum est inaccessible. Toutefois, celui-ci figure dans la liste des accords bilatéraux du Ministère des Affaires étrangères du Sénégal signés avec l'Espagne. Son contenu est relaté dans la presse espagnole.

que l'approvisionnement en équipement (Espagne, 2009 ; Gonzalez, 2007). Ceci vise à renforcer les capacités technologiques, institutionnelles et de savoir-faire pour améliorer les contrôles et l'identification des candidats à l'émigration. À titre d'exemple, le ministère de l'Intérieur du Sénégal a demandé au Commissariat de police de Saint-Louis (point important de départ des pirogues) de mettre en place un dispositif de surveillance en tout temps. Une dizaine de policiers patrouillaient en uniforme tandis qu'une dizaine d'autres en civil tentaient de démasquer les organisateurs des voyages en jouant le rôle du candidat à l'émigration (Altozano, 2006). La stratégie espagnole s'insère plus globalement dans le projet SEAHORSE supporté par le ministère de l'Intérieur espagnol et la Guardia Civil et a comme objectif le renforcement des capacités et de la coopération des pays africains dans la lutte contre l'immigration clandestine. Plus précisément, il vise à établir le dialogue entre les organisations impliquées dans les pays d'origine et en Espagne, à mettre sur pied des formations, faciliter l'échange d'information par le biais d'officiers de liaison et via le SEAHORSE Network (Major Serrano, 2010). Un centre de coopération est d'ailleurs en place à Dakar. Ce contrôle, mené par des patrouilles mixtes, sénégalaises, espagnoles et européennes (FRONTEX), entraîne un climat de suspicion et surtout de présomption d'émigration qui pose problème lorsqu'il s'agit de son application légale.

Le transfert des responsabilités suppose aussi l'adoption d'un cadre juridique conforme aux objectifs de réduction de la migration irrégulière. En 2005, le Sénégal adopte la loi n° 2005-06 du 10 mai 2005 relatif à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes, suite à sa ratification deux ans plus tôt de la Convention des Nations Unies sur la criminalité transnationale. Or, cette loi est caractérisée par un flou juridique important quant à la migration clandestine. Sous le label «trafic des migrants», il est prévu cinq à dix ans d'emprisonnement ainsi qu'une amende pour la migration clandestine organisée, que ce soit à partir ou à destination du Sénégal. Dans un contexte de haute politisation et de pressions des autorités européennes qui caractérise l'année 2006, un nombre important de poursuites et condamnations ont été arrêtées en vertu de cette loi⁹. Or, Robin et

⁹ 97% des personnes mises en cause sont poursuivies en 2006 selon les recherches de Ndiaye et Robin. Voir Ndiaye, Mandiougou, et Nelly Robin. «Le migrant criminalisé, le temps d'une traversée: L'externalisation des frontières européennes à l'aune du droit». In *Enjeux régionaux des migrations ouest-africaines*, M.Tremolières (dir), CSAO-OCDE, Paris, 2009, p.187

Ndiaye y soulèvent différents libellés d'incrimination pour le même fait, variant de «migration clandestine», «émigration clandestine», «immigration clandestine» à «embarquement clandestin» (Ndiaye et Robin, 2009). Cela fait ressortir la confusion sémantique et juridique qui prévaut. Comme ils le démontrent, l'inculpation pour immigration clandestine ne peut être applicable à un citoyen sénégalais puisqu'il ne peut être clandestin dans son propre pays, et surtout que le fait visé consistait à sortir du territoire sénégalais. Donc, il ne peut être jugé qu'à son arrivée dans le pays de destination. L'émigration clandestine, quant à elle, ne peut être constatée que lorsque sortie illégale il y a, ce qui ne s'applique pas non plus aux candidats interceptés en territoire sénégalais et remet aussi en question leur droit à la présomption de l'innocence et le droit de tout individu à quitter un pays (Ndiaye et Robin, 2009:194-195). Cette situation démontre le paradoxe que crée le transfert des responsabilités lorsqu'il est question de légiférer sur un enjeu externalisé. En raison de l'incompatibilité du droit national, on applique un droit subjectif permettant d'appuyer la lutte contre la migration clandestine par des résultats concrets mais dont l'effet collatéral majeur est la criminalisation du migrant dans son pays d'origine. Toutefois, Robin et Ndiaye concluent que :

« un an après les premiers grands départs en pirogue, l'application stricte des textes nationaux en terme d'immigration ou de séjour irréguliers a permis à la pratique judiciaire de se libérer de la pression politique des pays du Nord et de revenir à un droit objectif, respectueux du droit des migrants et des personnes» (Ndiaye et Robin, 2009:203).

La réadmission des Sénégalais est au cœur des négociations entre les deux parties pour le partage des responsabilités. Comme nous l'avons vu, dès les premières arrivées des pirogues, le gouvernement de Zapatero déclare que le Sénégal doit réadmettre ses ressortissants en raison de l'ampleur du phénomène. Au début de juin 2006, le Sénégal envoie une délégation aux Canaries permettant l'identification de ses ressortissants dans les centres d'internement pour étrangers (CIE) et accepte le rapatriement de 623 Sénégalais. Au même moment, le ministre espagnol des Affaires étrangères déclarait à Dakar être parvenu à une entente avec le président Wade pour la réadmission de ses ressortissants sans qu'un accord de réadmission soit nécessaire (Ortega Dolz, 2006). Cassarino soulève que les accords informels de réadmission se caractérisent par une plus grande flexibilité, par une faible visibilité qui

minimise leur impopularité auprès de la population du pays d'origine, par des coûts de défection moindres et par une plus grande souplesse aux préoccupations sécuritaires (Cassarino, 2009:64-65). Ceci s'avère particulièrement vrai dans le cas hispano-sénégalais où, dès l'accord informel des réadmissions, celles-ci sont suspendues en raison du non-respect des autorités espagnoles des droits des rapatriés selon le gouvernement du Sénégal. Elles reprennent finalement trois jours plus tard alors que l'octroi de 20 millions d'euros est approuvé par le Conseil des ministres en Espagne (Bárbulo, 2006a). La conclusion d'un accord informel de réadmission est très éloquent de la capacité à faire accepter une politique peu populaire pour les pays africains en échange d'un montant substantiel destiné à l'aide au développement. Par sa flexibilité et souplesse, un accord informel s'insère dans un enjeu stratégique plus global de lutte contre l'immigration clandestine et peut s'adapter à l'évolution des tendances migratoires en s'élargissant, par exemple, à la réadmission des ressortissants des pays tiers comme ce fut le cas au Maroc. Un accord de coopération formel est également signé le 5 décembre 2006 pour la prévention de l'émigration des mineurs sénégalais, non accompagnés, leur protection et leur rapatriement (Sénégal, 2006a). Toutefois, un rapport de Human Rights Watch met en garde contre les risques que les procédures de rapatriement ne soient pas dans l'intérêt supérieur de l'enfant surtout lorsque les délais courts¹⁰ ne permettent pas d'offrir une garantie d'un rapatriement et de réinsertion sans risque (Human Rights Watch, 2008).

Enfin, l'externalisation des frontières, que ce soit par la délocalisation des contrôles ou par le transfert des responsabilités dans la lutte contre la migration clandestine, démontre la mise en place d'un processus de sécurisation de la question migratoire allant au-delà du discours. Nous constatons, tout d'abord, une transnationalisation des pratiques de sécurité, le processus par lequel «(in)security professionals have the strategy to overstep national boundaries and form corporatists professional alliances to reinforce the credibility of their assertions and to win the internal struggles in their respective national fields» (Bigo, 2006:8).

¹⁰ Les autorités sénégalaises disposent de 20 jours pour retrouver la famille et confirmer l'identité du mineur non-accompagné faisant l'objet d'une décision de rapatriement. Human Rights Watch, *Retours à tout prix: L'Espagne pousse au rapatriement de mineurs non accompagnés en l'absence de garanties*, New York, 2008, p.6

Huysmans affirme que des liens transnationaux se tissent entre des agents bureaucratiques et contribuent à mobiliser la sécurité (Huysmans, 1998:11). C'est dans ce cadre, par exemple, que le système d'échanges d'information SEAHORSE Network via satellite a été mis en place. De la même façon, la mise en place du Système d'Information Avancée des Passagers aux Canaries, à partir de 2007, participe à l'inclusion des compagnies de transport dans les opérations de contrôle des migrants. Selon ce système, les transporteurs ont l'obligation de fournir toutes les informations des passagers provenant de l'extérieur de l'espace Schengen au ministère de l'Intérieur (Público, 2007a). Guiraudon (2001) mentionne que les transporteurs agissent alors comme «auxiliaire de police» ce qui favorise l'adoption du discours sécuritaire dans la sphère commerciale et privée. Cette coopération entre les différents agents de la sécurité au Sénégal et en Espagne démontre que la «gouvernementalité par l'inquiétude» de Bigo «se transnationalise dans un au-delà des frontières et structure des réseaux de relations entre les administrations, entre les " Exécutifs " de chaque État» (Bigo, 1998:11). Deuxièmement, ce processus d'externalisation des frontières révèle l'occupation de positions dominantes par des agents particuliers tels que les ministères de Défense et de l'Intérieur, la Gendarmerie sénégalaise, la Guardia Civil, FRONTEX, etc. Comme l'indique Huysmans, la transposition de la question migratoire comme objet de sécurité nécessite la participation d'institutions spécifiques car «une société moderne organise les menaces en fournissant un environnement institutionnel qui joue un rôle central dans la production et la régulation des menaces particulières» (Huysmans, 1998:9). Considérant les missions et rôles que chacune des institutions susmentionnées jouent dans l'appareil d'État ou au sein de l'UE, il devient évident que les objectifs visent le contrôle de la mobilité plutôt que sa régulation. Par exemple, la prédominance des ministères de l'Intérieur contraste avec l'absence des ministères de l'Immigration dans l'établissement des relations bilatérales entre l'Espagne et le Sénégal et contribue à conférer une perception beaucoup plus sécuritaire au phénomène. Ces institutions «occupent des positions situées dans des secteurs particuliers de la bureaucratie qui possèdent la capacité spécifique de sécurisation des problèmes parce qu'ils sont producteurs d'un savoir professionnel de sécurité» (Huysmans, 1998:11). En effet, la prédominance des agents des sphères de la sécurité de l'État dans le processus d'externalisation des frontières favorise l'émergence d'un savoir sécuritaire renforcé par le déploiement de procédés technologiques. La mise à disposition de technologies avancées

telles que le SEAHORSE Network, l'identification biométrique des personnes à l'aéroport international de Dakar, ainsi que le renforcement des capacités des autorités nationales sénégalaises en matière de patrouille, d'identification et contrôle des frontières constituent des pratiques productrices d'un savoir-faire spécifique contribuant à sécuriser les migrations clandestines à destination de l'Europe. Par la mise à disposition de ressources matérielles, il est possible de valider le discours politique de la sécurisation.

Somme toute, une analyse constructiviste critique de la relation entre migration et sécurité dans les relations hispano-sénégalaises démontre comment les autorités espagnoles parviennent à donner un sens menaçant aux migrations irrégulières vers les Canaries. Que ce soit par le discours ou les pratiques non-discursives constituant le processus d'externalisation des frontières, ils ont comme résultat commun de créer un climat d'insécurité convergeant vers des politiques d'exception où la coopération par l'établissement de liens transnationaux de surveillance et la production d'un savoir-faire sécuritaire axé sur les technologies avancées renforcent le pouvoir institutionnel de ces agents et rend encore plus légitime leur discours de sécurisation de la migration.

CHAPITRE IV

L'ENJEU MIGRATOIRE AU SÉNÉGAL ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ESPAGNE

En 2006, l'Espagne lance le *Plan África*, véritable stratégie de coopération internationale destinée au continent africain. La coopération migratoire se retrouve parmi les six objectifs principaux du Plan. L'organisation de la migration légale, la lutte contre l'immigration illégale ainsi que la migration et le développement s'affichent comme les principales lignes d'action du gouvernement espagnol. Ce chapitre a pour objectif de questionner la relation qui s'est établie entre l'aide au développement de l'Espagne et la gestion conjointe des flux migratoires avec le Sénégal. Dans un premier temps, il s'agira de survoler brièvement les différents enjeux que soulève le couple Migration-Développement. Nous verrons ensuite comment celui-ci s'opérationnalise dans les relations du Sénégal avec l'Espagne depuis 2006 ainsi qu'avec l'Union Européenne. Enfin, nous nous interrogerons sur les conséquences que ces nouvelles stratégies de coopération au développement impliquent pour le Sénégal.

4.1 Migration et Développement

Les liens entre la migration et le développement découlent essentiellement du constat de l'échec des politiques sécuritaires aux vues à court terme pour réduire les flux d'immigration (Castles, 2004 ; De Haas, 2006). La persistance et l'adaptation de ces flux migratoires malgré le renforcement des mécanismes de contrôle aux frontières européennes ont remis en question leur effectivité et ont soulevé la nécessité d'une approche globale et d'une perspective de long terme. La corrélation entre la migration et le développement part du postulat que ce sont les écarts entre le développement économique des pays de départ et d'accueil qui motivent les migrations internationales. Puisque le sous-développement est vu comme la principale cause d'émigration, sa réduction permettrait à terme de diminuer la pression migratoire sur les pays développés (Guengant, 1996:115). La logique ici est d'agir sur les causes profondes de la migration (roots causes approach of migration). L'aide au

développement et la dynamisation des relations commerciales deviennent alors des instruments privilégiés pour la gestion des flux migratoires (De Haas, 2006:4). Toutefois, agir sur les causes profondes de la migration suggère une aide au développement qui, comme le soulève pertinemment Guengant, s'inscrit dans une relation problématique de pouvoir inégale entre pays donateurs et pays assistés (Guengant, 1996:117). Selon Pérouse de Montclos, malgré le fait que l'Afrique subsaharienne soit la région du monde la plus assistée, elle a vu exploser le nombre de personnes en situation de pauvreté entre 1981 et 2001, passant de 164 millions à 316 millions (Pérouse de Montclos, 2008:45).

La littérature sur la migration et le développement a également mis l'accent sur la contribution des émigrés au développement de leur pays d'origine. Il s'agit surtout de maximiser les effets positifs des migrations internationales et minimiser ses conséquences négatives (Guengant, 1996). De cette tendance a émergé un engouement pour le codéveloppement. Essentiellement popularisé par la politique étrangère française, il consiste à «valoriser les capacités financières et intellectuelles des migrants au service de leur pays d'origine»¹. L'intérêt des transferts de fonds des diasporas ou des retours volontaires productifs comme facteurs de développement pour les pays d'origine s'inscrit dans cette tendance. En 2010, les transferts de fonds s'élevaient à 1 164 millions \$US au Sénégal, le plaçant parmi les trente pays du monde ayant les pourcentages les plus élevés du PIB assurés par ces revenus (Banque Mondiale, 2011). Pérouse de Montclos soulève quatre problèmes majeurs liés à l'envoi d'argent de la diaspora : criminalisation des transferts (ex : utilisation dans le commerce illicite), utilisation pour des dépenses ostentatoires encourageant davantage les jeunes vers l'exil (ex : voiture, télévision, nouvelle maison), maintien d'une relation de dépendance ne stimulant pas la mise en place d'activités productives, et la fongibilité des transferts. En effet, ceux-ci ont un impact important sur l'augmentation des revenus des ménages, mais ils sont principalement destinés pour la consommation et les dépenses courantes (Pérouse de Montclos, 2008:48-50). Les transferts de fonds peuvent aussi avoir des retombées économiques positives. Plusieurs associations d'émigrés se forment à l'étranger et parviennent à mettre sur pied des projets d'investissements pour la construction

¹ Définition de Jean-Pierre Chevènement, ministre français de l'Intérieur, 1998, tirée de l'article de Jérôme Audran, «Gestion des flux migratoires : réflexions sur la politique française de codéveloppement» dans *Annuaire suisse de politique de développement*, vol.27, n°2, 2008

d'infrastructures, l'électrification, etc. dans leur localité d'origine². Néanmoins, la promotion des transferts de fonds comme moteur de développement est paradoxalement accompagnée de politiques d'immigration plus restrictives au sein de l'Union européenne. Or, la facilitation de l'immigration légale est une condition fondamentale à l'augmentation de ces transferts monétaires.

Toujours dans une perspective de maximiser les gains tirés de l'émigration ou minimiser ses effets négatifs, il a aussi été mis de l'avant le rôle que les migrants de retour pouvaient exercer pour le développement local dans leur pays d'origine, notamment en mettant à contribution leurs compétences et ressources matérielles et financières acquises à l'étranger. Il s'agit dans ce cas de minimiser la fuite des cerveaux (*brain drain*) occasionnée par l'émigration des travailleurs qualifiés et de maximiser le *brain gain* qu'un émigrant de retour dans son pays peut représenter (Wets, 2003:15). Dans le même ordre d'idées, ces dernières années, nous avons vu la résurgence de programmes de migrations temporaires, surtout destinés aux travailleurs peu qualifiés (De Haas, 2006:19). Toutefois, pour que les retours volontaires ou les migrations temporaires soient générateurs de développement, cela implique que les immigrés aient accès à une éducation ou des emplois formateurs lors de leur séjour dans un pays d'accueil, que ces compétences s'avèrent compatibles avec les besoins de l'économie nationale du pays d'origine et que soient mis en place des mécanismes de réintégration des migrants.

L'association entre développement et migration soulève deux principaux problèmes. Le premier est, qu'en mettant de l'avant les objectifs de réduction de migration, celle-ci se présente comme une problématique à résoudre, un phénomène non désirable. Le second renvoie à la certitude que le développement peut réduire la migration (De Haas, 2006:5). En effet, la causalité entre développement et migration n'est probablement pas aussi certaine et linéaire. Un meilleur niveau de développement peut signifier à court terme l'augmentation des capacités matérielles et des opportunités d'immigration pour les migrants potentiels. Comme il a été démontré dans le chapitre 2, l'association entre pauvreté et émigration est

² Voir le documentaire de Dhoun et Wisniewski, *Passeurs d'entre deux rives*, portant sur les projets de codéveloppement d'associations de Marocains émigrés en France pour leurs villages d'origine au Maroc.

quelque peu réductrice. D'abord, d'autres facteurs que la condition économique agissent dans la décision de migrer tels que l'âge, le sexe, le capital social, l'existence de réseaux migratoires, et sont tout aussi déterminants (Pérouse de Montclos, 2008:44). De plus, cette association fait fi des mécanismes à plus large échelle qui structurent les migrations tels que le maintien d'un système migratoire, la dépendance structurelle entre pays d'émigration du Sud et pays d'immigration du Nord ainsi que la globalisation des forces transnationales (Castles, 2004:223).

Bien que les corrélations entre les migrations internationales et le développement ne fassent pas consensus, il n'en demeure pas moins que le couple migration-développement s'est vu érigé en paradigme au fil des années. En effet, l'UE et ses membres le placent au centre de leurs agendas en matière d'immigration et de coopération internationale. Or, le discours entourant ce champ est essentiellement destiné aux pays en voie de développement et révèle le paradoxe suivant : d'une part, une meilleure gestion de l'émigration permettrait à terme de jouir de ses effets positifs, et d'autre part, un développement plus dynamique permettrait de réduire le taux d'émigration et les problématiques qui l'accompagnent. Pour reprendre les mots de De Haas, : «migration paradoxically becomes a medicine against migration» (De Haas, 2006:1). Par ailleurs, peu est dit quant au potentiel de développement et les bénéfices que représentent l'immigration pour les pays avancés. Il est rare que la question entre migration et développement souligne la problématique des populations vieillissantes en Europe et du nécessaire apport d'une main d'œuvre étrangère pour absorber les effets qu'elle aura sur le marché de l'emploi. En 2004, l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait d'ailleurs lancé un appel à cet égard à l'Union européenne en mentionnant que «la solution passait nécessairement par l'immigration» (Centre d'actualités de l'ONU, 2004). Sur la scène euro-africaine, l'accord de Cotonou, l'Approche globale sur les questions des migrations du Conseil européen ainsi que les conférences ministérielles sur Migration et Développement de Rabat et Tripoli de 2006 ont fourni un cadre d'action multilatéral pour promouvoir des politiques liant développement et migration entre l'Afrique et l'Europe. Trois principes majeurs y figurent: «Les migrations internationales ont des effets positifs sur les pays d'accueil, de transit et d'origine lorsque les flux sont bien gérés ; la gestion des flux migratoires ne peut se réduire aux simples mesures de contrôle ; elle doit

s'inscrire dans un partenariat de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement durable et du codéveloppement» (Gnisci, 2008:77). La déclaration de Rabat (2006a) marque l'engagement des pays africains et européens à établir un partenariat en matière de gestion des flux migratoires. Plus spécifiquement, il est souligné l'importance d'une bonne gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles pour le développement, la responsabilité partagée des flux migratoires, le potentiel de la migration légale, et la lutte conjointe contre l'immigration illégale et le trafic des migrants. Comme il sera démontré dans la section suivante, les relations diplomatiques entre l'Europe et l'Afrique en matière de migration et développement ont prioritairement mis l'accent sur la responsabilité incombant aux États africains en matière d'immigration illégale, et sur le développement des zones d'origine comme moyen de réduire les flux migratoires subsahariens à destination de l'Europe. Les initiatives quant à la promotion de l'immigration légale sont minoritaires et se basent surtout sur des programmes de migrations temporaires destinés essentiellement aux travailleurs les plus qualifiés ou saisonniers (Kabbanji, 2011a:92-94).

4.2 Les migrations comme priorité d'intervention de la politique de développement espagnole au Sénégal

Les liens entre la migration et le développement ont une incidence particulière dans les relations hispano-sénégalaises et euro-sénégalaises. Comment le couple migration et développement s'insère-t-il dans la coopération bilatérale et multilatérale au Sénégal? Quels sont les objectifs et principales stratégies mis de l'avant depuis 2006 et en quoi cela reconfigure-t-il le domaine de l'aide au développement? Il s'agit ici de déterminer quelles sont les lignes prioritaires qui guident la politique de coopération internationale de l'Espagne et de l'Union européenne au Sénégal en matière migratoire et l'évolution qui s'est opérée depuis la «crise des pirogues» en 2006.

Un premier document stratégique de coopération au développement destiné au Sénégal a été mis en place par le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAEC) de l'Espagne pour la période 2005-2008. La migration ne se retrouve dans aucun

des sept objectifs stratégiques du document³. Toutefois, une partie est exclusivement consacrée au codéveloppement et relève du secteur de première priorité. Celle-ci met principalement de l'avant le rôle joué par les transferts de fonds des immigrants sénégalais en Espagne et de l'importance devant être accordée à cette coopération décentralisée dans laquelle les associations d'immigrants occupent une fonction majeure. Les priorités géographiques énoncées sont surtout Saint-Louis, Ziguinchor et Kolda et dans une moindre mesure, le Siné Saloum (Espagne, 2005a). La priorité accordée à la région de Kolda coïncide curieusement avec la présence majoritaire de Sénégalais provenant de cette région dans les événements de 2005 à Ceuta et Melilla (Commission européenne, 2008:47). En 2005, nous notons une augmentation considérable de l'aide au développement par rapport à 2004, alors chiffrée à environ €55 millions, mais dont l'essentiel (€50 millions) est destiné à l'allègement de la dette externe du Sénégal⁴ (Espagne, 2005b).

Les arrivées de pirogues en 2006 ne sont donc pas l'élément déclencheur de la politique d'aide au développement de l'Espagne au Sénégal, toutefois, elles sont probablement la principale cause de sa reconfiguration et de sa plus grande importance politique et financière. En effet, suite à cette immigration médiatisée, le MAEC lance le Plan África 2006-2008, dans lequel le Sénégal occupe une place relativement différente de celle définie en 2005. L'adoption de ce plan se justifie ouvertement par l'émergence d'une nouvelle réalité africaine impulsée entre autres par les nouveaux défis que représentent les nombreux flux migratoires illégaux. C'est d'ailleurs le domaine d'action qui permet de distinguer ce Plan avec celui de 2005-2008. Le Sénégal, ainsi que la Mauritanie et le Mali, font partie des onze pays d'intérêt prioritaire. Au niveau de la coopération bilatérale en matière migratoire, il est clairement énoncé que celle-ci vise à conclure des ententes de coopération migratoire et de réadmission des ressortissants irréguliers en Espagne. Il est soulevé l'importance de la coopération multilatérale entre les pays du Maghreb, de l'Afrique de l'Ouest et de l'UE notamment à

³ Les priorités sont la lutte contre la pauvreté et la marginalité, le développement durable, la promotion et défense des droits humains, paix et démocratie, égalité des genres et l'*empowerment* des femmes.

⁴ 97,3% de l'aide accordée est dédiée à la dette. Ceci explique alors la participation majoritaire du ministère de l'Administration Publique dans ce plan de coopération (90%). L'aide au développement prévue pour 2005 était de €55 millions mais elle fut réévaluée à €68 millions l'année suivante.

travers la conférence de Rabat prévue la même année. Pour la période 2006-2008, l'aide au développement augmente de plus de €27 millions⁵ (Espagne, 2010b). Selon les propos du Premier Secrétaire de l'ambassade espagnole à Dakar, les régions ciblées au Sénégal sont Saint-Louis, Dakar et la Casamance, soit les trois principaux points de départs des pirogues⁶. En réponse aux arrivées des immigrants aux Canaries, l'Espagne a financé le plan REVA de €10 millions, adopté par le gouvernement du Sénégal. Destiné principalement à offrir des opportunités aux émigrés sénégalais et aux jeunes dans le secteur agricole, ce plan a été vivement critiqué puisqu'une majorité de migrants partis en pirogues provenaient des zones urbaines ou semi-urbaines, le retour vers l'agriculture n'étant alors pas une solution appropriée à leurs besoins (Ba et Ndiaye, 2008). Un accord-cadre de coopération prévoyant l'octroi de visas de travail pour 4000 ressortissants sénégalais a également été conclu entre le ministère du Travail et le gouvernement Wade le 9 novembre 2007. Un nombre important de ces visas a été destiné à l'immigration saisonnière féminine pour la cueillette des fraises⁷. Selon les témoignages des concernées et du GERM, les conditions de travail étaient en deçà des normes internationales et nationales, en plus de créer des problématiques de réinsertion au Sénégal (Rewmi, 2008 ; Barbier, 2007). Les pêcheurs sont aussi majoritairement concernés par cette entente, 2000 visas auraient été accordés par les autorités espagnoles. Néanmoins, il est difficile d'estimer le nombre exact de personnes ayant pu profiter de ce programme (CIGEM, 2009). Cet accord a suscité plusieurs critiques quant au processus d'attribution des visas et son caractère temporaire et conditionnel à l'activité du marché du travail espagnol. Plusieurs soupçonnent des cas de corruption et de fraude dans ce dossier (Dabo, 2008 ; Kandji, 2008). De plus, ayant effectué une étude sur cet accord-cadre de coopération en matière d'immigration, Panizzon affirme qu'«il semble aussi clair que les travailleurs migrants temporaires moins qualifiés sont le groupe cible des retours volontaires,

⁵ En 2006, elle était évaluée à €14 millions, en 2007 €31 millions et en 2008, €41 millions. Voir le Plan Anual de Cooperación du MAEC de 2010 et la figure 4.1 de ce mémoire.

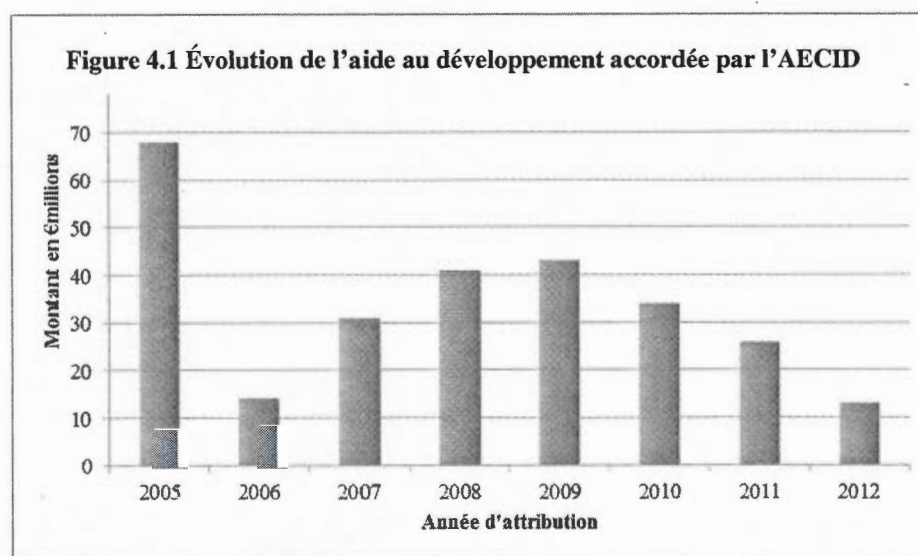
⁶ Entretien du 16 mars 2012, Antonio Pérez-Hernandez, Premier secrétaire de l'Ambassade d'Espagne au Sénégal, Dakar.

⁷ Environ 700 contrats de travail saisonniers auraient été attribués. Voir CIGEM, *Etude de synthèse des politiques migratoires et des cadres législatifs en matière de migration sur le continent africain: Fiche pays-Sénégal*, ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, Bamako, 2009, 13 p.

tandis que des visas à entrées multiples sont offerts aux travailleurs plus qualifiés» et que les programmes de retours volontaires sont explicitement destinés à écourter le séjour sur le territoire espagnol des migrants irréguliers (Panizzon, 2008:8). Comme le soulève De Haas, ces programmes de migrations temporaires sont privilégiés car il est beaucoup plus facile de procéder à sa suspension lorsque le besoin de main d'œuvre peu qualifiée s'amenuise que d'entamer des procédures d'expulsion de migrants (De Haas, 2006:20).

Le Plan África, renouvelé pour la période 2009-2012, continue sur la même lancée en insérant, parmi les six objectifs principaux, «la consolidation de l'association avec l'Afrique en matière migratoire». Cet objectif se décline en trois volets. Le premier vise à consolider les mécanismes d'embauche dans les pays subsahariens selon les besoins d'employabilité du marché espagnol et à soutenir l'amélioration des services d'emploi dans les pays d'origine. Le deuxième axe, abordé dans le chapitre précédent, vise le renforcement des capacités des institutions nationales des pays de départ de l'immigration irrégulière ainsi que le soutien financier aux divers instruments servant à la lutte contre celle-ci. Enfin, la troisième stratégie consiste à soutenir les pays dans l'élaboration de politiques nationales de migration et de développement ainsi que les projets visant à maximiser les gains et minimiser les désavantages de la migration (Espagne, 2009:58-60). À l'instar du plan 2006-2008, le Sénégal demeure un partenaire stratégique et fait partie des pays désignés comme prioritaires en Afrique pour l'Espagne. Plus spécifiquement, la coopération migratoire avec le Sénégal consiste à la lutte conjointe contre l'immigration illégale notamment par les patrouilles FRONTEX et le système d'échanges d'information SEAHORSE Network, la promotion de la migration légale par l'offre d'embauche et de formation professionnelle et le soutien aux initiatives en lien avec migration et développement. Ce dernier volet est surtout assuré par le Fonds Migration et Développement de la CEDEAO-Espagne créé en 2008 et totalisant €10 millions (Espagne, 2010a). Deux grandes priorités figurent dans l'appel à proposition pour les acteurs de la société civile : promotion de la libre-circulation au sein de la CEDEAO et promotion de la migration et développement. Sur les huit organisations bénéficiaires de subventions dans le cadre de ce fonds au Sénégal, seulement deux répondent à l'objectif de promotion des droits de libre-circulation, d'établissement et de résidence dans l'espace

CEDEAO⁸. Pour les initiatives prises par les gouvernements, les interventions prioritaires doivent aussi porter sur la sensibilisation à la migration irrégulière et le trafic humain (Dangou, 2011). C'est à partir de la période 2009-2012 que nous notons la première réduction de l'aide au développement, ce qui coïncide avec la diminution drastique des arrivées aux Canaries à partir de 2008⁹. Selon le plan annuel de coopération internationale de 2012, le montant de l'aide a diminué de €17 millions entre 2009 et 2011 (Espagne, 2011).



Source : Graphique constitué à partir des statistiques des Plans annuels de l'AECID (2006-2012)

*Le montant de l'année 2012 est basé sur une prévision budgétaire. Il pourrait être révisé à la hausse.

⁸ Document des organisations bénéficiaires obtenu par l'ONG Enda Diapol lors d'un stage effectué en son sein. Les deux organismes en question sont l'AFAO pour le projet «La dimension genre dans la libre circulation des personnes des biens et du droit d'établissement, Sénégal, Guinée, Gambie», et ALMD pour le projet «Renforcement de capacités des acteurs intra-régionaux en gestion de la libre circulation des personnes et des droits de résidence et d'établissement dans l'espace CEDEAO, Senegal». Les six autres organisations travaillaient sur des thèmes liés au développement et migration.

⁹ Il faut préciser que la diminution de l'aide au développement s'explique aussi par la détérioration de l'économie espagnole. Selon l'OCDE, l'Espagne aurait diminué son budget alloué à l'aide au développement de 33% entre 2010 et 2011. Voir le portrait statistique sur le site web de l'OCDE, En ligne. : <http://www.oecd.org/dac/stats/ESP.gif> (Page consultée le 11 avril 2013).

L'analyse de la coopération entre le Sénégal et l'Union européenne conclut aussi à une subite apparition de la thématique migratoire dans le domaine de l'aide au développement. Dans le 9^{ème} FED correspondant à la période 2002-2007, une enveloppe de €203 millions est octroyée pour les domaines reliés à la bonne gouvernance politique, économique et sociale, aux infrastructures d'intégration régionale: transports routiers, aux infrastructures d'assainissement, à l'appui macro-économique et autres programmes. Les migrations ne font l'objet d'aucune mention et financement particulier (Commission européenne, 2002). Dans le cadre du 10^{ème} FED 2008-2013, il est mentionné clairement le nouveau défi de l'«émigration clandestine» depuis 2006 et une section entière est consacrée au profil migratoire du pays. Un montant de 4M€ est accordé pour le domaine de gouvernance «Migrations». En plus d'un montant strictement alloué à la gestion de la migration, la thématique est traitée de manière transversale dans les autres domaines de concentration. Par exemple, dans la partie «appui à l'intégration commerciale et régionale», il est indiqué que «pour contribuer à une meilleure maîtrise du phénomène de l'émigration clandestine, une partie des fonds sera orientée de manière à stimuler la création d'emplois pour les groupes cibles particulièrement concernés» (Commission européenne, 2008:42). Pour le secteur «Migrations», la maîtrise des flux irréguliers vers l'Europe et autres destinations est désignée comme le principal défi auquel fait face le Sénégal. L'engagement général qu'attend l'UE de la part des autorités sénégalaises est la «définition d'une politique de migration pour mettre un terme à l'émigration clandestine et favoriser le retour au pays de certains Sénégalais de l'extérieur». Celui-ci peut être atteint par un dialogue régulier UE-Sénégal sur le respect de l'article 13 de l'accord de Cotonou (dont la clause de réadmission); la mise en place d'un dispositif de surveillance des côtes pour freiner l'émigration clandestine par voie maritime; le développement des projets créateurs d'emplois pour diminuer le départ massif de candidats à l'émigration, incluant les projets portés par les Sénégalais de l'extérieur (Commission européenne, 2008:88). Le 11^{ème} FED étant en cours d'élaboration, il sera intéressant de comparer le montant alloué aux migrations et surtout évaluer les axes d'intervention choisis en la matière.

Enfin, il est important de souligner les principales lignes d'action des acteurs de la société civile en matière de migration au Sénégal et dont les principaux bailleurs de fonds

sont l'Espagne et l'UE. Les quatre projets financés dans le cadre du 10^{ème} FED au Sénégal pour le volet «Migrations» ont tous comme objectif commun et explicite de lutter contre la migration clandestine, notamment par le biais de projets de développement local ou de réinsertion sociale¹⁰. Un projet de cartographie des acteurs de la migration à Dakar publié en 2010 par le CONGAD¹¹ nous permet d'avoir un portrait presque exhaustif des acteurs non-étatiques et associations locales basés dans la région de la capitale. Sur les onze acteurs non-étatiques recensés, sept ont orienté leurs actions vers les migrations des Sénégalais par la lutte contre la migration clandestine, le développement local, la réinsertion sociale, etc. Le constat est encore plus probant au niveau des associations locales qui sont, quant à elles, destinées exclusivement aux rapatriés d'Espagne et à la lutte contre la migration clandestine. Aux côtés de la sensibilisation aux risques de la migration illégale, ce sont surtout les migrations de retour et les initiatives de développement local qui ont la cote. À titre d'exemple, deux organismes côtoyés lors du séjour terrain, CEPAIM (organisme espagnol) et Enda DIAPOL (entité d'ENDA Tiers-Monde, organisation internationale) œuvrait conjointement à la mise en place de centres de ressources pour les migrants de retour (CARIMA). Ce projet, financé par le fonds «Migration-Développement» de l'Espagne et de la CEDEAO, vise à mettre sur place des centres dans les régions d'émigration de Louga, Dakar et Ziguinchor pour faciliter l'octroi de crédits à des émigrés sénégalais de retour ayant un projet générateur de revenus dans une perspective de développement local.

Force est de constater qu'il existe une prédominance des questions d'émigration par rapport à celles d'immigration au sein de la société civile sénégalaise qui s'explique en partie par les orientations des bailleurs de fonds. Il s'avère que la politique d'aide au développement

¹⁰ Document obtenu par Sandra Zech, responsable du volet «Migration» à la délégation de l'UE au Sénégal. Les projets respectifs étant : 1) Renforcement des dynamiques communautaires des associations et groupements féminins dans la lutte contre les phénomènes migratoires (Fédération des associations féminines du Sénégal), 2) Développement local et migration légale comme alternative à la migration clandestine (RADDHO), 3) Appui à la réinsertion des Émigrés Clandestins (Association DEMNGALAM), et 4) alternatives endogènes contre les migrations irrégulières (association pour le développement économique, social et culturel).

¹¹ Consortium des Organisations non-gouvernementales d'appui au développement. Groupe Migration et Développement.

de l'Espagne est plutôt un outil visant à reconfigurer la gestion des flux migratoires dans la perspective d'un meilleur contrôle de l'émigration. Le transfert des responsabilités à l'État sénégalais, propre au processus d'externalisation des contrôles, s'est donc opéré essentiellement par la dynamisation de l'aide au développement espagnole et européenne. La section suivante vise à approfondir les implications de première ligne que sous-tend une telle approche de la coopération internationale dans le domaine migratoire.

4.3 Entre conditionnalité migratoire et rente géographique

Ayant vu les principaux objectifs et stratégies régissant le domaine de l'aide au développement et l'enjeu migratoire au Sénégal, il s'agit maintenant de déterminer leurs impacts immédiats et les enjeux qu'ils soulèvent pour la coopération migratoire euro-africaine. Nous avons mentionné précédemment que la corrélation négative et linéaire entre le développement et la migration¹² comporte des énoncés pour le moins contradictoires et incertains. En effet, réduire l'émigration par l'intermédiaire de la diaspora relève du paradoxe tout comme le développement humain et économique ne garantit pas l'endiguement du potentiel migratoire au Sénégal, du moins à court et moyen terme. D'ailleurs, si nous nous basons sur la perspective des réseaux migratoires et du concept de *cumulative causation*, nous sommes plutôt enclins à affirmer que les transferts de fonds ou les investissements productifs des émigrés auraient l'effet inverse, c'est-à-dire qu'ils seraient la démonstration d'une immigration réussie, et par conséquent, stimuleraient le désir d'émigrer au sein de la communauté. Ceci nous amène alors à questionner ce discours qui n'est plus que l'apanage des praticiens du développement et devient de plus en plus politisé.

L'objectif de l'aide au développement au service des politiques migratoires soulève ouvertement le désir de ne pas gérer les flux migratoires uniquement par des mesures sécuritaires. Toutefois, nombre d'auteurs en sont venus à la conclusion que l'aide au développement devenait en fait un instrument au service des politiques sécuritaires (Audran, 2008 ; Gabrielli, 2011). Ceci est particulièrement vérifiable par la prédominance de la lutte

¹² C'est-à-dire que l'augmentation et la maximisation de l'aide au développement et des transferts de fonds des émigrés entraîne systématiquement une diminution de l'émigration.

contre l'immigration irrégulière au sein même des politiques de développement. Comme nous l'avons soulevé, bon nombre des organisations de la société civile continuent à présenter leurs approches du développement local comme un moyen d'endiguer la migration clandestine. Selon Audran, l'instrumentalisation de l'aide publique au développement risque à terme de l'éloigner de son objectif initial qui est de réduire la pauvreté. En effet, si nous portons attention aux zones géographiques prioritaires de l'AECID au Sénégal, nous constatons qu'ils sont surtout des foyers reconnus d'émigration (Saint-Louis, Dakar, Ziguinchor, Kolda) alors que les conditions de vie dans les zones rurales à l'intérieur du pays (Tambacounda, Kédougou, Kidira, etc.) et dans la zone sahélienne (Nord du Sénégal) sont tout aussi préoccupantes, notamment quant à l'accès aux infrastructures et services publics.

Le caractère monnayable de l'aide au développement en échange de la collaboration des pays d'origine dans le contrôle des flux migratoires irréguliers évoque également le caractère instrumental des politiques de coopération. Le Groupe d'Études Africaines (GEA) de l'Universidad Autónoma de Madrid démontre que les accords migratoires de nouvelle génération tel que celui conclu avec entre l'Espagne et le Sénégal diffèrent de ceux conclus auparavant (avec le Maroc par exemple). En leur donnant une approche plus globale, notamment en y intégrant le développement, ces accords se négocient mieux que ceux portant exclusivement sur la réadmission des ressortissants, toutefois, les objectifs restent passablement les mêmes (Serón *et al.*, 2011). En liant l'augmentation de l'aide au développement aux mesures de contrôle d'immigration irrégulière, il est créé une conditionnalité migratoire à laquelle doit se plier le Sénégal. Cette réalité est d'ailleurs accentuée par sa relative dépendance aux investissements directs étrangers et à l'aide internationale (Gabrielli, 2011:391-392). La conditionnalité de l'aide suppose la mise en œuvre de pratiques cohérentes avec les engagements pris ainsi que l'obtention de résultats tangibles en matière de contrôle migratoire. Ceci explique, par exemple, la proactivité du Sénégal en matière pénale : rappelons que 97% des personnes mises en cause pour l'émigration par voie maritime en 2006 ont été poursuivies (Ndiaye et Robin, 2009:187). Le risque d'une telle relation entre l'aide au développement et l'enjeu migratoire est de voir reléguer au second rang les principes de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits humains qui devraient guider la coopération (Gabrielli, 2011:393), un risque allant en

s'accroissant lorsque les contentieux au sujet des migrations sont majeurs. À titre d'exemple, l'existence de plusieurs accords informels entre l'Espagne et le Sénégal, dont les textes sont inaccessibles voire inexistant, ne vont pas dans le sens du renforcement institutionnel des pays en développement prévu par la coopération internationale espagnole (Serón *et al.*, 2011). En plus d'une prédominance de l'enjeu migratoire sur d'autres problématiques liées au développement, la politique étrangère espagnole vise surtout à ce que le Sénégal élabore des politiques en matière d'émigration plutôt que d'immigration, pouvant à terme apporter un déséquilibre dans la gestion migratoire du pays. Cette question sera d'ailleurs approfondie dans la partie II.

Malgré des négociations marquées par le déséquilibre Nord-Sud, le Sénégal n'est pas confiné dans une position de passivité. En effet, comme le font remarquer les auteurs du GEA, la conclusion d'accords avec le Sénégal fut plus difficile qu'avec le Mali et nécessita davantage de visites officielles des autorités espagnoles. Sa position diplomatique prépondérante en tant que pays ouest-africain dans les rencontres multilatérales a influencé le processus de négociation. Les autorités espagnoles ont dû concéder davantage pour que le Sénégal parvienne à accepter la réadmission de ses ressortissants, permettre à FRONTEX de naviguer dans ses eaux territoriales, etc. Ceci explique pourquoi les liens sont complexes et profonds entre la migration et le développement dans les relations hispano-sénégalaises (Serón *et al.*, 2011:40-42). Gabrielli explique également que les pays ouest-africains ont compris l'intérêt de jouer avec leur «rente géographique» pour l'obtention de l'aide au développement auprès des partenaires européens (Gabrielli, 2011:392). En usant de leurs positions géostratégiques dans les circuits migratoires subsahariens à destination de l'Europe, ils acquièrent un outil de négociation de taille. Le Sénégal, avec sa façade atlantique, se présente comme un pays à la fois de départ et de transit qui lui confère une importance additionnelle pour l'UE et une position de négociation plus favorable. Par exemple, la décision du gouvernement Wade d'interrompre les premiers rapatriements des Sénégalais sous prétexte qu'ils n'étaient pas conformes à ce qui était convenu entre les deux parties, et la conséquente approbation rapide d'un crédit de €20 millions par le Conseil des ministres de l'Espagne, témoignent de l'effectivité d'un tel instrument de marchandage. Néanmoins, sur le terrain de la négociation, il convient de constater que l'influence du Sénégal se situe

d'avantage au niveau de l'implémentation de la politique que de sa définition et son élaboration (Gabrielli, 2007:167). En effet, c'est surtout sur les termes de l'échange que le Sénégal exerce un poids diplomatique. S'il peut conditionner sa collaboration en matière d'immigration illégale à un engagement plus marqué des autorités espagnoles en matière de développement, sa marge de manœuvre demeure limitée quant à sa capacité de défection de ses engagements en matière de contrôle des flux irréguliers.

En somme, la coopération internationale au Sénégal a largement été reconfigurée et dynamisée par l'épisode des pirogues sénégalaises aux Canaries. Les montants accordés à l'aide au développement coïncident avec les effectifs d'émigration sénégalaise dans l'archipel. Entre 2006 et 2008, le budget alloué augmente de manière considérable et en parallèle avec la mise en place des mécanismes de surveillance et contrôle, puis diminue lorsque l'effectivité de ces derniers parvient à réduire les départs en pirogues. Ces évolutions parallèles témoignent de la relation étroite qui s'est créée entre l'enjeu migratoire et l'aide au développement dans les relations du Sénégal avec l'Espagne et l'UE. De part et d'autre, l'aide au développement est brandie comme facteur incitatif à la coopération pour la lutte contre l'immigration illégale. L'objectif même du développement est dévié de ses priorités initiales et la coopération migratoire est largement dominée par les flux migratoires irréguliers à destination de l'Europe.

CONCLUSION PARTIE I

La première partie du mémoire a fait ressortir le contexte, les déterminants et les enjeux soulevés par le déploiement de la politique étrangère espagnole au Sénégal suite aux événements de 2006 afin de mieux saisir ses potentiels effets collatéraux sur la gestion migratoire dans ce pays ouest-africain. En premier lieu, les orientations des politiques de l'Espagne ne peuvent être comprises sans tenir compte du traitement de la question migratoire au sein de la Communauté européenne et des relations que celle-ci entretient avec le continent africain. Comme le chapitre I le soulevait, de la constitution du groupe *ad hoc* sur l'immigration en 1985, en passant par l'accord de Cotonou, l'approche globale du Conseil de 2005, et jusqu'à la conférence de Rabat en 2006, la question migratoire au sein de l'UE a évolué en tant qu'enjeu strictement sécuritaire à un enjeu impliquant également le développement et la coopération internationale. L'Espagne, par sa position géographique, est particulièrement concernée par les migrations africaines et fut à la fois influencée et instigatrice des approches européennes sur la question. Nous avons vu que la politique espagnole a été essentiellement tournée vers un plus grand contrôle de l'immigration marocaine, notamment en instaurant des dispositifs de surveillance avancés dans le détroit de Gibraltar et autour de Ceuta et Melilla. Toutefois, la présence de plus en plus remarquée d'Africains subsahariens en transit migratoire au Maroc fait glisser les préoccupations espagnoles et européennes vers l'endigement de l'immigration subsaharienne illégale, majoritairement composée de Sénégalais. La coopération hispano-marocaine vise alors un meilleur contrôle des entrées et sorties des étrangers sur le territoire du Maroc.

Le chapitre II a démontré que le renforcement des contrôles au Maghreb n'a pu rompre le système migratoire évoluant entre le Sénégal à l'Europe. Au contraire, l'existence d'un tel système migratoire suppose la multiplication de réseaux migratoires qui confèrent une plus grande capacité d'adaptation aux obstacles à l'immigration. En permettant une meilleure circulation de l'information et en réduisant les coûts et risques de l'immigration irrégulière, le développement d'un réseau migratoire adjacent a permis d'ouvrir une nouvelle brèche à partir

des côtes sénégalaises à destination des Canaries. Cet engouement pour cette nouvelle route migratoire s'inscrit dans un contexte socio-économique et culturel au Sénégal qui favorise l'émigration, notamment par la crise du secteur de la pêche et de l'emploi en général, et par la présence d'une forte culture migratoire impulsée entre autres par l'expansion des réseaux migratoires en Europe. La rapidité avec laquelle le phénomène des pirogues a pris de l'ampleur a suscité l'émoi dans la société civile ainsi que des réactions des instances politiques au Sénégal, en Espagne et en Europe. Le plaidoyer pour décourager cette migration clandestine s'est répandu par la formation d'associations locales, certaines servant à la fois des objectifs politiques, d'autres revendiquant un avenir plus prometteur pour la jeunesse sénégalaise.

Les chapitres III et IV se sont attardés aux conséquences de ces arrivées de pirogues sénégalaises sur la politique étrangère espagnole au Sénégal. Plus spécifiquement, dans le chapitre III, nous voulions démontrer comment les discours du gouvernement Zapatero et la mise en place d'un processus de délocalisation des contrôles frontaliers et d'un transfert des responsabilités au Sénégal enclenchaient un phénomène de sécurisation de la migration entre les deux pays. Celui-ci est déterminé par une transnationalisation des pratiques de sécurité impliquant agents douaniers, policiers, militaires et autorités politiques des deux États dans un réseau d'échange d'informations, de surveillance et de contrôle basé sur des technologies avancées. Puisque la coopération du Sénégal en matière de lutte contre l'immigration irrégulière n'a pu être obtenue que par certaines concessions de l'Espagne, le chapitre IV a analysé l'émergente corrélation entre l'aide au développement et l'enjeu migratoire. Nous avons conclu que celle-ci varie parallèlement à l'évolution des tendances des migrations irrégulières des Sénégalais vers l'Espagne et qu'elle est plutôt un instrument pour endiguer ces flux migratoires. D'une part, l'aide au développement devient conditionnelle à la coopération du Sénégal en matière de lutte contre l'immigration, et d'autre part, le Sénégal conditionne sa collaboration à une augmentation des montants d'aide au développement. Ce caractère instrumental de la corrélation entre développement et migration dans les relations hispano-sénégalaises a pour effet de détourner l'aide au développement et reconfigurer la gestion migratoire au Sénégal.

En somme, la coopération hispano-sénégalaise sur la question migratoire engendre plusieurs implications que nous avons analysé sous l'angle des relations bilatérales. Or, le Sénégal est également membre de la CEDEAO et signataire du protocole de la libre-circulation, des droits de résidence et d'établissement en Afrique de l'Ouest. Il est donc au carrefour de deux systèmes migratoires et doit jouer un rôle d'équilibriste entre ses positions de pays d'émigration, de transit et d'immigration. La coopération migratoire entre l'Espagne et le Sénégal a influencé le traitement de la question de l'émigration au Sénégal mais elle suppose aussi des effets asymétriques sur les enjeux liés à l'immigration et au transit en territoire sénégalais. La partie II évaluera la portée de la politique étrangère espagnole sur la gestion des migrations au Sénégal en présentant l'évolution des politiques sénégalaises en matière de migrations et en déterminant les éléments de continuité et de rupture depuis la dynamisation des relations bilatérales avec l'Espagne.

DEUXIÈME PARTIE

LA GESTION DES MIGRATIONS OUEST-AFRICAINES AU SÉNÉGAL

CHAPITRE I

L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET LES MIGRATIONS OUEST-AFRICAINES AU SÉNÉGAL

L'Afrique de l'Ouest est une région à forte mobilité humaine. On estime à environ 7,5 millions le nombre de migrants dans la zone CEDEAO, soit sept fois plus que le nombre d'Ouest-africains en Europe (CSAO-OCDE, 2006). Ce chapitre vise à présenter le système migratoire et les réseaux migratoires qui lient les pays membres de la CEDEAO et y situer le rôle du Sénégal. Nous retracerons les différentes générations de politiques de gestion migratoire au sein de l'institution régionale afin de faire ressortir les changements qui se sont opérés depuis l'implication croissante de l'UE. La dernière partie du chapitre exposera les principaux obstacles rencontrés à l'échelle régionale pour l'application des droits de libre-circulation, de résidence et d'établissement dans l'espace communautaire de la CEDEAO.

1.1 Le rôle du Sénégal dans le système migratoire ouest-africain

En Afrique de l'Ouest, l'existence de liens historiques, culturels, et économiques entre les pays explique la forte mobilité qui prévaut. Ce qui constitue aujourd'hui le système migratoire ouest-africain s'est consolidé notamment par la présence de deux zones climatiques distinctes (milieu humide et forestier le long du Golfe de Guinée et le milieu sec du Sahel), puis par l'intervention coloniale. Pour l'auteure Makinwa-Adebusoye, les différences géographiques dans la sous-région créent une interdépendance entre les pays en influençant la production et l'échange de produits et en causant des mouvements saisonniers de travailleurs du Nord sahélien aux pays côtiers plus humides possédant plantations agricoles et ressources minières. La présence coloniale a renforcé ce système en mettant en place une stratégie qui accélère le développement économique des zones côtières afin d'exporter les produits locaux vers les marchés de consommation européens (Makinwa-

Adebusoye, 1992:65-66). Ainsi, les populations des actuels Burkina Faso, Mali, Niger se sont déplacées pour le travail dans les plantations de café en Côte d'Ivoire, pour la culture de l'arachide en Sénégal ou vers les mines d'or du Ghana.

L'accession à l'indépendance ouvre la porte aux premières législations nationales régissant les droits d'entrée et de séjour des étrangers. La séparation de communautés ethniques par le tracé arbitraire des frontières et le difficile contrôle du territoire national font en sorte que les migrations ne s'estompent pas, mais qu'il en résulte plutôt une population immigrante irrégulière importante. L'instabilité politique suivant les indépendances, les fluctuations économiques, les sécheresses et l'urbanisation rapide ont accéléré les déplacements de population (Makinwa-Adebusoye, 1992:67). Parallèlement, dans les années 1970, un processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest se bâtit, et pour plusieurs auteurs (Ouédraogo, 2002 ; Sawadogo, 1999), les migrations intrarégionales auraient joué un rôle important dans l'établissement et la consolidation de celui-ci. L'intégration régionale a permis l'adoption de trois protocoles sur la libre-circulation (1979), le droit de résidence (1986) et le droit d'établissement (1990) qui régissent et encadrent théoriquement les migrations entre les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Depuis les indépendances, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal et le Nigeria s'illustrent, en raison de leur potentiel économique (industries, ports, plantations), toujours comme les principales destinations des migrants alors que le Burkina Faso, la Guinée-Conakry, le Mali et le Togo sont les principaux pays d'émigration. Puisqu'un système migratoire n'est pas une structure fixe et est sujet à changement suite à des bouleversements politiques, économiques ou géographiques, il est probable que les positions occupées par les pays dans le système puissent être reconfigurées (Massey *et al.*, 1993:454). Ainsi, la crise politique sévissant en Côte d'Ivoire et les fluctuations de l'économie nigériane dues aux aléas de l'industrie pétrolière entraînent une inversion des flux caractérisée par l'émigration de leurs ressortissants et par le retour des populations immigrées vers leurs pays d'origine. La Gambie se démarque, quant à elle, par le pourcentage élevé de migrants internationaux dans la population nationale (Kabbanji, 2011a:45). Les flux migratoires en Afrique de l'Ouest sont reconnus pour leur mixité; ils sont constitués à la fois de réfugiés, de demandeurs d'asile, d'immigrants irréguliers ou réguliers, de professionnels, de travailleurs saisonniers, de migrations temporaires, circulaires ou permanentes (Adepoju, 2005:3, 2009:23). La migration

de main d'œuvre dans la sous-région a longtemps été un phénomène circonscrit à la population masculine, notamment en raison de la prédominance du travail comme motif de migrations. Or, depuis quelques années, une tendance à la féminisation des mouvements migratoires est observée due à une plus grande autonomie de la femme en Afrique de l'Ouest et à des migrations motivées par le regroupement familial (Ammassari, 2004:10). En 2005, presque la moitié des migrants en Afrique de l'Ouest était des femmes¹.

Le Sénégal est au carrefour des systèmes migratoires euro-africain et ouest-africain. Nous avons vu dans la première partie que le Sénégal est défini comme un pays d'émigration et de transit vers le continent européen, mais il demeure aussi une des principales destinations pour les immigrants ouest-africains. Historiquement, l'immigration au Sénégal se réfère aux mouvements de population dans l'espace sénégalais incluant, outre le Sénégal, la Gambie, le Sud de la Mauritanie, l'Ouest du Mali, le Nord de la Guinée-Conakry et de la Guinée-Bissau. Les migrations étaient motivées par le commerce, l'agriculture (principalement culture de l'arachide), le pastoralisme et l'islamisation (Mauritaniens) (Fall, 2003:7 ; Ndiaye, 2008:409). La similarité culturelle et la compatibilité des systèmes de valeurs existants entre les peuples de Sénégalais font d'ailleurs partie de ce que Fawcett nomme les liens relationnels dans un système migratoire (Fawcett, 1989, app.C). Ces traditions de mobilité ont un effet déterminant dans l'établissement de réseaux migratoires qui structurent l'immigration au Sénégal depuis son indépendance. Celle-ci a été principalement dominée par l'immigration des Guinéens de Conakry ayant fui leur pays en raison des troubles économiques et politiques suivant l'accession à l'indépendance². Ils représentent la plus grande communauté étrangère au Sénégal, suivis des Mauritaniens, Bissau-Guinéens et Maliens. Les Gambiens sont aussi présents au Sénégal, notamment dans les régions bordant la Gambie soit la Casamance et le Siné-Saloum, mais leur séjour est souvent temporaire (Fall,

¹ Les femmes représenteraient 46.5% des migrants internationaux en Afrique de l'Ouest. Pour un portrait statistique général des migrations en Afrique de l'Ouest voir ONU, *International Migrant Stock: The 2008 Revision* En ligne. <http://esa.un.org/migration/> (Page consultée le 14 avril 2013).

² Ce sont majoritairement des Peulhs de Guinée qui, persécutés par le régime de Sékou Touré, se sont réfugiés au Sénégal. Voir Ammassari, *Gestion des migrations et politiques de développement: optimiser les bénéfices de la migration internationale en Afrique de l'Ouest*, BIT, 2004, p.6

2003:6 ; Some, 2009:45). Depuis les années 1990 et 2000, l'immigration s'est diversifiée en raison des conflits politiques au Libéria, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire et de l'attrait du Sénégal comme pays de transit. Ces nouvelles communautés étrangères ne partagent toutefois pas la même proximité culturelle avec la population sénégalaise que les communautés immigrantes installées depuis des décennies et issues principalement de la Sénégalie (Ndiaye, 2008:429). Enfin, le nombre de migrants internationaux au Sénégal était évalué à 210 061 en 2010 dont 51,2% sont des femmes et 73,9% des ouest-africains (Di Bartolomeo, Fakhoury et Perrin, 2010 ; ONU, 2009). À partir de 1990, nous observons que la proportion d'immigrants au sein de la population nationale ainsi que son effectif absolu diminue mais que le pourcentage de femmes au sein de la population étrangère augmente (ONU, 2009). Depuis 1995, le taux net des migrations est négatif, c'est-à-dire qu'il est recensé davantage d'émigrants que d'immigrants pour la même période (Some, 2009). Bien que ces statistiques dressent un portrait de la situation migratoire au Sénégal, il n'en demeure pas moins que les études en la matière témoignent de lacunes importantes. Selon le dernier rapport de l'OIM (Some, 2009), les données nationales demeurent irrégulières, très générales, et difficilement accessibles. En effet, la migration est surtout étudiée de manière partielle lors des recensements généraux de la population et dont le plus récent a eu lieu en 2002.

1.2 Évolution de la gestion régionale des migrations par la CEDEAO

Depuis sa création en 1975, la CEDEAO a mis en place un cadre de gestion régionale des migrations qui a évolué en fonction des nouveaux enjeux migratoires en Afrique de l'Ouest. Une des principales sources de ces reconfigurations provient de l'insertion graduelle de l'UE dans la gestion migratoire de la CEDEAO (Kabbanji, 2008, 2011b). La présentation des études portant sur les effets d'une présence de plus en plus importante de l'UE dans la gestion régionale des migrations en Afrique de l'Ouest nous permettra, par la suite, d'évaluer l'impact de cette coopération dans un pays membre de la CEDEAO soit le Sénégal. Selon Kabbanji, deux périodes sont à distinguer pour l'analyse de l'évolution de la gestion migratoire au sein de la CEDEAO soit les années 1975 à 1999 correspondant à la mise en place d'un cadre institutionnel et juridique régional des migrations ouest-africaines, et la

période 2000-2008 qui débute avec la signature de l'accord de Cotonou et l'émergence de l'UE en tant qu'acteur dans la gestion régionale des migrations en Afrique de l'Ouest (Kabbanji, 2011a:59). Ouédraogo analyse de manière similaire l'évolution de la gestion migratoire en distinguant trois générations de politiques. La première fait référence aux années 1980 caractérisées par l'établissement d'un marché régional de travail, la seconde concerne les années 1990 marquées par des politiques voulant solutionner les problématiques liées à l'urbanisation et l'intensité des migrations, puis la troisième génération s'inscrit dans le partenariat avec l'UE, notamment avec l'accord de Cotonou, et vise à maîtriser les flux vers l'Europe et encourager le codéveloppement (Ouédraogo, 2009:135).

La CEDEAO est créée en 1975 dans le but de «promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une Union économique de l'Afrique de l'Ouest en vue d'élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'accroître la stabilité économique, de renforcer les relations entre les États membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain» (CEDEAO, 1993, art 3.1). En 1979, les États membres signent un protocole sur l'établissement d'un espace de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement dans un délai de quinze ans (Ricca, 1990:60-65). La libre-circulation prévoit le droit à tout ressortissant d'un État de la CEDEAO de séjourner dans un autre État membre sans obligation de visa pour une durée maximum de 90 jours (CEDEAO, 1979). La deuxième étape relative au droit de résidence a fait l'objet d'un protocole additionnel en 1986. Celui-ci confère le droit de résider dans un État membre «dans le but d'accéder à une activité salariée et de l'exercer» (CEDEAO, 1986). Le protocole additionnel de 1990 vise l'implémentation du droit d'établissement et permet alors l'exercice d'activités non salariées, la constitution et gestion d'entreprises et de sociétés dans un État membre de la CEDEAO (CEDEAO, 1990b). Dans le traité constitutif révisé de 1993, il est stipulé que les États membres doivent prendre les dispositions nationales pour assurer l'application effective des droits prévus dans les protocoles (CEDEAO, 1993:art.59). Dans le but de faciliter la consolidation de la libre-circulation, la CEDEAO adopte un carnet de voyage pour la zone CEDEAO en 1985³

³ Le carnet de voyage permet la circulation seulement à l'intérieur de la zone CEDEAO. Il n'équivaut pas à un passeport régional.

(CEDEAO, 1985). En 1990, une décision entérine également la création d'une carte de résidence pour les ressortissants de la CEDEAO, laquelle permet au détenteur de jouir des mêmes droits que les nationaux sauf les droits politiques (CEDEAO, 1990a, art.18). Aussi, en 1992 est adopté un formulaire harmonisé d'immigration et émigration devant être mis à la disposition dans tous les États membres (CEDEAO, 1992). Afin de s'assurer de la mise en place et du suivi de l'espace de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement, le traité de 1993 prévoit une commission technique pour les affaires politiques, judiciaires et juridiques, sécurité régionale et immigration. En 2000, les chefs d'États s'entendent finalement pour remplacer progressivement les passeports nationaux par un passeport régional de la CEDEAO dans un délai de 10 ans (Adepoju, 2009:29). L'émergence d'une coopération migratoire euro-africaine au tournant des années 2000 réoriente cependant la réflexion et l'action autour des enjeux régionaux des migrations.

La question migratoire émerge comme un enjeu de coopération entre l'Afrique et l'Union européenne avec la signature de l'accord de Cotonou puis les conférences de Rabat et Tripoli. Comme nous avons soulevé dans la première partie, ce dialogue UE-Afrique met l'accent sur le partage des responsabilités en matière migratoire, et notamment sur la question des réadmissions des immigrants, ainsi que sur le développement comme moyen de réduire l'émigration. En 2006, le Conseil de Médiation et de Sécurité de la CEDEAO demande à la Commission de «poursuivre la réflexion en vue de la définition d'une approche commune sur la gestion de la migration intra régionale et vers l'Europe dans toutes ses dimensions» (préambule de l'approche commune). L'approche commune de la CEDEAO est adoptée en 2008 et le cadre juridique se base entre autres sur l'accord de Cotonou et les conférences euro-africaines de Rabat et Tripoli. Six principes y sont énoncés (CEDEAO, 2008, 1.2) :

- La libre circulation à l'intérieur de l'espace CEDEAO
- La migration légale vers les autres régions du monde participe au développement des États membres de la CEDEAO
- La lutte contre le trafic des personnes est un impératif moral et humanitaire

- La mise en cohérence des politiques sur trois niveaux⁴
- La protection des droits des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés
- La prise en compte de la dimension genre dans les politiques de migration

L'étude comparative de Kabbanji (2011a) démontre des éléments de rupture entre la période 1975-1999 et 2000-2008. Premièrement, en termes d'objectif général, les dernières années se caractérisent par l'adoption d'une approche beaucoup plus globale des migrations en y intégrant les migrations interrégionales et en considérant toutes ses dimensions alors que jusqu'en 1990, l'objectif de la gestion régionale visait la mise en œuvre des protocoles de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement. Deuxièmement, à partir des années 2000, des pays non-membres de la CEDEAO (issus de l'UE) s'ajoutent aux organes institutionnels de la CEDEAO et aux États membres comme acteurs dans la définition des politiques migratoires en Afrique de l'Ouest. En troisième lieu, «les mécanismes de contrôle et de restriction sont, en proportion, plus nombreux [...] Il s'agit, en définitive, d'intégrer le partage des responsabilités entre pays d'origine, de transit et de destination dans la lutte contre la migration illégale, tel que prévu dans l'accord de Cotonou». Elle constate aussi que le lien entre migration et développement, apparu durant la période 2000-2008, justifie des mesures restrictives visant à limiter les incitatifs au départ (Kabbanji, 2011a:107-109)⁵, ce qui entre en contradiction avec la promotion de la migration intrarégionale. Pour Ouédraogo, cette nouvelle génération de politiques s'opère malgré l'absence d'une évaluation des politiques antérieures, notamment la consolidation de l'application des protocoles, alors que celle-ci est essentielle à l'adoption d'une approche appropriée à la réalité migratoire (Ouédraogo, 2009:138). Ces conclusions démontrent que la régionalisation des politiques migratoires en Afrique de l'Ouest se reconfigure afin de répondre au contexte des migrations entre l'Afrique et l'Europe, que la conséquence d'une telle reconfiguration est un «alignement de l'agenda politique migratoire régional en Afrique de l'Ouest sur les priorités

⁴ Mise en cohérence des accords bilatéraux entre États membres et pays tiers avec les dispositions communautaires, mise en cohérence des politiques économiques, commerciales et d'aide au développement du nord avec les politiques migratoires de ces mêmes pays et mise en cohérence des politiques nationales de gestion de la migration avec les politiques de développement sectorielles.

⁵ Voir les tableaux comparatifs des périodes 1975-1999/2000-2008 réalisés par l'auteure Lama Kabbanji, *Politiques migratoires en Afrique de l'Ouest: Burkina Faso et Côte d'Ivoire*, Karthala, Paris 2011, p. 105-110.

de l'UE, et que ces nouvelles priorités sont en décalage avec la réalité migratoire dans la région» (Kabbanji, 2011a:41). En conséquence, la prise en compte des migrations interrégionales, qui sont en termes quantitatifs moins importantes que les migrations intrarégionales, a comme effet asymétrique d'occulter les problématiques liées au droit de libre-circulation, droit de résidence et d'établissement au sein de la CEDEAO.

1.3 Obstacles et lacunes à la mise en place d'un espace de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement

Depuis la signature des protocoles de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement au sein de la CEDEAO, il subsiste encore de nombreux obstacles à leur application et effectivité. Le droit de la libre-circulation est majoritairement garanti dans tout l'espace CEDEAO bien que persistent encore aujourd'hui quelques entraves à celle-ci, alors que pour les droits de résidence et d'établissement, leur application est très partielle et connaît des dysfonctionnements majeurs.

Pour expliquer le peu d'effectivité dans l'application de ces droits communautaires, certains obstacles sont soulevés tout d'abord dans le processus même d'intégration régionale et dans le contenu des politiques migratoires. La CEDEAO est composée de quinze pays, et parmi ceux-ci, huit sont membres de l'UEMOA. En son sein, elle compte huit pays partageant l'héritage colonial français, cinq pays anglophones et deux lusophones⁶. Selon Ouédraogo, il existe une relation de compétition/coopération entre ceux-ci, d'autant plus que l'UEMOA a un niveau d'intégration régionale plus avancé dans certains domaines, avec par exemple l'adoption de politiques sectorielles communes (agriculture, industries, secteur minier, énergies), l'usage d'une monnaie commune⁷, etc. (Ouédraogo, 2002:18). Aussi, le rapport au sein de la CEDEAO est déséquilibré avec la présence du Nigéria, le géant de

⁶ Les pays membres de l'UEMOA sont le Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo. Le Cap-Vert, Gambie, Nigéria, Guinée-Conakry, Libéria, Ghana, et Sierra Leone s'ajoutent à ceux-ci pour former la CEDEAO.

⁷ La CEDEAO a fixé l'objectif de l'instauration d'une monnaie commune mais celle-ci n'a toujours pas été adoptée. Voir CEDEAO, *Décision relative à l'adoption d'un programme de coopération monétaire de la CEDEAO*

l'institution, qui compte une population de 158 millions d'habitants (ONU, 2009) et possède l'économie la plus importante. Ouédraogo relève également la prédominance d'une conception de l'intégration régionale qui est essentiellement politique et économique alors que les composantes culturelles et sociales sont primordiales dans ce processus. Ceci l'amène à conclure à des politiques migratoires dont les stratégies et solutions sont peu appropriées à la réalité des migrations en Afrique de l'Ouest notamment car elles sont peu connues des principaux concernés, et portent peu d'attention aux problématiques touchant de près les populations immigrantes telles que l'intégration dans le pays d'accueil (Ouédraogo, 2002:20, 2009:140).

En second lieu, une absence d'harmonisation des législations nationales avec les dispositions communautaires est constatée (Ricca, 1990:111). Bon nombre des États membres n'ont pas incorporé la notion de citoyen communautaire à leur législation nationale régissant le droit des étrangers faisant en sorte que le cadre juridique s'appliquant aux ressortissants de la CEDEAO est sensiblement le même que pour les ressortissants d'autres pays tiers. Par exemple, au Sénégal, c'est toujours la loi de 1971 qui régit les conditions de séjour et d'admission des étrangers, sans égard à leur qualité de ressortissant de la CEDEAO. Le formulaire harmonisé d'immigration n'a été mis en place par aucun pays, le carnet de voyage au sein de la CEDEAO ainsi que la création d'un comité national de surveillance de la libre-circulation et des personnes n'ont été appliqués que par certains États (Adepoju, 2009:32)⁸. De plus, le Bénin et le Cap-Vert n'ont toujours pas ratifié le protocole de 1986 et la Côte d'Ivoire n'est toujours pas partie prenante à celui de 1990 (Kabbanji, 2011a:80). Le peu de moyens dont disposent les administrations nationales impacte sur leur efficience. Puisque la garantie de la libre-circulation nécessite une suppression de visa et de contrôles frontaliers, son application est, d'un point de vue administratif, plus facile car il implique une absence d'intervention gouvernementale. C'est surtout au niveau des droits de résidence et d'établissement que le problème se pose puisqu'ils supposent une plus grande intervention de

⁸ Le carnet de voyage a été mis en circulation par le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Niger, le Nigéria et la Sierra Leone. Le comité a été mis en place par le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Togo. Voir les données datant de 2007 d'Adepoju dans «Les migrations en Afrique de l'Ouest dans le contexte du Protocole sur la libre circulation et de l'approche commune de la CEDEAO». In *Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines: perspectives africaines et européennes*, M.Tremolières (dir), Paris, 2009, p. 17-50.

l'État. Ammassari soulève le fait que les pays traditionnels d'émigration en Afrique de l'Ouest adoptent des politiques de laisser-faire alors que les pays d'immigration conditionnent leurs politiques aux fluctuations de la conjoncture économique nationale (Ammassari, 2004:60). Le Nigéria a procédé, par exemple, à des expulsions massives d'étrangers en 1983 et 1985⁹ suite à la détérioration de son économie provoquée par la crise du secteur pétrolier (Adepoju, 1984 ; Afolayan, 1988). Cette politique unilatérale a provoqué de vives tensions lors des négociations devant mener au protocole de 1986. Celui-ci interdit donc formellement l'expulsion collective et encadre le processus d'expulsion individuelle. La Côte d'Ivoire, quant à elle, élabore explicitement une politique stigmatisant les étrangers suite à la chute des prix du cacao et du café. En 1978, elle adopte la charte de l'ivoirisation et limite l'accès à la propriété foncière pour les étrangers. Cette situation se détériore en conflit identitaire et politique qui s'étire jusqu'aux années 2000 à aujourd'hui, et qui est marquée par de nombreuses expulsions d'étrangers¹⁰ (Bredeloup, 2003). Le tracé arbitraire des frontières engendre également des conflits frontaliers qui provoquent l'expulsion des immigrants comme ce fut le cas entre le Ghana et le Togo et entre le Sénégal et la Mauritanie (Adepoju, 2009:29).

Troisièmement, il subsiste toujours des pratiques administratives ou politiques allant à l'encontre des objectifs de la CEDEAO. Le droit de libre-circulation est relativement respecté dans toute la région mais il subsiste encore quelques entraves¹¹. Le manque de formation, la faible rémunération des agents frontaliers et l'absence d'équipements appropriés expliquent en partie les tracasseries aux frontières et leur méconnaissance de la législation régionale en

⁹ On estime à environ deux millions le nombre d'étrangers expulsés durant ces années. Voir les articles d'Adepoju (1984) et Afolayan (1988).

¹⁰ Pour un aperçu plus détaillé du conflit en Côte d'Ivoire, voir l'article d'Akindes, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire* et plus précisément les pages 26 à 33 qui approfondissent le phénomène de l'ivoirisation. Pour un aperçu plus en profondeur du lien entre le conflit politique et la condition de l'étranger en Côte d'Ivoire, voir l'article de Bredeloup *La Côte d'Ivoire ou l'étrange destin de l'étranger*, qui retrace le cadre juridique applicable à l'étranger à partir de 1999 et fournit une mise en contexte historique.

¹¹ Voir par exemple l'étude de la Banque mondiale de 2008 concernant le racket sur les routes en Côte d'Ivoire : Moustapha Almami Touré, *Étude du racket sur les routes en Côte d'Ivoire* ainsi que le rapport pour le 2^{ème} trimestre de 2012 de l'Observatoire des Pratiques Anormales, *21ème rapport de l'OPA* pour les pratiques anormales sur les axes routiers au sein de l'UEMOA.

la matière¹². De plus, peu de campagnes d'information ont été lancées pour renseigner les ressortissants des pays de la CEDEAO sur leurs droits communautaires. Nombreux sont les migrants voyageant qu'avec une carte d'identité, ce qui ne permet pas d'évaluer la durée du séjour (Kabbanji, 2011a:78). Les droits de résidence et d'établissement connaissent quant à eux une application partielle et des dysfonctionnements importants. Comme nous l'avons relevé, cette situation est due en partie à l'absence d'harmonisation des législations nationales avec les engagements régionaux et la méconnaissance chez les immigrants de leurs droits en tant que citoyens communautaires. Plusieurs États privilégient de manière indirecte une politique d'emploi qui favorise la main d'œuvre nationale, notamment en réservant certains secteurs professionnels, en mettant en place des systèmes de quotas d'embauche de travailleurs étrangers, etc. (Ricca, 1990 126-131). Les immigrants, quant à eux, ne sont pas informés de leur droit et devoir de faire une requête formelle de résidence et d'établissement dans le pays d'accueil. Au terme des 90 jours permis, ils se retrouvent donc en situation d'irrégularité ce qui accroît leur vulnérabilité. Enfin, pour ceux entamant les démarches administratives requises, ils se butent généralement à un processus bureaucratique lent et souvent peu opérationnel¹³.

Alors que les difficultés à la mise en application de la libre-circulation, du droit de résidence et d'établissement persistent, les objectifs de gestion régionale de la migration en Afrique de l'Ouest se sont élargis pour y inclure aussi les enjeux des migrations vers l'Europe. Bien que leur interdépendance soit avérée, le risque possible de cette nouvelle approche de la CEDEAO est d'accentuer le décalage entre les politiques et la réalité des migrations intrarégionales, et donc de diminuer les perspectives de consolidation des objectifs régionaux établis depuis les années 1980. Le Sénégal, quoique devenu un important pays d'émigration, demeure encore l'une des principales destinations pour les migrants ouest-africains. Partie prenante aux trois protocoles, il est théoriquement tenu de mettre en place un cadre juridique et administratif garantissant la libre-circulation, le droit de résidence et d'établissement sur son territoire. Les prochains chapitres étudieront l'évolution de la gestion

¹² Entretien du 22 mars 2012, Khar Ndiaye, chargée de projet AMLD, Dakar.

¹³ *Ibid.*

migratoire au Sénégal afin de voir si la coopération de plus en plus dynamique avec l'Espagne et l'UE engendre des répercussions similaires à ceux constatées dans la gestion migratoire de la CEDEAO par les travaux de Kabbanji (2011a).

CHAPITRE II

LE CADRE INSTITUTIONNEL ET LÉGISLATIF DE LA GESTION MIGRATOIRE AU SÉNÉGAL

Ce chapitre dresse les contours de la gestion migratoire au Sénégal depuis son indépendance jusqu'à aujourd'hui. Nous situerons en premier lieu le concept de gestion migratoire dans la littérature et préciserons sa définition et son opérationnalisation pour notre analyse. Par la suite, nous exposerons les différentes structures gouvernementales sénégalaises impliquées dans l'élaboration des politiques migratoires. Enfin, puisque notre objectif réside dans l'étude de l'évolution de la gestion des migrations au Sénégal, nous présenterons les engagements régionaux, multilatéraux et bilatéraux ainsi que la législation nationale en deux temps : la période de l'indépendance à 1999, et les années 2000 à aujourd'hui. Nous voulons être en mesure de déterminer les éléments de continuité et de rupture dans la gestion migratoire au Sénégal depuis la dynamisation d'un dialogue UE-Afrique sur les migrations que nous situons avec l'entrée en vigueur de l'accord de Cotonou en 2000 ainsi qu'avec l'approfondissement des relations hispano-sénégalaises depuis 2006.

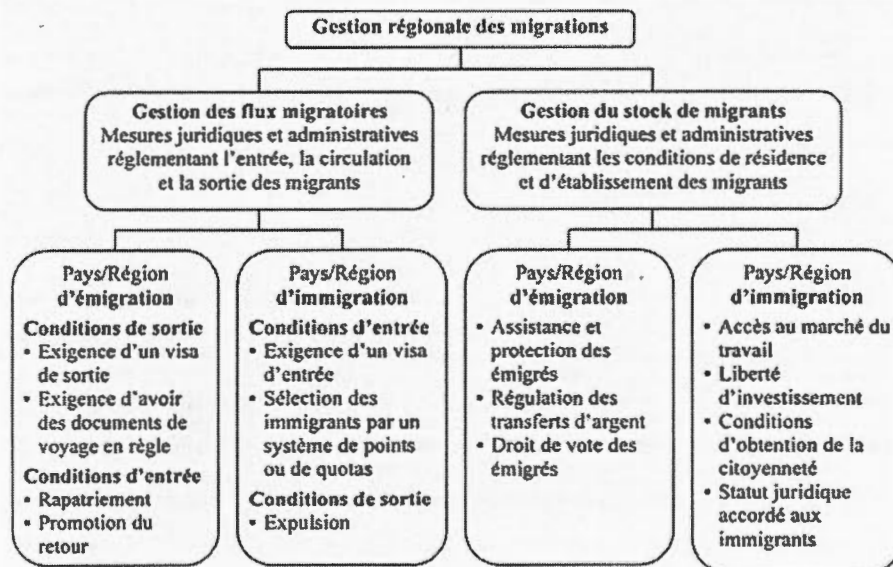
2.1 La gestion migratoire

Comme nous avons démontré dans le chapitre précédent, la gestion régionale des migrations en Afrique de l'Ouest a connu des mutations importantes depuis les années 2000. Celles-ci se sont appuyées sur un modèle de gestion migratoire promu par l'UE et érigé en paradigme, et ont de surcroît participé à consolider ce dernier. L'engouement des milieux politiques et institutionnels pour l'analyse des politiques de migrations sous le label de gestion migratoire a également suscité une réflexion critique de celle-ci. Avant d'aborder plus précisément la gestion migratoire au Sénégal, il convient de situer l'approche que nous privilégierons pour l'analyse de ce concept.

Selon Gosh, la gestion migratoire «seeks to bring this mismatch [augmentation de la pression migratoire et diminution des opportunités d'immigration légales] into some kind of a dynamic equilibrium or harmony. To achieve this, we need more comprehensive and

proactive actions at both ends of the flow, not just unilateral and reactive control» (Gosh, 2010:26). Cette définition appelle à la coopération internationale entre les pays émetteurs et d'accueil et relaie l'association entre la migration et le développement promue par l'UE et les institutions internationales. Pécoud et Geiger résument le débat sur le concept de gestion migratoire. D'une part, il y a ceux qui privilégient une nouvelle approche mettant fin aux politiques unilatérales et restrictives et portant l'accent sur les bénéfices des migrations, vues alors comme un phénomène intrinsèque à la globalisation. D'autre part, il y a les critiques qui y voient une invention technocratique où, malgré le discours orienté sur des objectifs de *triple win* (pays émetteurs, d'accueil et migrants), est perpétué le contrôle de la migration au profit des intérêts des pays d'accueil les plus avancés (Geiger et Pécoud, 2010:12). Selon son utilisation la plus courante, le concept de gestion migratoire se réfère davantage à des objectifs spécifiques plutôt qu'au processus de *policy-making* et est donc fortement teinté d'une orientation politique. La bonne gestion des flux migratoires, nouvelle condition à l'aide au développement, est alors celle qui répond aux canevas des principaux bailleurs de fonds. Pour l'étude de cas du Sénégal, nous considérons la gestion migratoire comme un concept analytique faisant plutôt référence à l'ensemble des mesures politiques et administratives mises en place dans le domaine des migrations. En conséquence, notre analyse de la gestion migratoire dans ce chapitre et les suivants sera basée sur la mise en œuvre d'un cadre institutionnel et législatif encadrant l'émigration et l'immigration. Nous nous appuierons sur la définition et le modèle de gestion migratoire de Kabbanji qui se répartit en deux volets : «1) la gestion des flux, incluant les mesures visant à réguler l'entrée, la circulation et la sortie des migrants du territoire national ou régional ; 2) la gestion du stock, incluant les mesures visant à réguler les conditions de résidence et d'établissement des migrants sur le territoire national ou régional» (Kabbanji, 2011b:50) et nous distinguerons celles-ci en fonction des points de vue d'un pays d'immigration, d'émigration ou de transit, trois positions assumées par le Sénégal dans le système migratoire ouest-africain.

Figure 2.1 Modèle de gestion migratoire



Source : Kabbanji (2011b)

Les objectifs visés sont de présenter l'évolution des politiques liées à la migration, démontrer les connivences entre celles-ci et le modèle de gestion migratoire véhiculée par les institutions internationales et les pays européens, et enfin, de fournir des éléments de réflexion quant aux conséquences d'un tel rapprochement.

2.2 Les acteurs institutionnels

Au Sénégal, il n'existe pas de politique migratoire nationale ou un ministère exclusivement chargé des questions de migrations. La gestion migratoire est plutôt un cumul de compétences partagées entre diverses institutions ministérielles. La fragmentation en politiques sectorielles entraîne un manque de coordination des politiques de migrations et permet à certains acteurs institutionnels de s'imposer. Dans cette partie, nous présenterons les fonctions assumées par les ministères de l'Intérieur et des Sénégalais de l'Extérieur, deux institutions directement impliquées dans la gestion migratoire, ainsi que les responsabilités sectorielles pour lesquelles sont mandatés les autres ministères du Sénégal. Les sources pour

le chapitre II proviennent des sites officiels du gouvernement sénégalais et de ses ministères¹, du Journal officiel de la République², ainsi que des rapports institutionnels de l'OIM, du Sénégal pour le comité des droits des travailleurs migrants de l'ONU, de la Commission européenne, du CIGEM et des répertoires de données légales de l'OIT et du HCR³.

Tout d'abord, le ministère de l'Intérieur est prépondérant dans la gestion migratoire au Sénégal. Celui-ci est principalement chargé d'encadrer les entrées et sorties des étrangers et des Sénégalais. Le ministère de l'Intérieur fut une des institutions responsables des négociations avec l'Espagne dans le dossier de la migration illégale par voie maritime et de la mise en œuvre des accords conclus (Sénégal, 2009). Ces négociations, nous l'avons vu, ont abouti à la conclusion d'un mémorandum pour la réadmission des ressortissants, un accord-cadre de coopération permettant la migration légale vers l'Espagne, un accord pour la prévention de l'émigration des mineurs sénégalais, et deux déclarations conjointes portant sur la gestion des flux migratoires et le rôle de l'agence FRONTEX. La Direction de la Police Nationale coordonne l'opérationnalisation de la gestion des flux migratoires par le biais des sous-directions suivantes : la Direction de la Police des Étrangers et des Titres de voyages, mandatée pour fournir les documents administratifs nécessaires à la régularisation du statut des migrants en territoire sénégalais, les Directions de la Surveillance du Territoire et de la Police de l'Air et des Frontières pour s'assurer du respect de l'intégrité territoriale (Sénégal

¹ Puisque les sites officiels spécifiques aux ministères ne sont pas tous accessibles, nous avons complété avec les rapports institutionnels. Toutefois, ces derniers se basent sur les appellations et compétences des ministères du gouvernement précédent (fin de mandat en mars 2012). Il est donc possible que les appellations utilisées et les compétences recensées varient en fonction du gouvernement en place. Dans la mesure du possible, nous avons utilisé celles actuellement en vigueur.

² Les archives disponibles sur le site du Journal officiel ne concernent que la législation promulguée entre 2001 et 2012. Elles sont donc complétées avec les bases de données de l'OIT et du HCR.

³ Pour l'OIT: En ligne.

https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.details?p_lang=en&p_country=SEN&p_classification=17&p_origin=COUNTRY&p_sortby=SORTBY_COUNTRY, (Page consultée le 15 avril 2013).

Pour le HCR. En ligne. : <http://www.unhcr.org/refworld/category.LEGAL,,,SEN,,10.html> (Page consultée le 15 avril 2013)

2012b). La responsabilité de l'opération FRONTEX en territoire sénégalais incombe au ministère de l'Intérieur en collaboration avec le ministère des Forces armées (Some, 2009:79).

L'importance de la diaspora sénégalaise soulève la nécessaire prise en compte de celle-ci dans les politiques nationales. En 1993, un département ministériel des Émigrés a été mis en place au sein du ministère des Affaires Étrangères, et deux ans plus tard, un Conseil supérieur des Sénégalais de l'Extérieur. Aujourd'hui, les affaires relatives aux Sénégalais installés à l'étranger incombent à la Direction des Sénégalais de l'Extérieur, toujours chapeautée par le ministère des Affaires étrangères mais bénéficiant d'un ministre délégué. Un fonds d'appui à l'investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE) a été lancé pour faciliter la mise en œuvre de projets de développement économique au Sénégal par les émigrés. Aussi, il existe des directions chargées spécifiquement de la promotion de l'Habitat et de la protection des droits des Sénégalais à l'étranger (Sénégal, 2011b). Cette entité du ministère des Affaires Étrangères, appelée communément le ministère des Sénégalais de l'Extérieur, s'inscrit parfaitement dans l'esprit de l'approche Migration et Développement, une orientation de plus en plus prépondérante dans la gestion migratoire. Il s'agit notamment de mettre à profit les ressources humaines, économiques et financières des émigrés par la promotion de l'investissement dans le pays d'origine et de faciliter leur retour par des programmes de soutien et de réinsertion.

Les ministères de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des Valeurs Civiques ainsi que de la Fonction Publique, du Travail et des relations avec les Institutions se partagent les compétences dans le domaine de l'emploi au Sénégal. Le premier vise surtout à promouvoir l'employabilité des jeunes notamment par le Fonds national de promotion de la Jeunesse (FNPJ), l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (ANEJ) et l'Agence pour l'emploi des jeunes des banlieues (AEJB) (Sénégal, 2012b). Par un système de collecte des demandeurs d'emplois, ces institutions sont chargées d'assurer une meilleure coordination entre l'offre et la demande d'emploi sur le marché national mais aussi sur le marché de la migration légale de travail. Ce sont des exemples d'initiatives nationales qui visent entre autres à décourager l'émigration irrégulière en favorisant la recherche de travail au Sénégal (Some, 2009). Le ministère du Travail est, quant à lui, chargé de veiller à

l'application et l'effectivité des lois du travail et de la sécurité sociale pour les nationaux et les travailleurs migrants. Également, et en collaboration avec les ministères des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur et de l'Intérieur, ces deux institutions ministérielles sont responsables de la Commission de gestion et de suivi des offres d'emploi dans le cadre de la migration légale. Celle-ci vise à centraliser et coordonner les offres d'emplois dans les pays partenaires et à assurer le processus de recrutement (Sénégal, 2008a).

Enfin, d'autres ministères sont aussi impliqués dans certains aspects de la gestion migratoire au Sénégal. La conclusion et la signature d'accords bilatéraux et multilatéraux en matière de migrations incombe au ministère des Affaires Étrangères (Commission européenne, 2008:50). Il est donc un des principaux représentants ministériels de la République du Sénégal devant la CEDEAO, l'Espagne et l'UE. Le ministère de la Justice est impliqué dans la gestion migratoire par le biais de sa direction des Affaires criminelles et des Grâces et de sa cellule de lutte contre la traite de personnes (Sénégal, 2012b). Il fut entre autres responsable d'appliquer la loi 2005 pénalisant la migration clandestine organisée et de promulguer, avec sanction présidentielle, les remises de peine⁴. Le ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat féminin est aussi impliqué dans la lutte contre le trafic de personnes mais est chargé du volet spécifique des enfants à travers sa direction de la protection des droits de l'enfance (Some, 2009:79). La question des réfugiés est, quant à elle, administrée par la Commission Nationale d'éligibilité composée de hauts magistrats et spécialistes des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Justice, de la Famille et du Développement social (OFADEC, Manuel d'informations pour réfugiés et demandeurs d'asile). Finalement, le ministère de l'Économie et des Finances s'intéresse prioritairement aux questions des transferts de fonds des émigrés. Il compte également en son sein l'Agence nationale de Statistiques et Démographie responsable des enquêtes nationales des ménages et la Direction générale des douanes (Sénégal, 2012b ; Some, 2009).

⁴ Selon l'étude de Robin et Ndiaye sur la réponse pénale des autorités sénégalaises à la migration irrégulière par voie maritime, 1232 individus ont été mis en cause en 2006 et plus de 80% ont été poursuivis et placés en détention. Voir leur chapitre «Le migrant criminalisé le temps d'une traversée» dans *Enjeux régionaux des migrations ouest-africaines*, M.Trémolières (dir), CSAO-OCDE, Paris, 2009.

Le cadre institutionnel et juridique de la migration au Sénégal demeure très fragmenté. Ceci entraîne une faible coordination des politiques, complexifie les processus administratifs et ne permet pas un traitement intégral de la question. Nous constatons que les ministères de l'Intérieur et des Sénégalais de l'Extérieur ont des pouvoirs étendus. D'une part, le ministère de l'Intérieur intervient à presque tous les niveaux en matière d'immigration et d'émigration. D'autre part, les Sénégalais installés à l'étranger disposent d'une variété de locuteurs institutionnels via la Direction des Sénégalais de l'Extérieur, ce qui contraste avec l'absence d'institutions dédiées aux immigrants au Sénégal. Évidemment, ce déséquilibre institutionnel s'installant entre la gestion de l'émigration et de l'immigration a aussi des répercussions similaires en matière de législation et de cadre de protection pour les droits des émigrés et immigrants.

2.3 La gestion migratoire de 1960-1999

Le régime juridique sénégalais donne préséance aux textes internationaux ratifiés sur la législation nationale. Toutefois, le Sénégal est de tradition dualiste, c'est-à-dire que le droit international, pour avoir un effet juridique, doit être intégré formellement par une loi ou un décret dans le droit interne (Arbour et Parent, 2006:161). Ainsi, les engagements internationaux du Sénégal sont négociés par le gouvernement mais approuvés et ratifiés après autorisation du Parlement. Selon l'article 96 de la constitution nationale,

«les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'État, ceux qui modifient les dispositions de nature législative, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi» (Sénégal, 2001).

Avant de présenter la législation nationale, nous allons donc exposer les différentes ententes multilatérales et bilatérales auxquelles le Sénégal s'est formellement souscrit et qui jouissent d'une autorité supérieure aux lois sénégalaises.

Au niveau de ses engagements avec la CEDEAO en matière de migrations intrarégionales, le Sénégal est partie prenante au protocole de 1979 sur la libre-circulation, le droit de résidence et d'établissement (ratifié en 1980), le protocole additionnel de 1986 sur le

droit de résidence (ratifié en 1987) et celui de 1990 sur le droit d'établissement (ratifié en 1992). En vertu de ces textes légaux, il s'engage «à prendre, en conformité avec [ses] procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Protocole, toutes les mesures législatives et autres nécessaires à l'application des dispositions du présent Protocole» (art.27, protocole de 1986). Pour ce faire, il doit notamment abolir les visas et permis d'entrée aux ressortissants d'un État de la CEDEAO, conférer le droit de résider sur le territoire en vue d'exercer un emploi, de mettre en place «des organismes publics appropriés pour s'occuper des problèmes relatifs aux migrations des travailleurs et de leur famille», d'assurer l'accès aux activités non salariées et leur exercice, la constitution et la gestion d'entreprise et de sociétés ainsi que d'accorder un traitement non discriminatoire (CEDEAO, 1979, 1986, 1990b). Dans la perspective de réaliser les engagements encourus avec ces protocoles, le Sénégal a également ratifié en 1984 le protocole portant création d'une carte brune CEDEAO relatif à l'assurance responsabilité civile automobile, le protocole portant code de la citoyenneté de la CEDEAO (1985), le code de conduite pour l'application du protocole de la libre-circulation, le droit de résidence et d'établissement définissant expressément le rôle et les obligations qui incombent aux États membres (1985) ainsi que le traité constitutif révisé (1993). Il a aussi souscrit aux décisions régionales suivantes (CIGEM, 2009) :

- décision A/DEC/10/5/82 relative à l'application du protocole sur la libre circulation et au programme d'information du public
- décision A/DEC.2/7/85 portant institution d'un carnet de voyage des États membres de la CEDEAO
- décision A/DEC.2/5/90 portant institution d'une carte de résident des États membres de la CEDEAO
- résolution A/RE2/11/84 relative à l'application de la première étape du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement.

De plus, étant partie au traité instituant l'UEMOA, il s'engage également à favoriser la libre-circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée entre les États membres de cette institution régionale (UEMOA, 1994).

À l'échelle multilatérale, le Sénégal est devenu partie prenante à plusieurs instruments internationaux légiférant sur la thématique migratoire depuis son indépendance. Concernant les droits des réfugiés, il a ratifié la Convention de 1951, son protocole de 1966 et la Convention de 1969 de l'OUA, ancêtre de l'actuelle Union Africaine. Conformément à ceux-ci, il doit accorder un traitement aussi favorable aux réfugiés admis sur son territoire que celui accordé aux nationaux (HCR, 1951, 1966). Il a également adhéré à de nombreuses conventions internationales sur le droit du travail dont celles sur l'abolition du travail forcé, la liberté syndicale et le travail des enfants. En ce qui a trait spécifiquement aux migrations de travail, il est devenu membre en 1999 de la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et les membres de leur famille (ONU, 1990) qui le souscrit à l'obligation de respecter les droits des travailleurs migrants énoncés dans la Convention sans égard à l'origine nationale ou ethnique, le sexe, la religion, les opinions politiques, etc.

En matière de relations bilatérales, le Sénégal ne dispose d'aucun accord relatif aux migrations avec un pays d'Afrique de l'Ouest. Toutefois, des conventions de sécurité sociale ont été signées avec le Mali en 1966 et la Mauritanie en 1973⁵. Il a également souscrit à des ententes de coopération technique avec le Djibouti⁶ et de mobilité des enseignants avec le Gabon en 1982 (Some, 2009:94). Jusqu'en 1999, les accords bilatéraux avec les pays européens sur la question migratoire se circonscrivent surtout à la France avec qui une convention sur la sécurité sociale est signée en 1975 ainsi qu'un accord sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs émigrés en 1981 (Sénégal, 1981).

Comme résultante de l'indépendance du Sénégal, la législation nationale s'est énormément développée de 1960 à 1999. La loi n° 71-10 du 25 janvier 1971 ainsi que son décret d'application n° 71-860 adopté la même année régissent les conditions d'admission et de séjour des étrangers. Ceux-ci stipulent que toute personne a le droit d'entrer sur le

⁵ Cette dernière a fait l'objet de renégociation en 1987.

⁶ Affectation de 40 cadres sénégalais qualifiés pour renforcer l'enseignement et la formation dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

territoire sénégalais muni d'un titre de voyage valide (passeport, carte d'identité) et un visa d'entrée sauf dispense, présenter des garanties de rapatriement (ex : billet aller-retour) et les certificats de vaccination. L'autorisation de séjour est valide pour quatre mois. Les immigrants, c'est-à-dire ceux désirant s'établir au Sénégal au-delà du délai de séjour permis, doivent au préalable avoir en leur possession une autorisation administrative (délivrance d'une carte d'identité d'étranger) garantissant qu'ils répondent aux obligations légales régulant les conditions d'établissement⁷. L'autorisation de séjour ou d'établissement est individuelle mais s'applique aux enfants âgés de moins de 15 ans du demandeur. Pour ceux désirant exercer des activités salariées, ils doivent disposer d'une autorisation administrative valant permis de travail. La loi prévoit que certaines professions puissent être réservées aux nationaux ou bien que leur accès soit limité par décret. Des amendes et des emprisonnements sont applicables si le travailleur étranger exerce une activité rémunérée malgré une autorisation caduque ou une interdiction formelle. Le transit en territoire sénégalais est, quant à lui, permis pour une durée maximum de dix jours.

En matière d'asile, la Commission nationale d'éligibilité au statut de réfugié a été créée en 1968 et est maintenant régie par le décret n°78-484 du 5 juin 1978. Elle est chargée d'émettre des avis sur la reconnaissance du statut de réfugié du demandeur en s'appuyant sur la Convention de Genève de 1951 et celle de l'OUA de 1969. En 1989, le décret de 1978 fut modifié par le décret n° 89-1582 afin de permettre aux Mauritaniens l'attribution d'une carte d'identité de réfugié (valant un titre de voyage et autorisation d'établissement en territoire sénégalais). Ce décret visait à protéger les personnes déplacées suite aux événements survenus à la frontière mauritano-sénégalaise la même année.

La naturalisation des étrangers est encadrée par le code de la nationalité (Loi n° 61-10 du 7 mars 1961 modifiée par la loi n° 89-42 du 26 décembre 1989). L'acquisition de la nationalité sénégalaise est permise si le requérant a résidé au moins 10 ans au Sénégal, ou 5 ans, s'il est marié à un(e) sénégalais(e) ou fait l'objet d'une dérogation spéciale⁸. En vertu de

⁷ Fournir des extraits de l'acte de naissance, du casier judiciaire et un certificat médical. Pour ceux ne désirant pas exercer une activité salariée, ils doivent fournir des preuves de moyens d'existence.

⁸ La dérogation spéciale est permise dans le cas d'un service exceptionnel rendu à la Nation sénégalaise ou à l'exercice d'une profession depuis au moins cinq ans dans l'administration publique.

l'article 16 bis, «la nationalité sénégalaise acquise par décision de l'autorité publique est incompatible avec le maintien d'une autre allégeance». La double nationalité est donc prohibée.

Le droit du travail au Sénégal s'appuie sur les engagements internationaux ratifiés ainsi que sur le Code du Travail (loi n°97-17). En vertu de ce dernier, «est considéré comme travailleur au sens de la présente loi, quels que soient son sexe et sa nationalité, toute personne qui s'est engagée à mettre son activité professionnelle, moyennant rémunération, sous la direction et l'autorité d'une autre personne, physique ou morale, publique ou privée». En conséquence, la reconnaissance implicite d'un traitement égal entre les nationaux et les travailleurs étrangers fait en sorte que le Code de Travail s'applique intégralement à ces derniers. La seule distinction établie entre nationaux et étrangers a trait à l'accession à l'administration ou la direction d'un syndicat qui est permis à un étranger seulement s'il réside au Sénégal depuis 5 ans et que le pays dont il est ressortissant garantit le même droit aux Sénégalais (art.L.9, loi n° 97-17). Selon le dernier rapport du Sénégal remis au Comité de l'ONU sur les travailleurs migrants, ceux-ci ont droit au regroupement familial, au logement et au transport de la famille depuis le pays d'origine, et ce à la charge de l'employeur. Ils bénéficient des mêmes droits que les nationaux en matière de sécurité sociale et les pensions de retraite peuvent être perçues sans égard au lieu de résidence (Sénégal, 2009:10-11). Enfin, si les droits du travailleur migrant ne sont pas respectés, celui-ci peut solliciter l'Inspection du Travail afin de parvenir à un règlement à l'amiable. En absence d'un tel accord, il peut alors intenter un recours devant le Tribunal du Travail (Fall, 2003:29).

Les questions d'émigration ont surtout fait l'objet d'initiatives législatives à partir des années 1990, à l'exception de la suppression du visa de sortie pour les nationaux en 1981 (Fall, 2003:14). Le décret n° 91-041 du 16 janvier 1991 portant création d'un Comité de coordination de la politique en faveur des émigrés a pour but «d'assurer la coordination de la politique en matière d'émigration. Il est chargé de définir les orientations de la politique gouvernementale concernant les conditions de séjour dans les pays d'accueil, la maîtrise des flux migratoires et la réinsertion des émigrés». Le conflit mauritano-sénégalais de 1989 a également suscité l'adoption de la loi n° 91-15 du 16 janvier 1991 relative à la reconstitution des actes de l'état civil des ressortissants sénégalais rapatriés de la Mauritanie. Enfin, un Conseil supérieur des Sénégalais de l'Extérieur a été créé en 1995 pour formuler des

recommandations quant à l'élaboration et l'application des politiques d'émigration, examiner les principales préoccupations des Sénégalais à l'étranger et lors de leur retour au Sénégal.

2.4 La gestion migratoire de 2000-2012

À partir des années 2000, comme l'étude de Kabbanji le démontre, l'UE se voit accorder un rôle plus important dans la gestion régionale des migrations au sein de la CEDEAO. À partir de cette période, le Sénégal prend part à un processus consultatif régional en partenariat avec l'OIM⁹ qui se consolide par l'adoption de déclarations et de positions communes intégrant davantage les enjeux des migrations interrégionales. La Déclaration de Dakar relative à la participation des migrants au développement de leurs pays d'origine est adoptée en 2000 par tous les gouvernements de l'Afrique de l'Ouest incluant le Sénégal. Les domaines clefs de discussion portent sur la protection des droits des migrants, la promotion de leur contribution au développement des pays d'origine, la réduction de la pauvreté dans les zones d'émigration, sensibilisation et recherche sur les migrations en Afrique de l'Ouest et la coopération intra et interrégionale. Ce dialogue s'inscrit tout à fait dans le nouvel agenda migratoire de la CEDEAO où les priorités sont calquées sur celles de l'UE. En matière de libéralisation de la circulation des personnes, le Sénégal a adopté le passeport de la CEDEAO en juillet 2002¹⁰ ainsi que la loi n° 2004-25 du 26 juillet 2004 autorisant le Président à ratifier la convention relative à la reconnaissance des diplômes, grades, certificats et autres titres dans les États membres de la CEDEAO, adoptée à Dakar le 31 janvier 2003. Il a également pris part au Plan d'action régional de lutte contre la traite des personnes élaboré à Accra et validé par les chefs de gouvernements de la CEDEAO à Dakar en 2002. Enfin, il a adhéré à l'approche commune de la CEDEAO de 2008. Rappelons que celle-ci intègre les thématiques

⁹ Dialogue sur les migrations en Afrique de l'Ouest (MIDWA).

¹⁰ Il fut impossible de trouver la source légale dans le Journal officiel de la République puisqu'il couvre seulement les instruments légaux adoptés entre novembre et décembre 2002. Cette information se base sur la concordance de plusieurs articles de la presse sénégalaise relatant la nouvelle de l'adoption du passeport régional en juillet 2002. Voir Fall, «Sénégal: Nouveau passeport Cedeao: le Sénégal cède après sept ans de résistance», *Sud Quotidien* (Dakar), 18 juillet 2002. En ligne. <<http://fr.allafrica.com/stories/200207180321.html>>. Consulté le 13 avril 2013.

relatives à la migration légale vers les autres régions du monde et de ses effets positifs sur le développement, la lutte contre le trafic des personnes et la prise en compte du genre dans les migrations. Elle vise aussi la mise en cohérence des politiques migratoires des États de la CEDEAO avec les politiques de développement sectorielles ainsi qu'avec les politiques économiques, migratoires, et d'aide au développement des pays du Nord (CEDEAO, 2008:5-6).

Au niveau multilatéral, l'année 2000 est marquée par l'adhésion du Sénégal à l'accord de Cotonou. En conséquence, les dispositions de l'article 13 s'appliquent également à sa législation nationale. Comme nous avons mentionné dans la première partie, celles-ci prévoient la réadmission de ses propres ressortissants en situation d'irrégularité dans un pays d'accueil, l'adoption de stratégies de réduction de pauvreté dans le but de «normaliser» les flux migratoires et émet la possibilité de négocier, à la demande d'une partie, la réadmission des ressortissants de pays tiers. En 2003, il est aussi devenu partie prenante à la Convention sur la criminalité transnationale et ses protocoles additionnels relatifs à la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et au trafic illicite de migrants par terre, air et mer.

Depuis la dynamisation des relations bilatérales hispano-sénégalaises, le Sénégal a multiplié les accords formels et non formels avec les pays européens sur la question des migrations ou de la coopération au développement. Il a ainsi ratifié en 2008 un accord de gestion concertée des flux migratoires avec la France en vue de faciliter la mobilité vers la France pour les étudiants ou professionnels qualifiés sénégalais et de renforcer la coopération quant à la surveillance des frontières¹¹ et la réadmission des ressortissants sénégalais irréguliers (Sénégal, 2008c). Un accord de coopération avec l'Italie a été signé en décembre 2010 et un accord de réadmission des ressortissants sénégalais irréguliers était aussi en cours

¹¹ Le projet «le Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP - Projet de modernisation de la police sénégalaise) a vocation à prendre en compte l'établissement d'un partenariat technique opérationnel en matière de contrôle aux frontières entre les services compétents des deux pays. Ils [la France et le Sénégal] conviennent en outre d'étudier les possibilités de réaménagement du projet, pour financer de nouvelles actions, par exemple la mise en place d'unités mobiles de patrouille sur le littoral selon des modalités à arrêter conjointement» (art.4). *Accord relatif à la gestion concertée des flux migratoires entre la France et le Sénégal*. ministère des Affaires Étrangères. 2008, Dakar

de négociation selon le rapport de la Commission européenne de 2008 (Commission européenne, 2008:51). Il a été impossible de vérifier si cet accord a finalement été conclu mais il est probable, qu'à l'instar de l'entente avec l'Espagne, ils aient privilégié des moyens informels de mise en œuvre de réadmission. Il faut d'ailleurs rappeler qu'en faisant avorter un projet d'accord semblable avec la Suisse en 2003 (Di Bartolomeo, Fakhoury et Perrin, 2010:7), l'opinion de la société civile a un pouvoir non-négligeable et est fortement défavorable aux accords de réadmission.

La législation nationale est particulièrement marquée par une volonté d'un contrôle plus grand sur les migrations prenant origine, transitant, ou arrivant sur le territoire sénégalais. Elle est notamment caractérisée par une préoccupation grandissante envers la question de la traite des migrants. C'est dans ce contexte, et suite à la ratification de la Convention sur la criminalité internationale et l'adoption du Plan régional sur la traite des personnes de la CEDEAO, que le Sénégal a adopté la loi n° 2005-06 du 10 mai 2005. La loi sénégalaise exprime clairement que «le Sénégal, en raison de sa position géostratégique, risque de devenir un pays d'origine, de transit et de destination des femmes et des enfants victimes de la traite». Conformément au chapitre II portant sur le trafic des migrants, les infractions liées à la migration clandestine organisée par terre, mer et air ainsi que la falsification, la fraude ou la contrefaçon de visas et titres de voyages sont punies de cinq à dix ans d'emprisonnement et d'une amende de 1 000 000 à 5 000 000 francs CFA, que le territoire sénégalais ait servi de zone d'origine, de transit ou de destination (chap.2, art. 4 et 5). Les victimes d'une telle infraction sont protégées de toute poursuite et condamnation, toutefois, toute personne majeure qui participe à la réalisation de l'activité illégale en connaissance de cause n'est pas considérée comme une victime. Plus récemment, il a été mis en place un système intégré de contrôle de l'immigration dans les aéroports internationaux ainsi qu'une redevance de sécurité incluse dans les billets d'avion qui permet de financer ce dispositif. Il consiste en un système de contrôle biométrique de l'identité des passagers qui entrent et sortent du territoire sénégalais (décret n° 2012-519). Une cellule nationale de lutte contre le trafic des personnes, en particulier des femmes et des enfants a également été créée en 2010 (arrêté primatorial n° 9051). Elle a comme objectifs de dénoncer, de mettre en place des structures régionales et

des projets de sensibilisation ainsi que de proposer toute réforme législative ou administrative concernant la lutte contre la traite des personnes.

En matière de réfugiés, un Comité national chargé de la gestion de la situation des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées a été mis en place par l'adoption du décret n° 2003-291 du 8 mai. Celui-ci a comme mission de suivre les situations d'urgence affectant les Sénégalais de l'extérieur ; de mettre en œuvre les mesures propres pour faire face à ces situations ; de planifier, coordonner et conduire toutes les opérations de rapatriement des Sénégalais de l'extérieur ; de planifier, coordonner et conduire toutes les opérations d'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées ; d'apporter l'assistance nécessaire aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées ; de favoriser l'insertion, la réinsertion et la réintégration des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la communauté nationale ; de faciliter la réinsertion des rapatriés et personnes déplacées ; de proposer au Président de la République les décisions en matière d'obtention de statut de réfugié (art.5). La Commission nationale d'éligibilité au statut de réfugié est rattachée au décret de 2003 mais demeure régie par le décret n°78-484 du 5 juin 1978.

Enfin, constatant les dysfonctionnements du Conseil supérieur des Sénégalais de l'Extérieur créé en 1995, un nouveau décret a été adopté en 2010 (n° 2010-241). Les modes de nomination et d'élection ainsi que la présidence ont été revus dans le but de permettre un fonctionnement régulier de l'institution dont la mission consiste à évaluer les besoins des Sénégalais installés à l'étranger (Sénégal, 2010b). De plus, en 2008 a été créé le Fonds d'Appui à l'investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE) qui se charge de mieux capter le potentiel de développement que représentent les transferts de fonds des émigrés par la régulation des investissements des émigrés dans le pays d'origine.

En passant en revue les différentes institutions impliquées dans la gestion migratoire, les engagements internationaux et le cadre législatif national, nous pouvons tirer quelques grandes lignes d'orientation de l'actuelle politique migratoire au Sénégal et faire ressortir quelques changements majeurs avec la période précédant les années 2000. Au niveau régional, la période de l'indépendance à 1999 correspond sans aucun doute à la consolidation de la législation entourant la libre-circulation, le droit de résidence et d'établissement, processus auquel le Sénégal a participé activement en ratifiant la majorité des instruments

régionaux. Ces développements législatifs contrastent avec ceux entamés durant les années 2000 où les mécanismes de libéralisation de la circulation des personnes adoptés au Sénégal sont nettement moins nombreux. Le processus régional est davantage marqué par l'adoption d'instruments juridiques non contraignants tels que l'approche commune et qui tiennent compte des enjeux de migrations interrégionales. Ce contexte s'accompagne au Sénégal d'une augmentation importante des accords bilatéraux en matière migratoire avec certains pays européens notamment l'Espagne, l'Italie et la France. L'Espagne, est la première à initier ce type de coopération migratoire avec le Sénégal. La bilatéralisation de la gestion migratoire à partir des années 2000 et l'insertion d'acteurs européens ont un impact substantiel sur la législation nationale adoptée depuis. En effet, la migration irrégulière occupe une place prépondérante et est surtout entendue dans une perspective Sud-Nord. Elle est traitée sous les angles de la sensibilisation de la population, du renforcement du contrôle frontalier et de la promotion du développement comme alternative au départ à l'étranger. La prédominance du développement dans les enjeux concernant l'émigration des Sénégalais laisse également croire à une préoccupation croissante pour l'émigration vers l'Europe plutôt que vers la sous-région où les niveaux de développement économique sont sensiblement les mêmes. La question de l'émigration fait l'objet d'un dispositif légal assez important et relativement récent. Elle est surtout abordée par la promotion de la migration légale, de la mise en place de structures et programmes favorisant l'investissement des émigrés dans le pays d'origine et l'accompagnement et l'incitation au retour volontaire comme facteur de développement national. La législation nationale concernant la promotion et la régulation de l'immigration semble avoir stagné et plutôt cédé la place à un renforcement des mesures administratives et législatives en ce qui concerne la problématique de la traite des personnes. Les prochains chapitres tenteront d'approfondir l'analyse de la gestion migratoire au Sénégal en démontrant, qu'en plus d'un cadre législatif de plus en plus calqué sur les priorités européennes, sa mise en œuvre est restreinte et à plusieurs égards dysfonctionnelle, ce qui compromet la possibilité que les ressortissants de l'espace CEDEAO puissent jouir de leurs droits communautaires.

CHAPITRE III

LA GESTION DES FLUX MIGRATOIRES : UN CADRE LÉGISLATIF À PORTÉE LIMITÉE

Ce chapitre a comme objectif d'analyser la mise en œuvre du cadre législatif des flux migratoires présenté dans le chapitre précédent. Il s'agit d'évaluer comment s'appliquent les conditions d'entrées et de sorties des étrangers et des ressortissants sénégalais et quelles sont les principales avancées et lacunes dans la gestion des flux migratoires. Nous débuterons par l'étude de la mise en pratique du droit de libre-circulation aux frontières sénégalaises. Nous exposerons ensuite la réalité du droit d'asile au Sénégal. Puis, nous terminerons avec l'analyse des politiques en matière de régulation des flux d'émigration et de protection des émigrés sénégalais à l'étranger.

3.1 Le droit de libre-circulation pour les ressortissants des pays membres de la CEDEAO

Tout d'abord, malgré la ratification du protocole de 1979 et son incorporation dans le droit national, la dispense de visa ne constitue pas un traitement préférentiel que pour les ressortissants de la CEDEAO. Jusqu'à récemment, elle s'appliquait à tous les citoyens des pays de l'Union européenne ainsi qu'à quatorze autres pays desquels le Canada faisait partie¹. Depuis le 1^{er} janvier 2013, le Sénégal a cependant mis en place la réciprocité des visas, c'est-à-dire qu'il exige des visas à tout ressortissant des pays qui exigent l'équivalent pour les Sénégalais. Cette mesure sera officiellement effective en juillet prochain (Frenk, 2012). La non exigence de visa sera maintenue probablement que pour les États membres de la

¹ Afrique du Sud, Algérie (détenteur de passeport officiel algérien), Canada, Centrefrique, République populaire de Chine, Congo, États-Unis, île Maurice, Israël, Japon, Maroc, Tunisie, Iran (passeport diplomatique).

CEDEAO qui, du fait de l'adoption du protocole de 1979, n'exigent pas de visa aux Sénégalais.

La libre-circulation est le droit communautaire connaissant l'application la plus effective au sein de la CEDEAO (Adepoju, 2009 ; Kabbanji, Piché et Ouédraogo, 2005). Au Sénégal, les différents intervenants rencontrés au BIT, à la RADDHO, à l'OIM, à l'AMLD et à AI² affirment en effet que le principe de libre-circulation est relativement respecté bien que certaines tracasseries aux frontières soient toujours constatées. Pour Ndiaye de l'organisation AMLD et responsable d'un projet sur la promotion de l'application des protocoles de la CEDEAO au Sénégal, il existe une volonté politique de promouvoir la libre-circulation en Afrique de l'Ouest, le problème réside davantage dans la méconnaissance et l'incapacité des autorités chargées d'appliquer les droits communautaires. Selon elle, il subsiste un manque important de ressources matérielles, financières et humaines. Les conditions de travail parfois difficiles pour les agents frontaliers (notamment un salaire peu élevé) favorisent la tentation de corruption. Les tracasseries frontalières sont exacerbées dans les zones les plus sollicitées et aux frontières multiples telles que la Casamance, bordée au Nord par la Gambie, au Sud par la Guinée-Bissau et au Sud-Est par la Guinée-Conakry. Cette région, selon Ndiaye, est particulièrement problématique pour la garantie de la libre-circulation. Le conflit qui perdure entre le gouvernement du Sénégal et le mouvement séparatiste rebelle des forces démocratiques de Casamance (MFDC) engendre un climat d'insécurité justifiant la présence des militaires et l'augmentation des contrôles d'identité sur les axes routiers. Ce contexte crée un environnement propice à la corruption des agents et des militaires et à la conséquente non-application du protocole de libre-circulation. Le projet de *Renforcement des capacités des acteurs étatiques et non-étatiques intra-régionaux sur la libre-circulation, le droit de résidence et d'établissement dans le cadre de la CEDEAO* mis en place par l'AMLD et financé par le fonds «Migration et Développement» de la CEDEAO et de l'Espagne vise à collecter des données, informer et former les autorités publiques (gendarmerie, autorités frontalières, agents consulaires) ainsi que la population aux dispositions communautaires et

² Federico Barroeta pour le BIT, Sadikh Niass pour la RADDHO, Sia Bathily et Lamine Daffe pour l'OIM, Khar Ndiaye pour l'AMLD et El Hadji Abdoulaye Seck pour Amnistie internationale.

aux moyens de leur mise en œuvre. Par exemple, il s'agit de sensibiliser les communautés immigrantes à leur droit de franchir la frontière sénégalaise en présentant un document de voyage (carnet de voyage CEDEAO, passeport régional ou passeport national) et un certificat de vaccination sans devoir payer une «taxe douanière» à l'agent frontalier³. Des représentants de l'OIM ont également soulevé l'absence problématique de l'enregistrement des entrées et des sorties aux frontières communes avec les pays ouest-africains limitrophes, ce malgré l'existence de postes frontaliers, et la conséquente rareté des données fiables sur le nombre de ressortissants étrangers au Sénégal⁴. L'absence d'un système d'enregistrement des entrées et sorties aux frontières sénégalaises à l'intérieur du continent contraste avec les mesures de contrôle à la frontière maritime où des technologies plus avancées, tel que le contrôle biométrique, sont mises à la disposition des autorités frontalières.

Lors du séjour de recherche au Sénégal, dix personnes ressortissantes d'un pays membre de la CEDEAO ont été interrogées sur leur parcours migratoire et notamment sur les conditions de passage aux frontières. Les immigrants rencontrés ont confirmé l'existence de certains actes de corruption dans les zones frontalières. Si le franchissement des frontières sénégalaises ne pose pas de problèmes majeurs pour la majorité d'entre eux, il semble que le paiement d'une petite somme (entre 1000 et 3000 francs CFA) aux agents douaniers soit une pratique commune et que le prix demandé varie en fonction de la possession ou non de la carte d'identité, et quelques fois de la nationalité de l'individu. Par exemple, les trois Nigériens rencontrés ont confirmé avoir payé un montant de 1000 francs CFA aux frontières et l'un d'eux a affirmé que l'agent douanier avait explicitement mentionné le caractère ethnique comme facteur expliquant le paiement de cette somme⁵.

³ Entretien du 22 mars 2012, Khar Ndiaye, Chargée de projet AMLD, Dakar.

⁴ Entretien du 27 mars 2012, Lamin Daffe et Sia Bathily, OIM, Dakar.

⁵ Entretien du 31 mai 2012, Emmanuel*, John*, Kingsley*, Camp pénal de Liberté VI, Dakar.

Ceci est d'ailleurs confirmé par Lombard et Choplin lors de leur étude de terrain sur les axes frontaliers de la Mauritanie, le Mali et le Sénégal :

«entre Dakar et Kayes, de jeunes Nigériens ont fait l'objet d'un incessant racket à chaque poste de contrôle. Bien qu'appartenant à un pays de la CEDEAO, ces voyageurs anglophones étaient perçus comme étrangers à la région et par conséquent se retrouvaient dans une situation de fragilité facilement exploitable» (Lombard et Choplin, 2010).

En contrepartie, les cinq Guinéens interrogés ont précisé qu'ils n'ont pas rencontré de problèmes au point d'entrée de Kédougou car ils possédaient leurs papiers d'identité, à l'exception d'un seul qui a dû lui aussi payer une somme de 1000 francs CFA pour entrer au Sénégal sans papiers d'identité⁶. Ayant séjourné au Togo, Ghana, Burkina et Mali avant d'arriver au Sénégal, Hervé, un ivoirien d'origine, a mentionné qu'on lui extirpait quelques francs à chaque passage aux frontières. Il précisait que les montants auraient été plus élevés s'il n'avait pas possédé son certificat de vaccination et son passeport⁷. Pour Lombard et Choplin, «ces espaces frontaliers d'échanges, de transit, de commerce, de trafics, adossés à la limite physique et psychologique que représente la frontière, sont placés sous haute surveillance. Les populations migrantes sont sujettes à contrôle» (Lombard et Choplin, 2010).

Afin de pallier au racket sur les axes routiers intrarégionaux, le Conseil des ministres de la CEDEAO a adopté une résolution visant à ce que tous les États membres prennent les mesures requises pour réduire les postes de contrôle sur les routes inter-États (CEDEAO, 1990c). Les routes au Sénégal concernées par les dispositions régionales sont : le corridor Dakar-Bamako divisé en deux voies soit Kidira (Sénégal)-Kayes (Mali) au Nord et Kédougou (Sénégal)-Saraya (Mali) au Sud, le corridor Dakar-Conakry et le corridor Dakar-Banjul. Le ministère des Infrastructures et des Transports du Sénégal constatait en 2012 que le corridor Dakar-Bamako, à titre d'exemple, connaissait encore des dysfonctionnements majeurs et parmi ceux-ci il note la présence d'un nombre élevé de points de contrôle ainsi

⁶ Entretien 1 : 31 mai 2012, Amadou*, Fodé*, Ibrahima*, Souleymane*, Camp pénal de Liberté VI, Dakar. Entretien 2 : 11 avril 2012, Ibrahim*, Marchand de fruits Sacré Cœur III, Dakar.

⁷ Entretien du 11 mai 2012, Hervé*, Kafountine, Sénégal.

que la non application des conventions de transport TRIE et TIE⁸ dont le Sénégal est partie prenante (Sénégal, 2010a). Par ailleurs, le dernier rapport de l'Observatoire pour les Pratiques anormales de l'UEMOA (OPA) soulignait que les efforts mis de l'avant par le Sénégal les années précédentes semblent avoir ralenti en 2012. Une légère augmentation des contrôles sur les axes routiers et des perceptions illicites par les agents douaniers est constatée. Selon le rapport, la collecte illégale de sommes d'argent au Sénégal est trois fois supérieure à celle enregistrée au Togo et au Ghana, deux pays en meilleure posture quant au respect de la libre-circulation aux frontières. Les tracasseries sont surtout imputables à la Police Nationale et à la Douane, dont les contrôles ont considérablement augmenté en 2012, alors que la Gendarmerie fait meilleure figure (Observatoire des Pratiques Anormales, 2012).

Enfin, en ce qui concerne les sorties non-volontaires des ressortissants d'un pays de la CEDEAO, Abdoulaye Seck d'AI mentionne qu'il est plutôt question d'expulsions que de refoulements aux frontières, bien que certains cas de refoulement aient aussi été constatés. L'expulsion est souvent le résultat d'une condamnation en vertu du droit pénal sénégalais et pose donc l'épineuse question de la légitimité d'une double peine pour les étrangers⁹. Par ailleurs, le rapport alternatif de la société civile sur les droits des travailleurs migrants note qu'il est impossible de déterminer le nombre d'étrangers ayant été expulsés du Sénégal et que cette situation serait due soit à une inexistence des données ou à une directive de non-publication (2010b).

3.2 Le droit d'asile

Le Sénégal a l'obligation d'accueillir les demandeurs d'asile sur son territoire en vertu du principe de non-refoulement et d'étudier leur requête (Convention relative au statut de réfugiés, art. 33). C'est la Commission nationale à l'éligibilité du statut de réfugié qui étudie

⁸ La Convention TIE de la CEDEAO (1982) relative au transport routier inter-États vise à supprimer les excès de contrôle routiers et garantir une autonomie d'approvisionnement pour les pays sans littoral. La Convention TRIE (1982) relative au transit routier inter-États des marchandises de la CEDEAO vise à faciliter le transport des marchandises au sein de l'espace communautaire.

⁹ Entretien du 7 mars 2012, El Hadji Abdoulaye Seck, coordonnateur chargé de la mobilisation et de la formation, Amnistie internationale, Dakar.

les demandes. Selon Abdoulaye Seck d'AI, la Commission est relativement accessible pour tous les demandeurs d'asile, ce sont surtout les délais très longs qui constituent une entrave au processus, celui-ci peut s'étendre sur plusieurs années. Le gouvernement sénégalais peut reconnaître le statut de réfugié *prima facie* pour garantir un minimum de protection en attendant d'une réponse de l'étude du dossier individuel. La reconnaissance *prima facie* n'a été accordée qu'en 1989 pour les Mauritaniens et n'a pas été appliquée de nouveau depuis. Il peut y avoir une accélération du traitement de la demande lorsqu'un conflit prévaut dans le pays d'origine comme ce fut le cas pour le Libéria, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire. Lorsque l'avis de la Commission est favorable à l'octroi du statut de réfugié, le décret devient impératif avec la signature présidentielle et une carte de réfugié est alors émise et vaut comme passeport. Selon un rapport alternatif de la société civile, le taux de reconnaissance du statut de réfugié de la Commission est extrêmement faible (RADDHO, WARIPNET, 2010b:43). La grande majorité des réfugiés au Sénégal est d'origine mauritanienne. Découlant du conflit sénégal-mauritanien de 1989, un nombre important de Mauritaniens noirs ont fui vers le Sénégal. L'appel de la Mauritanie pour rapatrier ses ressortissants réfugiés au Sénégal a mené à la conclusion d'un accord tripartite entre ceux-ci et le HCR en novembre 2007 (Di Bartolomeo, Fakhoury et Perrin, 2010). Sur la base de cet accord, plus de 20 500 réfugiés mauritaniens ont regagné leur pays d'origine depuis 2008 (HCR, 2010:113-117). Le nombre total de réfugiés se situait autour de 20 500 en 2010 alors que le nombre de demandeurs d'asile était estimé à 2694 en 2008 (Some, 2009:49-51).

Les intervenants rencontrés à Dakar ont souligné diverses problématiques relatives aux demandes d'asile et leur traitement. Tout d'abord, Charlotte Sarr du Bureau d'orientation social du HCR note que la Commission ne motive pas les rejets de statut et cela ne permet pas de bien définir la politique d'asile du Sénégal¹⁰. AI critique également le fait que ce soit la Commission qui soit aussi l'instance d'appel en cas de refus de la demande et plaide pour transférer plutôt ces pouvoirs à la Cour d'appel¹¹. Selon la RADDHO, la loi sur les réfugiés

¹⁰ Entretien du 5 mars 2012, Charlotte Sarr, Bureau d'orientation sociale, Dakar.

¹¹ Entretien du 7 mars 2012, El Hadji Abdoulaye Seck, coordonnateur chargé de la mobilisation et de la formation, Amnistie internationale, Dakar.

devrait être modifiée afin d'améliorer le fonctionnement de la Commission et accroître son ouverture aux observateurs indépendants et aux recommandations de la société civile¹². Le traitement des demandes d'asile est également complexifié par le cumul des demandes dans plusieurs pays. La fluidité des mouvements de population dans la sous-région fait en sorte qu'un demandeur d'asile peut déposer une requête à la fois au Sénégal et dans un ou plusieurs pays à proximité. Cela rend les autorités sénégalaises réticentes à octroyer le statut de réfugié puisque ces déplacements s'apparentent à des migrations temporaires plutôt qu'à une tentative de réinstallation dans un pays tiers¹³. Cette situation démontre l'absence flagrante de coordination entre les différentes politiques d'immigration et d'asile en Afrique de l'Ouest. En contrepartie, au sein de l'UE, la Convention de Dublin prévoit que la décision nationale suite à une demande d'asile est applicable à tous les pays membres afin d'éviter le *asylum-shopping*. Par ailleurs, il n'existe pas de régime de protection formelle pour un demandeur d'asile en attente de statut de réfugié. Considérant les délais de traitement des demandes au Sénégal, cela aggrave la vulnérabilité de ces populations. Les églises agissent comme intervenants de première ligne pour l'assistance à ces communautés. Le PARI, organisation chrétienne, est né en 1995 suite aux conflits en Sierra Leone et au Libéria qui ont poussé les populations à fuir vers le Sénégal et trouver refuge auprès des paroisses. Il fournit de l'assistance médicale, psychologique, financière et logistique. Il apporte notamment un soutien au démarrage de petits projets générateurs de revenus dans le secteur informel telle que la vente de cartes d'appel. Depuis quelques années, la relative stabilité de la sous-région explique la diminution des effectifs, toutefois selon M. Sarr, celle-ci est contrebalancée par l'augmentation des migrations mixtes, i.e motivées à la fois par des facteurs économiques et politiques¹⁴.

Enfin, les dysfonctionnements de la politique d'asile au Sénégal rendent peu envisageable l'obtention d'un statut de réfugié pour une personne ressortissante de la CEDEAO s'il ne survient pas un conflit national dans le pays d'origine. Ces entraves incitent

¹² Entretien du 21 février 2012, Sadikh Niass-Chargé du programme réfugiés et personnes déplacées, RADDHO, Dakar.

¹³ Entretien du 5 mars 2012, Charlotte Sarr, Bureau d'orientation sociale, Dakar.

¹⁴ Entretien du 14 février 2012, Aloïse Sarr, directeur du PARI, Dakar.

les individus à opter plutôt pour une immigration économique et explique en partie la complexe mixité des flux migratoires en Afrique de l'Ouest.

3.3 Entrées et sorties des ressortissants sénégalais et protection de leurs droits à l'étranger

Préalablement, nous avons vu que le Sénégal a été particulièrement dynamique dans le domaine des politiques régissant les flux d'émigration des Sénégalais depuis les années 1990. Selon la lettre de politique sectorielle du ministère des Sénégalais de l'Extérieur, les objectifs visés sont le recensement exhaustif des Sénégalais établis à l'étranger, l'amélioration de la protection sanitaire, de l'assistance juridique, de la sécurité sociale, du suivi de l'habitat pour la population émigrée, l'allègement des formalités économiques et douanières et la promotion de leur retour et/ou investissement au pays (Sénégal, 2006c). L'abolition du visa de sortie du territoire pour les ressortissants sénégalais en 1981 a favorisé l'augmentation de l'émigration. En 2003-2004, le Sénégal estimait à 648 600 le nombre de ses ressortissants établis à l'étranger¹⁵. Toutefois, ces statistiques varient en fonction des taux d'immatriculation et des différentes sources utilisées. Selon l'OIM, le taux d'immatriculation serait de 33%, l'Afrique affichant le taux le plus faible (18,9%) et l'Europe le taux le plus élevé (66%). Depuis les années 2000, il est estimé que plus de la moitié des émigrants sénégalais opèrerait pour des destinations à l'extérieur de l'Afrique, dont 82% de ceux-ci s'établiraient en Europe (Some, 2009:53-54).

Dans le chapitre précédent, nous avons souligné quelques mutations au sein du ministère des Sénégalais de l'Extérieur ces dernières années, dont la redynamisation du Conseil supérieur des Sénégalais de l'Extérieur et la création du FAISE (Fonds d'Appui à l'investissement des Sénégalais de l'Extérieur) en 2008. Depuis sa création et jusqu'en 2011, le FAISE a financé 65 projets de Sénégalais expatriés à la hauteur de 330 millions francs CFA dans les domaines principalement de l'élevage, l'artisanat, l'agriculture et dont la majeure partie provenait de Sénégalais établis en Italie (Sénégal, 2011b). La mission du FAISE s'inscrit dans une logique de codéveloppement qui est fortement encouragée par les

¹⁵ Statistique citée dans la lettre de politique sectorielle du Sénégal et reprise dans le rapport de l'OIM de 2009 rédigé par Some.

accords de coopération avec la France, l'Italie et l'Espagne. De plus, un projet de recensement des Sénégalais à l'étranger est actuellement en consolidation et vise à mettre en place «un système de collecte et de gestion des données en vue d'une meilleure utilisation des ressources humaines, matérielles et financières des expatriés sénégalais». Ce projet a bénéficié d'une aide financière de 100 millions de francs CFA grâce au budget consolidé d'investissement (BCI) et il a également été sélectionné par le fonds CEDEAO-Espagne comme projet visant le renforcement des capacités en matière de gestion migratoire (Sénégal, 2011b). Selon les recommandations du rapport ACP, il est fondamental que le Sénégal prenne également en compte les impacts négatifs des transferts de fonds, notamment en ce qui concerne l'éventuelle exacerbation des inégalités sociales et la rupture des liens sociaux sur lesquels se basent originellement la gestion locale. Une plus grande insertion des acteurs de coopération décentralisée serait à privilégier (Ponce, 2010). Federico Barroeta du BIT abondait dans le même sens et affirmait que les décisions entourant les migrations de retour doivent être réfléchies en fonction de la réintégration sociale et professionnelle des migrants. De plus, il précisait, tout comme Thiam de l'organisation espagnole CEPAIM, que les programmes de migration de retour étaient peu populaires chez les émigrés sénégalais en Espagne en raison de leur obligation de renoncer à leur carte de séjour pour une durée de trois ans¹⁶. Par ailleurs, il faut prendre en compte le scénario voulant que la facilitation des transferts de fonds et des investissements augmente la propension à émigrer par la valorisation d'un mode de vie plus aisé à l'étranger qui contribue à accentuer la représentation idéaliste de l'Europe que se font les populations restées au pays.

Les objectifs liés à la protection sociale et juridique des émigrés sénégalais sont probablement ceux ayant connu le moins d'avancées. Un document conjoint du Ministère des Sénégalais de l'Extérieur et du BIT a permis d'obtenir un état des faits et de soulever quelques recommandations pour améliorer la protection des ressortissants sénégalais à l'étranger (Toukara, 2009). Il conclut, à l'instar des autres rapports institutionnels, à une absence de coordination des institutions gouvernementales en matière de migrations ainsi

¹⁶ Entretien 1 : 20 mars 2012, Federico Barroeta, BIT, coordonnateur de projet migrations de main d'œuvre, Dakar. Entretien 2 : 2 février 2012, Mam Bargane Thiam, représentant de la fondation CEPAIM au Sénégal, Dakar.

qu'à l'absence d'une politique migratoire et la faible fiabilité des statistiques concernant la diaspora sénégalaise. Le nombre limité de conventions bilatérales sur la sécurité sociale¹⁷ et surtout l'absence d'une convention de ce type en Afrique de l'Ouest sont déplorés. Selon Tounkara, la seule convention bilatérale de sécurité sociale effectivement mise en œuvre est celle ratifiée avec la France (Tounkara, 2009:24). De plus, le rapport relève la problématique de la non mention des conditions de travail minimum à l'étranger dans le Code du Travail, et la non prise en compte de celles-ci dans la négociation des accords de migration légale signés avec les partenaires européens. Enfin, il est suggéré au Sénégal de ratifier la Convention de 2006 instituant la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES)¹⁸ qui prévoit l'établissement d'une sécurité sociale pour assurer la protection des travailleurs migrants, de mettre en place des bureaux d'appui des Sénégalais de l'Extérieur (BASE), de réformer la législation nationale de protection sociale en abolissant la clause de territorialité pour les bénéficiaires, et conclure des accords bilatéraux sur la protection sociale avec les principaux pays d'accueil ainsi que renégocier ceux déjà existants (Tounkara, 2009 26-39). Selon la Direction des affaires sociales du Sénégal, en 2009, sur 186 requêtes d'aide sociale déposées par des Sénégalais à l'étranger, seulement 59 demandes ont pu être satisfaites faute de moyens financiers. En parallèle, la même année, la Direction des affaires sociales lançait une vaste campagne de communication pour sensibiliser à l'émigration irrégulière ainsi que le projet de recensement des Sénégalais de l'extérieur pour «une meilleure utilisation des ressources humaines, matérielles et financières des expatriés sénégalais» (Sénégal, 2011b).

Comme nous avons expliqué en première partie et dans le chapitre précédent, le Sénégal s'est doté d'une loi en 2005 qui pénalise la migration clandestine organisée. Néanmoins, ce délit ne semble pas avoir fait l'objet d'accusation depuis quelques temps. En effet, à l'instar

¹⁷ Trois sont actuellement en vigueur avec la France, la Mauritanie et le Mali. Le rapport relève que les accords signés avec l'Espagne pour les travailleurs temporaires et saisonniers ne comportent pas de dispositions quant à la protection sociale de ces derniers.

¹⁸ Le Sénégal a signé la Convention adoptée à Dakar en 2006 mais ne l'avait toujours pas ratifié en 2009, année de publication du rapport du BIT. Actuellement, le site officiel de la CIPRES (<http://www.lacipres.org/>) mentionne le Sénégal comme membre de la Convention mais le Journal officiel de la République du Sénégal n'a pas publié, jusqu'à ce jour, un décret officialisant la ratification de la Convention.

des études de Robin et Ndiaye (2009), M. Amadou Diallo directeur du camp pénal de Liberté VI à Dakar nous confirmait lors d'une rencontre qu'il n'avait pas enregistré de condamnation pour migration, émigration ou immigration clandestine depuis au moins cinq ans¹⁹. Selon la RADDHO, la loi 2005 devait pallier le vide juridique entourant la migration clandestine des Sénégalais en raison de l'absence d'un visa de sortie. Toutefois, en visant des problèmes distincts tels que la traite des personnes, la mendicité et la migration irrégulière, la loi non seulement ne comble pas le vide juridique mais crée un flou juridique important et entraîne une confusion entre traite et migration²⁰ (RADDHO, WARIPNET, 2010b). De plus, puisque toute personne majeure qui participe à la réalisation de l'activité illégale en connaissance de cause n'est pas considérée comme une victime (art.12), cette loi ne protège donc pas les migrants en situation d'irrégularité ayant eu recours aux services d'un passeur ou rabatteur. En fait, il demeure critiquable que le droit sénégalais ne s'est toujours pas préoccupé de définir le concept de migration irrégulière pour éviter des arrestations et détentions arbitraires ainsi que des confusions sémantiques comme celles survenues lors des accusations pénales après les événements de 2006 et soulevées par l'étude de Robin et Ndiaye²¹. Ceci est d'autant plus fondamental lorsque la sensibilisation et la lutte contre celle-ci font l'objet d'objectifs généraux des politiques gouvernementales en matière migratoire des ministères de l'Intérieur et des Sénégalais de l'Extérieur. En outre, la définition de la migration irrégulière doit également prendre en compte les entrées en territoire sénégalais où un mécanisme spécifique aux immigrants ressortissants de la CEDEAO au Sénégal devrait être mis en place afin de réduire les situations d'irrégularité après le dépassement du délai de 90 jours.

¹⁹ Entretien du 23 mars 2012, Amadou Diallo, Directeur du Camp pénal de Liberté VI, Dakar.

²⁰ Entretien du 21 février 2012, Sadikh Niass, Chargé du programme réfugiés et personnes déplacées, RADDHO, Dakar.

²¹ Rappelons que les auteurs avaient noté des accusations portant des libellés différents pour le même acte : migration clandestine, émigration clandestine, ou immigration clandestine. Ils avaient fait ressortir que l'immigration clandestine devait se constater dans le pays d'arrivée sinon l'accusation se basait sur une présomption et que l'émigration clandestine ne pouvait se constater en territoire sénégalais puisqu'un tel délit implique la sortie du territoire, le franchissement de la frontière. Voir Ndiaye et Robin, «Le migrant criminalisé le temps d'une traversée». Dans *Enjeux régionaux des migrations ouest-africaines*, Paris, CSAO-OCDE, 2009.

Le chapitre 3 a démontré la mise en application du cadre politique et juridique énoncé dans le chapitre 2 qui régit les flux migratoires, c'est-à-dire les entrées et les sorties du territoire des étrangers résidant dans l'espace CEDEAO et des ressortissants sénégalais. Nous constatons une application partielle du principe de libre-circulation aux frontières sénégalaises, les dysfonctionnements étant nombreux et généralisés. En laissant perdurer les entraves à la libre-circulation, et surtout en ne mettant en place que très peu de mécanismes facilitant celle-ci depuis 2000, le Sénégal participe indirectement à la restriction de celle-ci. La libre-circulation des personnes ainsi que le droit d'asile se voient alors restreints par l'application partielle d'une législation ancienne qui ne répond plus à la réalité des flux d'immigration vers le Sénégal. En contrepartie, la gestion des flux migratoires est surtout marquée par des changements d'envergure quant à l'émigration des Sénégalais. Sur ce dossier, la priorité semble être plutôt accordée aux mécanismes de restriction d'émigration, c'est-à-dire, des mesures visant à sévir contre la traite des personnes, lutter contre l'émigration irrégulière, encourager le retour volontaire ou encourager le développement local par les transferts de fonds comme moyen de réduire la propension à émigrer, association qui, nous l'avons vu, est pour le moins contestable. À l'opposée, la mise en place d'un cadre de libéralisation de l'émigration par des conventions de sécurité et protection sociale et des accords de mobilité de main d'œuvre a plutôt été négligée bien qu'elle figure toujours dans les objectifs du gouvernement.

CHAPITRE IV

LA GESTION DU STOCK MIGRATOIRE AU SÉNÉGAL : L'INFORMELLISATION DES DROITS DE RÉSIDENCE ET D'ÉTABLISSEMENT

La gestion du stock migratoire réfère aux conditions de résidence et d'établissement des étrangers sur le territoire du Sénégal. Dans ce chapitre, il sera démontré, qu'en dépit de protocoles régionaux garantissant les droits de résidence et d'établissement, les étrangers ressortissants d'un pays membre de la CEDEAO peinent à se prévaloir de ces droits au Sénégal. En garantissant l'accueil et l'intégration des étrangers, les réseaux migratoires agissent alors à titre d'institution palliant l'absence d'intervention gouvernementale. Cette réalité se caractérise par une informellisation des droits de résidence et d'établissement au Sénégal, et une intégration conditionnée aux rapports sociaux entre la population autochtone et les étrangers.

4.1 Le droit de résidence et d'établissement pour les ressortissants des pays membres de la CEDEAO

Tout d'abord, rappelons que la législation nationale sénégalaise régit les conditions d'entrée et de séjour des étrangers par la loi 71-10 du 25 janvier 1971 qui prévoit une autorisation de séjour pour quatre mois maximum. Cette loi, n'ayant pas été abrogée depuis l'entrée en vigueur du protocole de 1979, ne prévoit donc pas la même durée maximale de séjour que les instruments régionaux de la CEDEAO également applicables sur le territoire sénégalais (90 jours). Ainsi, aucune mention formelle d'un système privilégié d'autorisation de séjour pour les ressortissants communautaires n'est présente dans le droit sénégalais. Lors du dépôt du rapport pays au Comité de l'ONU sur les droits des travailleurs migrants, le Sénégal affirmait que cette réglementation (loi 71-10) se voit «fortement atténuée pour les originaires des zones d'intégration dont le Sénégal est membre» (Sénégal, 2009:9). Néanmoins, rien n'est précisé quant à la signification exacte d'une procédure atténuée. De plus, selon le rapport alternatif de la société civile sénégalaise, la Police des étrangers ne

délivre pas de carte de séjour formelle mais plutôt renouvelle l'autorisation ou, le cas échéant, le visa de séjour pour trois mois (RADDHO, WARIPNET, 2010b:48). La majorité des auteurs des études sur la gestion régionale des migrations en Afrique de l'Ouest affirment que le droit de résidence et d'établissement connaît des dysfonctionnements majeurs voire qu'ils sont ineffectifs (Adepoju, 2009 ; Kabbanji, 2008). Le Sénégal ne fait pas exception à ce constat. L'absence de l'harmonisation de son droit national avec la législation communautaire en est un exemple évocateur.

Un des obstacles majeurs auxquels font face les ressortissants communautaires pour jouir de leurs droits de résidence et d'établissement au Sénégal réside dans la mince accessibilité à un statut juridique légal. Ceci s'explique principalement par la réalité d'un processus bureaucratique long, dysfonctionnel et fragmenté entre différentes institutions ainsi que par le manque criant d'information des migrants sur la réglementation communautaire et nationale en vigueur qui favorisent l'augmentation des statuts irréguliers lorsqu'arrive l'échéance des 90 jours permis sur le territoire. Dans ce domaine, la politique du «laisser-faire» semble être privilégiée et justifiée par une intégration des immigrants relativement réussie. Le Comité de l'ONU concluait d'ailleurs dans son rapport :

« Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures proactives et efficaces pour s'assurer que les travailleurs migrants et les membres de leur famille ne demeurent pas en situation irrégulière. A ce propos, l'État partie est invité à lancer une campagne d'information sur la procédure à suivre pour régulariser la situation du travailleur migrant en situation irrégulière, ainsi que sur ses droits. Le Comité recommande que cette procédure de régularisation soit accessible et rapide, et que les travailleurs migrants en situation irrégulière soient accompagnés dans ce processus » (ONU, 2010, alinéas 36-37)

Le projet de l'organisation AMLD à Dakar vise à pallier ce problème en voulant informer les ressortissants de l'espace CEDEAO de leurs droits et devoirs communautaires, notamment celui de demander une carte d'identité d'étranger après le délai de 90 jours. Néanmoins, il apparaît paradoxal que, dans le domaine des droits de résidence et d'établissement, ce soit des acteurs non-gouvernementaux qui informent la population immigrante concernée pour prévenir le statut d'irrégularité alors que, nous l'avons soulevé, l'enjeu de l'émigration irrégulière fait l'objet, quant à lui, d'une multitude de campagnes publiques de sensibilisation depuis les événements de 2006. De plus, l'acquisition de la nationalité sénégalaise semble difficilement accessible pour les immigrants ouest-africains.

Selon Fall, seuls 592 décrets de naturalisation ont été signés entre 1971 et 2002, et sur les 60 demandes de naturalisation acceptées en 2000-2001, seulement 11 émanaient de ressortissants des pays de la CEDEAO, dont la plupart exerçait des fonctions de cadres au sein d'institutions internationales basées à Dakar. La majorité des naturalisés étaient d'origine française (10) ou libanaise (29) (Fall, 2003:13-14). Par ailleurs, l'interdiction de la double nationalité continue de faire l'objet de débat au Sénégal et soulève certains enjeux juridiques majeurs. En effet, selon Seck, il est problématique que les étrangers ne puissent conserver leur nationalité d'origine lorsqu'ils acquièrent la citoyenneté sénégalaise alors que la Constitution prévoit des conditions sous lesquelles la nationalité peut également leur être révoquée (art.21). Ce cadre juridique ne protège donc pas les naturalisés des situations d'apatridie (Seck, 2010).

La législation nationale sénégalaise est peu adaptée à la réalité des migrations de travail. Si le Code du Travail prévoit l'égalité de traitement entre nationaux et étrangers, ce système de protection est applicable seulement pour l'économie formelle et exclut les emplois informels qui représentent la majeure partie des occupations professionnelles des immigrants ouest-africains au Sénégal. De surcroît, si la protection sociale est conditionnée à l'exercice d'un emploi dans le secteur formel, c'est surtout dans le secteur privé que les travailleurs migrants peuvent espérer s'intégrer puisque des secteurs tels que la fonction publique, la police nationale ou les douanes sont strictement réservés aux personnes possédant la citoyenneté sénégalaise¹. Le chercheur Papa Demba Fall y conclut alors que les droits des immigrants au Sénégal sont essentiellement liés à la condition de l'emploi limité dans le secteur formel, délaissant la majorité des étrangers œuvrant dans l'informel, et les droits inhérents à la personne humaine et aux collectivités tels que les droits sociaux et culturels qui ne font pas l'objet d'une protection législative (Fall, 2003:41). Le Comité de l'ONU pour les

¹ Voir les conditions d'admission sur les sites officiels du ministère de la Fonction Publique, de la Police Nationale et de l'Agence des douanes du Sénégal. Un conflit d'ordre juridique s'impose donc entre le Code de la nationalité et les conditions d'admissibilité aux emplois de la fonction publique. Si ces derniers sont réservés aux nationaux, paradoxalement il est prévu dans le Code de la nationalité (voir page 98 du mémoire) la possibilité pour un étranger de demander une dérogation spéciale pour obtenir la citoyenneté sénégalaise lorsqu'il a effectué cinq ans dans l'administration publique du Sénégal.

travailleurs migrants a d'ailleurs exhorté le Sénégal à davantage prendre en compte la situation des travailleurs migrants irréguliers sur son territoire (ONU, 2010, al.18). Aussi, il se préoccupe de l'absence de statistiques relatives aux migrations économiques à destination du Sénégal et du fait qu'il n'est toujours pas partie aux Conventions n°97 sur les travailleurs migrants et n°143 concernant les migrations dans des conditions abusives et la promotion de l'égalité de chances et de traitement des travailleurs migrants (ONU, 2010, al. 12-14).

Faisant suite à la publication des recommandations du Comité de l'ONU pour les travailleurs migrants, la société civile du Sénégal a aussi rédigé un rapport alternatif sur la thématique (RADDHO, WARIPNET, 2010b). Elle soulève le fait que l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale prévue par l'article 27 de la Convention internationale de 1990 n'est pas systématiquement respectée puisque la perception des avantages sociaux pour les travailleurs migrants peut être conditionnée à d'autres facteurs tel que la fin de la période de formation à l'emploi (RADDHO, WARIPNET, 2010b:43). Il est revendiqué entre autres une plus grande lisibilité du marché de travail sénégalais par l'informatisation et l'uniformisation des bases de données de l'emploi (RADDHO, WARIPNET, 2010b:51). Un meilleur accès aux offres d'emploi légales permettrait de désengorger le marché du travail informel et améliorer la protection sociale des migrants. Les organisations de la société civile questionnent aussi l'accessibilité à la justice pour les immigrants installés au Sénégal. Par exemple, selon le rapport alternatif, il n'y a pas de traduction accessible pour les personnes non-francophones ce qui est en violation de l'art.16 al. 5 de la Convention pour tous les travailleurs migrants et leurs familles². Ce rapport mentionne aussi que bon nombre d'immigrants sont détenus sans que les familles et le consulat du pays dont ils sont originaires en soient informés. En cas de détention ou arrestation illégale, la Convention prévoit que l'individu a droit à la réparation (ONU, 1990, art.16, al.9), néanmoins ce droit n'est toujours pas reconnu dans la législation sénégalaise et n'a jamais été accordé jusqu'à ce jour (RADDHO, WARIPNET, 2010b:30-31).

² Art. 16, al. 5 : «Les travailleurs migrants et les membres de leur famille qui sont arrêtés sont informés, au moment de leur arrestation, si possible dans une langue qu'ils comprennent, des raisons de cette arrestation et ils sont informés sans tarder, dans une langue qu'ils comprennent, de toute accusation portée contre eux.»

Les immigrants au Sénégal font donc face à une double vulnérabilité qui découle à la fois de leur statut de migrant, surtout s'il est irrégulier, et de leur occupation dans l'économie informelle. La gestion du stock migratoire, et notamment en ce qui a trait au statut juridique du migrant, semble faire l'objet de la politique du «laisser-faire». Une telle tendance favorise une gestion politique contextuelle caractérisée par l'adoption de mesures spontanées pour répondre à des situations particulières. Par ailleurs, la déconnexion existante entre la société civile et les autorités politiques en matière de migration intrarégionale explique en partie la tendance à l'intégration par le bas ou, comme le mentionne Fall, à l'«informellisation» de la mobilité (Fall, 2004: 8), ce à quoi nous pourrions également ajouter l'«informellisation» des droits de résidence et d'établissement. Dans un tel contexte, l'analyse des relations existantes entre la population autochtone et les communautés étrangères révèle toute sa pertinence.

4.2 Une intégration par le bas: entre réseau migratoire, «wolofisation» et persécution de l'étranger

Le «laisser-faire» politique en matière de droit de résidence et d'établissement pour les ressortissants de l'espace communautaire se légitime par la croyance d'une intégration réussie des immigrants au Sénégal, ce qui justifie son appellation de «pays de la *téranga*» (hospitalité). Des processus d'intégration des immigrants en marge du cadre législatif et politique ont démontré leur capacité à consolider une cohabitation entre les populations autochtone et immigrante relativement harmonieuse. Néanmoins, ceux-ci ont le pouvoir limité d'accorder des droits de résidence et d'établissement que *de facto*. En ne se prévalant pas de leurs droits *de jure*, les communautés immigrantes demeurent vulnérables à une gestion politique contextuelle des migrations et aux pratiques discriminatoires.

Une vaste littérature empirique témoigne du rôle que joue l'existence d'un réseau d'accueil dans l'insertion des immigrants dans un nouveau milieu. Dans la première partie du mémoire, nous avons vu par la *facilitating hypothesis* que l'existence de parents et amis dans le pays d'accueil encourageait la décision de migrer vers l'Espagne. Ce constat s'applique aussi aux migrations dans les pays en développement. L'étude de Banerjee (1983) sur les migrations urbaines en Inde démontre par exemple qu'environ 86% des personnes connaissaient un parent ou un ami à leur arrivée dans la ville d'accueil et que leur insertion

s'en voyait facilitée. Des conclusions similaires ont été tirées des études de Caces et *al.* sur les migrations aux Philippines (1985). Puisque dans les pays en voie de développement certains services ou marchés tels que l'habitat et l'emploi sont peu développés, les coûts d'une migration individuelle sont plus élevés (Guilmoto et Sandron, 2000:110). Le réseau migratoire apparaît alors presque une nécessité plutôt qu'un facilitateur de migration car il agit comme une institution se substituant à l'État.

Au Sénégal, les nouveaux immigrants se réfèrent, dès leur arrivée, à des parents, amis ou connaissances déjà installés dans le pays d'accueil plutôt qu'aux autorités gouvernementales. Appartenant habituellement à la même nationalité d'origine, les répondants au Sénégal participent donc à la constitution d'un réseau migratoire qui sera le principal dispositif d'intégration pour le nouvel arrivant. Celui-ci permet de lier les communautés immigrantes à leur lieu d'origine, de pallier les conditions de vie difficiles dans le pays d'accueil et de faciliter leur adaptation à celui-ci en agissant comme un créneau pourvoyeur de ressources et d'informations (Gurak et Caces, 1992:153). Les études de cas sur l'intégration des étrangers au Sénégal sont limitées surtout à la communauté guinéenne (Lefebvre, 2003 ; Ndiaye, 2008), une communauté majoritaire et dont l'intégration est particulièrement réussie. Ndiaye et Lefebvre démontrent, par exemple, que le système de réseautage basé sur l'ethnie, et ensuite sur l'appartenance à la citoyenneté guinéenne, est la stratégie adoptée pour assurer la sécurité collective et l'intégration économique de la communauté au sein de la société dakaroise (Lefebvre, 2003 ; Ndiaye, 2008). Ceci renforce les conclusions de Bossuroy dans son étude sur les déterminants de l'identification ethnique en Afrique voulant que, pour intégrer le marché du travail, et de surcroît, le marché informel dans un milieu urbain, la principale variable d'appartenance sociale identifiée est celle de l'ethnie (Bossuroy, 2006: 129). Comme l'indiquent Guilmoto et Sandron, le réseau migratoire dans les pays en voie de développement agit comme une véritable institution sociale basée sur un système de règles, valeurs et pratiques (Guilmoto et Sandron, 2000:120). Cette réalité se manifeste notamment par l'appropriation de certains secteurs économiques par des communautés ethniques tels que les Guinéens (et surtout les Peuls) dans le commerce au détail (boutiques générales, fruits et charbon) à Dakar.

Les entretiens menés auprès des immigrants originaires d'un pays de la CEDEAO confirment également que les premiers répondants dans le pays d'accueil sont des personnes issues de la même nationalité qu'eux. Dans la majorité des cas, la connaissance d'un pair permet de répondre aux besoins immédiats du logement et de l'alimentation³. La cohésion communautaire et ethnique permet par la suite de développer une filière économique. Outre les Guinéens dans le commerce au détail, les Maliens majoritairement issus de l'ethnie soninké sont reconnus pour la vente de tissus teints et le commerce de la cola, les Bissau-Guinéens s'investissent principalement dans le commerce de l'huile et du vin de palme (surtout dans la région de la Casamance), les Nigériens et les Gabonais sont visibles dans le commerce de l'automobile et des produits esthétiques, et les Ivoiriens, Togolais ou Béninois ont surtout développé leurs activités dans le domaine de la restauration (Fall, 2003 7-8). Lorsqu'un réseau migratoire est bien développé, comme c'est le cas des communautés ethniques installées de longue date au Sénégal, l'accession à une activité économique est plus aisée pour le nouveau migrant ce qui contribue davantage à minimiser les risques associés à la migration et diversifier les revenus de la famille restée au pays (Massey, 1990). L'appropriation de certains secteurs économiques ne signifie toutefois pas que les étrangers soient ghettoïsés dans le milieu urbain dakarois. Selon Lefebvre, bien qu'il existe une concentration avérée des groupes ethniques dans certains quartiers, «l'originalité de Dakar réside effectivement dans cette mixité qui existe depuis la fondation de cette ville et dans l'absence de segmentation ethno-territoriale que connaissent pourtant d'autres villes d'Afrique» (Lefebvre, 2003:184).

Les relations entre la population sénégalaise et les communautés étrangères se consolident surtout à travers le phénomène de la «wolofisation». Au Sénégal, bien que la langue officielle soit le français, la langue nationale majoritairement parlée est le wolof et est devenue «la langue du peuple sénégalais» rejoignant toutes les communautés ethniques. L'étude de Smith (2010) portant sur le nationalisme sénégalais tend à conclure qu'il n'y a pas

³ Entretiens du 31 mai 2012, détenus du Camp pénal de Liberté IV, quatre Guinéens (Amadou*, Fodé*, Ibrahima*, Souleymane*) et trois Nigériens (Emmanuel*, John*, Kingsley*), Dakar.

eu d'appropriation politique des composantes identitaires mais que cela ne signifie pas pour autant l'absence d'un nationalisme. En effet, selon Smith,

«le refus de l'État d'officialiser la langue majoritaire a permis la dépolitisation des enjeux linguistiques. C'est parce que la wolofisation a été un phénomène ordinaire, par le bas, non pris en charge par l'État, qu'elle a pu se réaliser sans qu'une opposition de la part des membres des communautés sénégalaises non-wolof ne puisse aisément se politiser contre un phénomène perçu comme « naturel » ou « spontané » (Smith, 2010: 68).

Ceci explique en partie pourquoi il existe une cohabitation pacifique entre les Sénégalais de différentes ethnies et confessions ainsi qu'entre la population sénégalaise et les communautés immigrantes. Cependant, s'il n'existe pas un réel processus d'ethnisation hiérarchisant les différents groupes au sein de la population, l'existence d'une homogénéisation identitaire se présente comme un terrain propice à la construction politique d'une nationalité liée à l'identité comme ce fût le cas en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, Fall avance la difficulté des groupes minoritaires à s'affirmer face au processus de wolofisation, minant selon lui la valorisation du caractère pluri-identitaire du Sénégal. Ainsi, si l'intégration semble réussie au sein de la société, c'est surtout parce qu'il existe un phénomène d'assimilation à la majorité culturelle et linguistique (Fall, 2003: 34).

La présence de nouvelles nationalités parmi les communautés étrangères, tels que les Sierra Léonais, Libériens, et Nigériens qui proviennent de la partie anglophone de l'Afrique de l'Ouest, et ne partagent pas la langue wolof comme les Gambiens, ou bien les Ivoiriens pour la plupart n'étant pas de confession musulmane, tend à soulever de nouvelles fractures qui rendent plus difficile l'intégration culturelle et la prédominance de la culture wolof de confession mouride (Ndiaye, 2008: 428-429). Ceci rend plus visible l'étranger et facilite une exacerbation du «eux» et du «nous». Une étude menée par Papa Demba Fall auprès des Capverdiens à Dakar relève que, contrairement à la croyance générale de *téranga*, les étrangers considèrent que les Sénégalais sont peu tolérants envers eux (Fall, 1999). Plusieurs expressions utilisées par la population sénégalaise pour désigner les étrangers ont une connotation négative. La plus répandue est *niak* et désigne les étrangers noirs non-sénégalais ou les broussards. Les Capverdiens sont régulièrement victimes d'exclusion due à leur couleur de peau (plus pâle) et leur appartenance au christianisme. Selon Fall, «vulgairement appelé *gagno* ou *pourtou*, le Capverdien est associé dans la mémoire

collective au couteau-synonyme de violence-, à la consommation ou l'élevage de porc ou *Cor gnagna* et à la bière» (Fall, 1999). Les Bissau-Guinéens sont, quant à eux, souvent désignés par le terme *ndiogo*, et considérés comme «des individus belliqueux toujours sous l'emprise du vin de palme» (Fall, 2003:12). En outre, l'association entre appartenance à une activité économique et origine ethnique dans une conjoncture de ralentissement économique peut devenir problématique. En effet, dans un contexte de saturation du marché de l'emploi à Dakar et de gestion urbaine difficile, Ndiaye souligne que l'image de l'immigrant volant les emplois des nationaux pourrait fragiliser la cohabitation pacifique existante (Ndiaye, 2008: 421). En parallèle, l'augmentation de l'insécurité urbaine facilite la persécution de l'étranger au détriment, par exemple, de la communauté nigériane. L'implication de plusieurs Nigériens dans des cas de trafic illicite, de contrebande et de proxénétisme a contribué à criminaliser ce groupe de migrants (Robin, 2006)⁴. Le rapport alternatif de la société civile notait d'ailleurs des pratiques de contrôle policier au faciès envers les Nigériens (RADDHO, WARIPNET, 2010b:37). Ce phénomène de discrimination venant de la population sénégalaise fut confirmé lors d'entrevues tenues auprès de trois ressortissants nigériens⁵.

D'ordre plus mystique, une saga autour de voleurs ou rétrécisseurs de sexes est née en 1996 dans une région camerounaise frontalière au Nigéria. Des personnes appartenant à l'ethnie houassa, originaires du Nigéria, auraient le pouvoir maléfique de faire disparaître ou rétrécir le sexe au simple contact d'une poignée de mains (Mandel, 2008:187-188). Puis, des rumeurs similaires se sont répandues dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest dont le Sénégal. La psychose vise spécifiquement les étrangers. Plusieurs cas de lynchage sont répertoriés, la justice populaire faisant sept victimes en une semaine à Dakar en 1997 (Mandel, 2008:191). Selon un article de presse, des Sénégalais ont été accusés d'avoir tabassé quatre nigériens pour leur responsabilité dans le vol d'un sexe. Également, un homme⁶ aurait été condamné à six mois de prison pour vol de sexe par le Tribunal régional

⁴ Les ramifications de ces réseaux criminels en Europe soulèvent la question du transit migratoire des étrangers au Sénégal que nous aborderons dans le prochain chapitre

⁵ Entretien du 31 mai 2012, Emmanuel*, John*, Kingsley*, Camp pénal de Liberté VI, Dakar.

⁶ L'article ne nous dit pas la nationalité de l'individu, toutefois, son nom de famille, Diallo, laisse croire qu'il pourrait être d'origine ou d'ascendance guinéenne.

de Ziguinchor en Casamance en 2007 (Thiam, 2011). Ces cas témoignent du rôle de bouc-émissaire des étrangers et de la vulnérabilité de leur position dans la société au Sénégal, malgré une apparence d'intégration réussie.

Enfin, il semble que les immigrants soient plus concernés par l'acquisition d'une «citoyenneté sociale et de résidence» leur permettant de mener à bien leurs activités économiques plutôt que l'obtention d'une citoyenneté juridique et politique (Ouédraogo, 2002: 14). Ceci s'explique par le gain monétaire comme principal motif d'immigration, l'inaccessibilité des procédures administratives, l'absence d'une politique d'État en matière d'intégration, et aussi par un désir de retourner dans le pays d'origine. Le dilemme «rester et partir» empêche de construire une réelle pratique citoyenne constituée de droits civiques et politiques (Ndiaye, 2008: 429 ; Ouédraogo, 2002: 14). La persistance de l'idée du retour, qui dans bien des cas n'a pas lieu, justifie une intégration en marge du processus politique dans la société d'accueil et contribue à vulnérabiliser le migrant en ne garantissant pas le respect intégral de ses droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels. À travers la constitution de réseaux communautaires basés essentiellement sur le critère ethnique, les populations immigrantes arrivent à assurer leur intégration économique et leur sécurité collective. En tentant de s'intégrer par l'apprentissage de la culture dominante du wolof, elles sont à la recherche d'une position sociale dans la société d'accueil leur permettant de mener à bien leurs activités économiques. Si la situation paraît stable et la cohabitation relativement réussie, les réalités d'aujourd'hui peuvent se prêter à un tout autre scénario. Dans un contexte d'homogénéisation culturelle propulsée par la «wolofisation» de la société, de l'arrivée de nouvelles communautés immigrantes ne partageant pas les mêmes référents historico-culturels que les populations de la Ségambie, ainsi que de la montée de l'insécurité urbaine et de la concurrence économique à Dakar, la perception favorable de l'étranger n'est pas nécessairement garantie. Combiné à un élément déclencheur tel qu'une crise économique ou un conflit intercommunautaire, ce climat est propice à l'appropriation politique du discours identitaire au Sénégal et à la construction de l'immigrant comme principal bouc-émissaire. La jouissance complète de leurs droits de résidence et d'établissement ne peut alors qu'être protégée par un statut juridique reconnu par un droit sénégalais harmonisé aux législations communautaires.

CHAPITRE V

LE TRANSIT MIGRATOIRE

Découlant de ses rôles de pays d'émigration et d'immigration en Afrique de l'Ouest, le Sénégal est aujourd'hui de plus en plus présenté comme un pays de transit pour les migrants subsahariens à destination de l'Europe. Ces derniers sont de plus en plus perçus comme des migrants en transit au Sénégal. Le transit migratoire revêt une importance fondamentale pour notre analyse en raison de l'ubiquité du concept, c'est-à-dire la capacité d'être à la fois dans les deux espaces migratoires que sont la CEDEAO et l'UE. La première partie du chapitre sera consacrée à dresser les contours théoriques du concept de transit dans les migrations et la seconde fera un état de la question au Sénégal afin de compléter notre analyse de la gestion migratoire.

5.1 Le transit migratoire: un concept flou

Le transit migratoire fait habituellement référence à une étape dans le parcours migratoire se situant entre le départ du pays d'origine et l'arrivée dans le pays d'accueil. De ce phénomène découle alors la catégorisation d'un territoire en lieu de transit et des individus en tant que migrants en transit. L'usage des concepts de transit migratoire, pays de transit et migrant en transit dans les documents institutionnels, gouvernementaux voire scientifiques, s'est répandu malgré l'absence préalable de définitions communément acceptées. Leur confusion théorique participe à l'ambiguïté de leur mise en application dans le cadre des politiques migratoires. Ce contexte crée un environnement propice à la politisation de la signification du terme de transit migratoire. Face à cet engouement des politiques pour le transit migratoire et l'existence d'un vide théorique, plusieurs auteurs ont récemment initié une réflexion sur les tenants et aboutissants de ce phénomène.

Certains ont tenté d'élaborer une définition correspondant aux migrants en transit mais leur tentative a surtout permis de démontrer la complexité de la question. Pour Cassarino et Fargues, les migrants en transit sont des «migrants staying on a temporary basis in a country with a view to reaching another country, whether they eventually reach it or not» (Cassarino et Fargues, 2006:101). Castagnone adopte une définition similaire dans son étude sur le transit migratoire des Sénégalais en précisant que cette période peut être courte ou longue, au début ou à la fin du parcours, et que le projet final d'immigration peut se réaliser ou non (Castagnone, 2011). Or, lorsqu'on désigne un individu comme un migrant en situation de transit, ne se base-t-on pas sur la présomption de transiter? Si l'accent est porté sur l'intention de, Gabrielli soutient que cela crée une catégorie fictive car le transit migratoire, pour être évalué réellement, doit être constaté après l'arrivée du migrant à sa destination finale (Gabrielli, 2011: 270). Également, à quel moment l'intention de transit doit se manifester? Est-ce que lorsqu'un migrant installé depuis plusieurs années dans un pays décide d'immigrer vers une seconde terre d'accueil peut être considéré comme en transit? Inversement, est-ce qu'un migrant en transit décidant finalement de s'installer dans le pays prévu pour transiter demeure toujours défini comme migrant en transit? Un des risques éventuels de cette notion floue est de ne pas faire la distinction entre les migrants en transit et les immigrants dans les pays de transit (Gabrielli, 2011:297). La CIMADE et Migreurop, groupes de défense des droits des migrants, ont d'ailleurs démontré que la présomption du transit migratoire en Mauritanie ouvrait la porte à de graves violations des droits des migrants dont les détentions arbitraires, les expulsions et refoulements (CIMADE, 2010).

En raison d'une ambiguïté sur la question, les migrations de transit font l'objet d'une instrumentalisation politique :

« the emergence of the concept is closely related to political motivations; indeed the concept is often negatively connoted and highly politicised. In discourse analysis it would probably be considered a threat frame similar to that of 'illegal migration'. The way it is applied by some supranational, international and intergovernmental organisations is often grossly simplified and misleading » (Düvell, 2012:416).

Pour De Haas et Collyer, l'usage du terme transit migratoire dans les discours institutionnels européens renforce la perception d'une «pression migratoire» au Sud ainsi que la vision dichotomique des migrations voulant qu'il y ait des points de départ dans les régions voisines

de l'UE et des points d'arrivée inévitablement en terre européenne (De Haas et Collyer, 2012). La politisation des migrations de transit justifie la catégorisation des pays en espace géographique de transit. Comme le cas du Maroc le démontre, le passage d'un pays d'émigration à un pays de transit participe au processus d'externalisation des contrôles européens car «il sert aussi de base pour bâtir une « responsabilité » marocaine vis-à-vis du transit des flux migratoires par son territoire» (Gabrielli, 2011:272). Est-ce que la seule présence de migrants en transit dans un pays suffit à caractériser ce dernier comme un pays de transit dans un système migratoire? Y a-t-il un seuil minimum de migrants en transit requis à respecter pour qu'un pays soit défini ainsi? De plus, l'association systématique entre migrants en transit /migration irrégulière ainsi que pays d'émigration irrégulière/pays de transit est erronée dans la mesure où la migration de transit n'est pas un phénomène isolé et linéaire. Au contraire, elle concerne à la fois des migrants légaux, illégaux et irréguliers, des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants réadmis (Cassarino et Fargues, 2006:102). Les objectifs visés et le parcours migratoire sont flexibles et adaptables à la réalité rencontrée. En conséquence, les espaces géographiques ne peuvent être tributaires d'une catégorisation fixe car celle-ci occulte leur caractère multidimensionnel et multifonctionnel qu'ils occupent dans un système migratoire.

Nous adhérons à la perspective de De Haas et Collyer (2012) voulant que les migrations de transit soient entendues comme un processus dynamique plutôt qu'un état statique, et qu'en conséquence, nous acceptons que les migrants puissent transcender les étapes fixes de la migration, et considérons fondamentale la dissociation des motivations qu'ils suivent et les situations qui en résultent. Afin de faciliter notre étude de la question du transit migratoire au Sénégal, nous considérons un migrant de transit lorsqu'il manifeste, dès son entrée dans le pays, l'intention ferme d'immigrer vers une autre terre d'accueil, et qu'il parvient à atteindre son objectif. L'intention seule ne garantit pas que le transit ait effectivement lieu et que les objectifs du migrant tout au long du parcours ne doivent pas se reconfigurer à la réalité de l'environnement dans lequel il évolue. L'intention et le résultat réunis permet d'avoir une vue d'ensemble de la dynamique migratoire. Dans la même perspective, nous rejetons la fixité d'une catégorie d'espace de transit dans le système migratoire ouest-africain car la tradition de mobilité et sa constante évolution dans la sous-région fait en sorte que les

territoires occupent des rôles multifonctionnels dans le parcours migratoire, et que ceux-ci doivent être assumés intégralement dans leur gestion migratoire.

5.2 L'état de la question au Sénégal

Le transit migratoire au Sénégal est le point de rencontre des systèmes migratoires euro-africain et ouest-africain. La manière dont le phénomène évolue et est abordé par les autorités gouvernementales sénégalaises et européennes est révélatrice des effets de la coopération migratoire entre l'Espagne et le Sénégal sur la consolidation de l'espace communautaire de la CEDEAO. La confusion entre le migrant en transit et les immigrants, de même qu'une catégorisation hâtive du Sénégal comme pays de transit, pourraient être davantage préjudiciables lorsqu'elles surviennent dans un contexte de création d'un espace de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement telle que la CEDEAO.

Du fait qu'en Afrique de l'Ouest le Sénégal est un des pays principaux d'émigration vers l'Europe, il apparaît qu'on ait attribué, à tort, la même destination pour les migrations de transit. De surcroît, ces migrations de transit sont largement associées aux routes de la migration irrégulière vers l'Europe. Or, l'équation n'est probablement pas aussi simple. L'attribution du qualificatif de pays de transit pour le Sénégal a débuté conjointement avec la multiplication des arrivées des pirogues sénégalaises aux Canaries en 2006. Un tel événement facilement «médiatisable» favorise la construction politique du Sénégal comme pays de transit au sein de la CEDEAO. La lecture des différents documents institutionnels¹ encadrant la coopération entre le Sénégal, l'Espagne et l'UE après 2006 nous démontre qu'à «pays de départ» est associé presque systématiquement le terme «pays de transit». Cette désignation, utilisée autant par l'Espagne et l'UE que par le Sénégal, apparaît comme une nouvelle catégorie administrative. Le document stratégique du 10^{ème} FED est à cet égard un des plus éloquents en n'hésitant pas à qualifier le Sénégal de «pôle de transit mondial» (Commission européenne, 2008). La construction du Sénégal comme pays de transit accentue la perception

¹ Voir par exemple les documents gouvernementaux tels que les rapports remis au Comité de l'ONU pour la protection des droits des travailleurs migrants, le Plan África, le document stratégique pays du 10^{ème} FED de l'UE.

de «pression migratoire» sur l'UE justifiant dès lors le processus d'externalisation des contrôles frontaliers et rendant nécessaire la responsabilisation du Sénégal dans la gestion des flux migratoires vers l'Europe. Une acceptation généralisée de cette catégorisation pourrait par exemple le contraindre à approuver la réadmission des ressortissants tiers sur son territoire. Une telle entente pourrait créer des entraves à la mise en œuvre des objectifs de la CEDEAO en incitant le Sénégal à être plus restrictif dans les admissions des ressortissants étrangers sur son territoire tout comme justifier des expulsions pour présomption de transiter par le territoire sénégalais. Cela créerait une plus grande confusion entre les migrants en transit et les migrants ouest-africains voulant se prévaloir de leur droit de résidence et d'établissement. Au Sénégal, le transit est permis pour une durée de dix jours maximum mais, en vertu des protocoles régionaux, les ressortissants de la CEDEAO peuvent transiter par le territoire sénégalais pour une durée de 90 jours, après quoi ils doivent théoriquement retourner dans leur pays d'origine ou quitter vers un pays tiers. Nous avons vu qu'ils sont actuellement peu inquiétés par les autorités sénégalaises après l'échéance des trois mois. Toutefois, la pression des pays européens alimentant une perception croissante du Sénégal comme pays de transit vers l'Europe, pourrait à terme l'inciter à effectuer davantage de contrôle quant à la régularité de la population ouest-africaine sur son territoire.

Ce qui a été appelé la «crise des cayucos» en 2006 est, en fait, un phénomène essentiellement sénégalais. Vacillant entre 50% à 90%, les statistiques indiquent qu'une majorité des personnes à bord des pirogues quittant le Sénégal étaient d'origine sénégalaise (Ndiaye et Robin, 2009 ; Willems, 2008). La médiatisation du phénomène et le développement des réseaux migratoires les mois suivants ont cependant favorisé la présence des ressortissants des pays limitrophes tels la Guinée-Conakry, la Guinée-Bissau et la Gambie. Les contrôles accrus au Sénégal ont également incité des départs directement de ces pays où les côtes sont moins surveillées (Ba et Ndiaye, 2008). Néanmoins, la durée limitée de l'ouverture de cette route maritime² constitue un obstacle important à la consolidation de

² Les départs ont débuté à la fin de 2005, se sont multipliés durant les premiers mois de 2006 et l'opération FRONTEX a été lancée dès juillet 2006. Les arrivées aux Canaries ont alors considérablement diminuées. Selon l'analyse annuelle des risques pour 2012 de FRONTEX, en 2009,

réseaux migratoires qui, à l'image des routes dans l'espace transsaharien, faciliteraient la venue au Sénégal d'Africains des pays plus lointains, leur rencontre avec des passeurs et leur embarcation vers les Canaries. De plus, comme l'indique Castagnone dans son étude sur le transit des Sénégalais, les politiques d'immigration restrictives, et dans le cas du Sénégal, le renforcement des contrôles, engendrent plutôt l'échec du transit qui se concrétisera par une installation dans un pays tiers, pouvant être le pays de transit, ou le retour dans le pays d'origine. Dans ce contexte, les décisions ultimes du migrant ne sont pas compatibles avec sa première intention qui était de transiter pour atteindre une destination tierce (Castagnone, 2011) et met en doute la validité de la présomption de transiter comme critère pour définir un migrant en transit. Les risques possibles sont d'une part, si transit il y a, de voir émerger une catégorie de migrants de transit «en panne» espérant une opportunité de quitter, comme dans le cas du Maroc, et d'autre part, occulter les enjeux d'intégration des immigrants. Dans les deux cas, cela aurait un impact sur la consolidation d'un véritable espace de libre-circulation, de résidence et d'établissement au Sénégal.

Le réseau migratoire est tout aussi important lorsqu'il s'agit de migrations de transit. Selon Cassarino et Fargues, le réseautage s'appuie essentiellement sur des liens de parenté et de nationalité. Il permet de circuler l'information sur la destination envisagée, sur les moyens d'obtenir les documents, sur les routes les plus sûres pour s'y rendre, sur les diverses ressources dans l'espace de transit (Cassarino et Fargues, 2006). Ces liens entre communautés de même nationalité se manifestent lorsqu'il s'agit d'envisager ou non le Sénégal comme espace de transit. Impulsée par l'arrivée de nouvelles nationalités extérieures à l'ancienne Sénégalie, la diversification de l'immigration participe au changement de certaines pratiques migratoires, et notamment l'usage du Sénégal comme lieu de transit. L'étude de Robin démontre, par exemple, que l'ouverture d'une nouvelle route vers l'Europe depuis le Sénégal a favorisé l'émergence de réseaux criminels et/ou clandestins au sein de la communauté nigériane notamment dans le trafic de migrants et de stupéfiants à destination de l'Europe ou des États-Unis. La surreprésentation des Nigériens dans la population carcérale proportionnellement à leur poids dans la population étrangère ainsi que la prédominance de

186 Sénégalais et 304 Guinéens ont été interceptés sur la route ouest-africaine (départs de la côte ouest-africaine sans distinction du pays), 2 Sénégalais en 2010 et 4 Sénégalais et 4 Guinéens en 2011.

«séjour irrégulier» ou «usage de faux dans des documents administratifs» comme motifs d'accusation révéleraient leur implication croissante dans les organisations criminelles transnationales pivotant par la capitale sénégalaise (Robin, 2006). Les entretiens menés auprès de Nigériens condamnés confirment les conclusions de Robin; deux individus étaient inculpés pour séjour irrégulier alors que le troisième pour trafic international de cocaïne. Les premiers visaient explicitement le transit via le Sénégal à destination de l'Espagne et du Brésil alors que le troisième visait Dakar comme plate-forme tournante pour l'acheminement de la drogue, sa résidence permanente étant à Bamako³. Ce contexte donne mauvaise presse à la communauté nigériane au Sénégal et au sein de la diaspora sénégalaise. Par exemple, un article publié récemment sur un blog populaire, et les forums de discussions qui s'en sont suivis, ont démontré un ressentiment partagé par plusieurs internautes sénégalais à l'égard de certaines pratiques criminelles impliquant des Nigériens. Les réseaux de prostitutions à destination de l'Europe sont majoritairement décriés de même que la politique «laxiste» du gouvernement du Sénégal⁴.

À l'opposé, les cinq Guinéens interrogés planifiaient s'installer au Sénégal pour y travailler⁵. Il semble que l'existence d'un réseau solidement tissé chez la communauté guinéenne et bien intégré dans la société et l'économie sénégalaise participe à envisager le Sénégal comme un pays d'immigration permanente ou temporaire plutôt qu'un espace de transit. Toutefois, en parallèle, l'expérience du marché de travail sénégalais, avec sa faible capacité d'absorption, désillusionne bon nombre d'immigrants installés depuis plusieurs années et pourrait inciter à envisager une nouvelle destination, au même titre que les Sénégalais. L'application du terme migrant en transit à ces cas paraît pour le moins incertaine

³ Entretien du 31 mai 2012, Emmanuel*, John*, Kingsley*, Camp pénal de Liberté VI, Dakar.

⁴ L'article à l'origine de la discussion «Attention Mr. Le Ministre de l'Intérieur! L'immigration de jeunes Nigériens au Sénégal est dangereuse» est accessible via <http://mactko.seneweb.com/attention-monsieur-le-ministre-de-l-rsquo-interieur-l-rsquo-immigration-de-jeunes-nigerians-au-senegal-est-dangereuse-b-92.html> (Page consultée le 17 avril 2013). Les réactions des internautes sont accessibles au bas de l'article.

⁵ Entretien 1 : 31 mai 2012, Amadou*, Fodé*, Ibrahima*, Souleymane*, Camp pénal de Liberté IV, Dakar. Entretien 2 : 11 avril 2012, Ibrahim*, marchand de fruits, Sacré-Cœur III, Dakar.

puisque l'intention initiale visait l'installation au Sénégal. L'échantillon de la recherche étant restreint à dix personnes ressortissantes de pays de la CEDEAO, il est impossible de tirer des tendances généralisables à l'ensemble de ces communautés. Toutefois, ces constats démontrent la nécessité d'une étude empirique approfondie auprès des migrants ouest-africains au Sénégal en regard au transit migratoire. Ce phénomène soulève à la fois les mutations des migrations en Afrique de l'Ouest, le rôle évolutif du territoire sénégalais dans les systèmes migratoires ouest-africain et euro-africain ainsi que l'impact des politiques européennes sur la gestion des flux migratoires ouest-africains au Sénégal.

Accentuer le rôle de transit que joue le Sénégal entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe est un moyen supplémentaire de justifier la délocalisation des contrôles européens et surtout légitimer le transfert des responsabilités à l'État sénégalais. Sans nier l'existence de parcours migratoire dans lesquels le Sénégal figure comme espace de transit, il faut admettre que la réalité des migrations ouest-africaines est plus complexe qu'une relation linéaire pays d'origine-pays de transit-pays d'accueil. La vision eurocentrée du transit migratoire occulte toutes les autres stratégies de mobilité à l'intérieur de la région ouest-africaine où migrations circulaires, temporaires et permanentes s'entrecoupent. Comme le conclut Robin, «la structure des migrations internationales ouest-africaines révèle que les fonctions d'accueil et de transit, ou de retour et de transit, peuvent se superposer... ou fusionner en un même lieu» (Robin, 1995:10). Le transit migratoire en vue d'entrer ou séjourner illégalement en Europe est plutôt révélateur d'une défaillance des systèmes d'immigration et d'intégration au Sénégal. L'unique maîtrise des flux migratoires répondrait certes aux attentes européennes mais placerait ces migrants voulant transiter dans une situation d'installation forcée aggravant dès lors les problématiques liées à l'intégration des immigrants ouest-africains au Sénégal. Si l'influence des politiques européennes s'avère effective sur les priorités du Sénégal envers les migrants de la CEDEAO présumés en transit, cela accentuerait définitivement le décalage déjà existant entre ses politiques migratoires et la réalité des migrations ouest-africaines sur son territoire. Une gestion du transit migratoire allant dans le sens de la consolidation des protocoles régionaux devrait plutôt être orientée vers des mécanismes pour surmonter les obstacles aux droits de résidence et d'établissement des ressortissants des pays de la CEDEAO et dissuader le transit par l'attrait de l'installation sur le territoire sénégalais.

CONCLUSION PARTIE II

La deuxième partie du mémoire a tenté de retracer l'évolution de l'immigration au Sénégal et de la mise en œuvre du cadre législatif et politique l'accompagnant. D'emblée, le chapitre I a démontré que l'insertion de l'UE dans la gestion migratoire de la CEDEAO reconfigurait les priorités politiques en élargissant les enjeux aux migrations vers l'Europe entraînant une conséquente augmentation des mécanismes de restriction et de contrôle. Ceux-ci s'accompagnent d'une diminution des mécanismes de libéralisation des migrations intrarégionales malgré le fait que les obstacles et limites à la garantie des droits de libre-circulation, de résidence et d'établissement en Afrique de l'Ouest demeurent encore nombreux.

Au Sénégal, ces changements sont également notables à partir des années 2000 où la multiplication des accords bilatéraux avec des pays européens influence explicitement sa gestion migratoire. Déjà, la répartition des pouvoirs institutionnels et l'évolution du cadre législatif national révèlent que l'émigration vers l'Europe a de plus en plus préséance sur l'immigration au Sénégal dans les priorités gouvernementales. Par ailleurs, la gestion migratoire de l'émigration s'avère en conformité avec le modèle promulgué par les pays européens dont l'objectif est la diminution de la «pression migratoire» sur l'Europe. Les enjeux tels que les transferts de fonds, le développement local, la sensibilisation à l'émigration irrégulière et la lutte contre la traite des migrants, prédominent sur des mécanismes de libéralisation tels que des accords de migration légale et de protection sociale pour les émigrés. Le chapitre II a aussi soulevé que ce recentrage de la politique migratoire sénégalaise implique, en parallèle, une diminution des initiatives gouvernementales pour la consolidation des droits de libre-circulation, de résidence et d'établissement au sein de la CEDEAO.

Les chapitres III et IV ont approfondi l'analyse de la gestion migratoire en évaluant la mise en œuvre du cadre législatif permettant de garantir les droits de libre-circulation, de résidence et d'établissement. Il fut démontré les dysfonctionnements actuels dans leur application et surtout la déconnexion entre une législation inchangée depuis les années 1990 et la réalité des migrations ouest-africaines d'aujourd'hui. En matière de libre-circulation, un accent est désormais porté sur un contrôle aux technologies plus avancées à la frontière sénégalaise longeant le littoral et aux zones internationales telles que les aéroports. En contrepartie, une politique de laisser-faire s'applique aux frontières à l'intérieur du pays où racket et corruption sont des pratiques généralisées. Le manque de transparence et de ressources entraîne une absence de données relatives aux entrées et sorties du territoire sénégalais ainsi qu'aux migrations économiques qui concernent la majorité des immigrants au Sénégal. Les droits de résidence et d'établissement, impliquant une intervention étatique plus importante que l'instauration de la libre-circulation, sont peu effectifs. Le processus bureaucratique complexe et long ainsi que l'ignorance des droits communautaires par une majeure partie des Ouest-africains expliquent que peu parviennent à s'en prévaloir. La déconnexion entre l'État et la société civile immigrante explique un processus d'intégration en marge facilité par une assimilation à la culture dominante wolof et l'appartenance à un réseau basé sur l'appartenance ethnique. L'apparence d'une intégration réussie légitime alors une gestion de l'immigration plutôt sous une base conjoncturelle. Toutefois, la cohabitation harmonieuse et la conséquente attitude de «laisser-faire» des autorités sénégalaises en regard à la légalité des séjours des immigrants pourraient à terme être compromises par la diversification des flux migratoires ainsi que la perception croissante du Sénégal comme un espace de transit vers l'Europe.

Une analyse de la gestion des migrations ouest-africaines au Sénégal témoigne d'une législation nationale et régionale ancienne à portée limitée et à la mise en œuvre partielle et déficiente. En absence de réelles politiques migratoires publiques en conformité avec les engagements régionaux, et dans un contexte d'une effervescence de la coopération bilatérale avec les pays membres de l'UE, le cadre législatif et politique des migrations au Sénégal est particulièrement vulnérable car soumis aux aléas des priorités européennes.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Notre mémoire se voulait une tentative d'articuler deux thématiques rarement analysées l'une à la lumière de l'autre : les politiques migratoires européennes en Afrique de l'Ouest et la mise en place d'un espace ouest-africain de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement. À travers l'étude du cas hispano-sénégalais, symbolique et évocateur en raison de sa médiatisation et des relations historiques du Sénégal avec l'UE et ses membres, nous voulions faire la lumière sur les effets asymétriques de ce type de coopération bilatérale en matière migratoire. Notre analyse globale vérifiait si *l'insertion de la question migratoire dans les relations hispano-sénégalaises reconfigurait les priorités politiques du Sénégal en matière de gestion de la migration ouest-africaine?* Pour répondre à cette question, nous avons développé la problématique en deux temps. La première partie étudiait comment la question migratoire s'insère dans les relations hispano-sénégalaises, alors que la deuxième partie analysait l'évolution de la gestion migratoire au Sénégal. La mise en relation des deux parties constitutives du mémoire devait nous éclairer sur les effets collatéraux de la politique étrangère espagnole pour la garantie des droits de libre-circulation, de résidence et d'établissement pour les ressortissants des pays membres de la CEDEAO au Sénégal.

Rappelons que l'auteure Kabbanji(2011b), ayant effectué ce type d'analyse au niveau régional, constatait trois changements importants dans la gestion des migrations au sein de la CEDEAO: une approche plus globale tenant compte des migrations interrégionales, l'insertion des acteurs européens, ainsi que des mécanismes de contrôle et de restriction plus nombreux. Au Sénégal, des conclusions similaires peuvent être avancées. L'intervention de la politique espagnole, et plus globalement l'initiation du dialogue euro-africain auquel le Sénégal a activement pris part, engendre des changements majeurs dans la gestion migratoire depuis les années 2000. Deux principales mutations retiennent notre attention : 1) la primauté des questions d'émigration Sud-Nord sur celles d'émigration et d'immigration intrarégionale,

2) la diminution des mécanismes de libéralisation de la mobilité intrarégionale parallèlement à l'augmentation des mécanismes de restriction de mobilité interrégionale.

En premier lieu, la prise en compte dans les politiques communautaires des migrations interrégionales et l'ingérence des partenaires européens dans la gestion migratoire régionale ont une influence considérable sur l'évolution des cadres législatifs et administratifs chez les pays membres de la CEDEAO. Pour ceux qui, comme le Sénégal, occupent une position déterminante dans le système euro-africain, ces changements à l'échelle régionale entraînent une augmentation des partenariats bilatéraux avec l'UE et certains de ses pays membres. Dans le cas sénégalais, nous avons vu que l'initiative de l'Espagne d'implanter une politique de coopération en matière migratoire est suivie d'accords similaires avec la France, puis l'Italie. Considérant que ces relations bilatérales ont constitué le cœur des relations internationales du Sénégal sur la question migratoire ces dernières années, les affaires relatives aux flux migratoires Sud-Nord ont dominé largement la scène publique au détriment des enjeux de migration intrarégionale.

L'analyse de la sécurisation des migrations vers les Canaries a démontré qu'à travers une rhétorique et des pratiques d'exception, les représentants du gouvernement de Zapatero sont parvenus à attribuer une importance quantitative et sécuritaire au phénomène des pirogues qui ne reflète pas la réalité de ces flux migratoires. Surtout, la récurrente association entre le sous-développement du Sénégal et les départs clandestins renforce l'image d'une émigration économique de masse vers le Nord. Or, les facteurs de départ renvoient à un complexe ensemble de causes économiques (crise du secteur de la pêche et de l'emploi), sociologiques (réseaux migratoires), structurels (existence d'un système migratoire avec certains pays européens, phénomène de globalisation), et culturels (une culture migratoire prépondérante). Cette rhétorique liée au sous-développement permet d'attribuer au Sénégal une identité de pays à faible capacité de gestion des flux migratoires et l'inciter à coopérer avec l'Espagne pour réduire le mal-être de sa population. La conditionnalité de l'aide au développement à une meilleure gestion des migrations vers l'Europe contraint inévitablement le Sénégal à actualiser ses politiques relatives aux questions d'émigration et y allouer plus de ressources matérielles, humaines et financières.

L'impact collatéral de ces politiques de coopération migratoire articulées aux enjeux de sécurité et développement est l'effacement progressif des questions relatives à l'immigration dans la gestion migratoire au Sénégal au profit d'une place plus grande accordée aux questions d'émigration vers le Nord. Cet effet asymétrique se mesure par l'évolution du cadre institutionnel et législatif. Depuis les années 1990, il a été constaté un renforcement institutionnel via la création et la refonte du Ministère des Sénégalais de l'Extérieur ainsi qu'une multiplication de programmes gouvernementaux pour le soutien aux investissements et les transferts de fonds des émigrés. Inversement, dans le domaine de la migration intrarégionale, les législations nationales n'ont toujours pas été harmonisées aux protocoles régionaux de 1979, 1986 et 1990. Les politiques d'immigration restent toujours l'apanage de plusieurs institutions et relèvent d'un cadre législatif ancien. Nous concluons donc à un déséquilibre institutionnel et législatif grandissant entre les politiques d'émigration et d'immigration que l'appareil d'État n'arrive pas à juguler. Cet écart ne se circonscrit pas qu'aux politiques gouvernementales mais se transpose aussi chez les acteurs de la société civile qui privilégient de plus en plus des projets qui correspondent aux canevas des bailleurs de fonds européens et tiennent surtout compte des enjeux relatifs aux migrations sud-nord.

Enfin, la vision de plus en plus eurocentrée des mobilités humaines au Sénégal se manifeste également par l'intérêt émergent pour les questions de transit migratoire. Nous avons soulevé les risques que présente l'association de plus en plus évidente entre pays d'émigration et pays de transit pour la consolidation des droits de libre-circulation, de résidence et d'établissement au Sénégal. La tendance à la présomption du transit peut entraîner une confusion entre migrants effectivement en transit et toute autre forme de mobilité temporaire en Afrique de l'Ouest. Enfin, en désignant le Sénégal comme pays de transit, l'UE et l'Espagne parviennent à démontrer la nécessaire responsabilisation de celui-ci dans le contrôle des flux d'émigration vers l'Europe.

Dans un deuxième temps, la prédominance des questions d'émigration vers l'Europe engendre une augmentation des mécanismes de contrôle et de restriction de ces flux migratoires et contribue également à la diminution des mécanismes de libéralisation des questions de migration intrarégionale. Dans un contexte de finances publiques limitées, l'allocation de ressources pour contrôler l'émigration sénégalaise s'est traduite par la

diminution des interventions étatiques dans les secteurs publics connexes. Cela s'avère particulièrement problématique dans un contexte où plusieurs obstacles et limites aux droits de libre-circulation, de résidence et d'établissement subsistent.

La mise en œuvre du cadre législatif relatif à l'émigration vers l'Europe semble donner une priorité effective aux mécanismes de restriction de la mobilité interrégionale bien que dans les objectifs gouvernementaux figurent aussi des moyens de libéralisation telle que la promotion de la migration légale et l'accessibilité à la protection sociale. En effet, les différentes mesures adoptées ont surtout concernées la traite des personnes, la lutte contre la migration irrégulière, les migrations temporaires ainsi que les transferts de fonds, les investissements et le retour volontaire des émigrés dans la perspective de stimuler le développement local et réduire la volonté de partir. Dans le domaine de la migration intrarégionale, les nouvelles législations adoptées ces dernières années portent surtout sur le contrôle des mouvements de populations avec la mise en œuvre de mesures relatives à la traite de personnes et le contrôle biométrique à l'aéroport de Dakar. En parallèle, nous constatons une diminution des initiatives gouvernementales en matière de libéralisation de la mobilité régionale depuis les années 2000. Seulement la mise en circulation du passeport régional et la reconnaissance des compétences et diplômes acquis en Afrique de l'Ouest ont été incorporés dans la législation nationale du Sénégal.

Le discours alarmiste criminalisant les flux migratoires vers les Canaries a légitimé l'opération de délocalisation des contrôles frontaliers européens aux côtes sénégalaises et a permis de déléguer des responsabilités de contrôles aux autorités sénégalaises afin d'endiguer cette migration. Ce processus d'externalisation des contrôles engendre un déséquilibre important dans la gestion des frontières au Sénégal. D'une part, des autorités sont nouvellement formées à l'usage de technologies avancées pour la surveillance maritime. D'autre part, les zones frontalières à l'intérieur du pays sont sujettes à des tracasseries douanières, expliquées par le manque de ressources matérielles et techniques et le besoin de formation des ressources humaines. Le résultat en est la restriction des flux d'émigration maritime en conformité avec les objectifs européens et un laisser-faire politique en matière de migration intrarégionale permettant aux obstacles à la libre-circulation dans la sous-région de perdurer.

L'absence de mécanismes de libéralisation de la migration intrarégionale au Sénégal se manifeste aussi à travers le traitement de la migration irrégulière, une des priorités du gouvernement sénégalais qui se restreint aux flux sud-nord. Il a été démontré que les immigrants ouest-africains au Sénégal se prévalent que très peu de leur droit de résidence et d'établissement. L'institutionnalisation de réseaux migratoires basés sur les origines des communautés immigrantes leur permet une intégration relativement réussie à la société d'accueil, mais dans les faits, pour plusieurs, ils se retrouvent sans statut juridique légal après 90 jours de résidence sur le territoire sénégalais. L'absence d'initiatives gouvernementales pour répondre à cette «informellisation» des droits de résidence et d'établissement des ressortissants ouest-africains contraste fortement avec la multiplication des campagnes et projets pour sensibiliser à l'émigration irrégulière par voie maritime depuis 2006. Le laxisme de l'État s'avère particulièrement préoccupant pour la protection des droits des migrants ouest-africains dans un contexte où les relations entre la société sénégalaise et les étrangers sont loin d'être exemptes de discrimination et de racisme.

Ces deux principales mutations enregistrées dans l'évolution des politiques migratoires sénégalaises nous indiquent tout d'abord que les priorités gouvernementales du Sénégal ont bien intégré le modèle de gestion migratoire promu par les instances internationales et européennes depuis les années 2000 dans le cadre de la coopération euro-africaine sur les migrations. L'insertion de la thématique migratoire dans les relations bilatérales hispano-sénégalaises contribue à accélérer et cristalliser ce processus de reconfiguration de la gestion migratoire au Sénégal. En effet, nous pouvons conclure à une incorporation dans les politiques migratoires sénégalaises d'une gestion externalisée des frontières européennes.

Qu'en est-il de l'impact de la coopération hispano-sénégalaise sur la gestion des migrations ouest-africaines? Certes, une gestion migratoire eurocentrée aura comme principal effet collatéral d'occulter les enjeux de mobilité intrarégionale, et cela explique en partie le peu d'initiatives gouvernementales prises dans la perspective de consolider l'espace de libre-circulation, le droit de résidence et d'établissement. Puisque le cadre législatif des migrations régionales et sa mise en œuvre n'a que peu changé depuis le partenariat entre l'Espagne et le Sénégal, nous ne pouvons conclure à la restriction des migrations intrarégionales, mais seulement au *statu quo*. En effet, la politique de laisser-faire et la gestion contextuelle des

mobilités humaines en Afrique de l'Ouest ne sont pas des pratiques récentes et ne sont pas exclusives au Sénégal, au contraire, elles sont répandues dans tous les pays de la sous-région. C'est pourquoi il est risqué d'établir un lien de causalité entre l'insertion de l'Espagne comme acteur et cette approche de la gestion de l'immigration régionale. Si aucune politique restrictive concernant les droits de libre-circulation, de résidence et d'établissement n'a pu être soulevée depuis 2006, deux pistes d'analyse abordées dans ce mémoire méritent du moins une attention particulière et pourraient être des instruments pertinents pour évaluer les effets collatéraux des politiques européennes sur les migrations ouest-africaines.

Premièrement, une étude empirique plus approfondie autour du transit migratoire permettrait de vérifier si effectivement, la tendance à soupçonner l'entrée et la sortie des étrangers comme un transit au Sénégal est une pratique croissante des autorités sénégalaises. Également, il s'agirait d'évaluer si le transit migratoire par le Sénégal devient une pratique commune dans les circuits du système migratoire euro-africain. Parallèlement et en complémentarité avec ce thème, les enjeux relatifs aux droits des étrangers originaires de la CEDEAO nécessitent davantage d'attention. À plusieurs reprises, nous avons soulevé le cas des Nigériens victimes d'une discrimination ciblée basée sur une croyance partagée voulant qu'ils soient enclins à participer à des activités criminelles transnationales. La présence de nombre d'entre eux dans les réseaux de prostitution et de trafics de drogues à destination de l'Europe peut devenir un enjeu majeur de diplomatie bilatérale et régionale entre certains pays européens et d'Afrique de l'Ouest. Sur ce sujet, il faut davantage d'études empiriques évaluant s'il ne se forme pas une discrimination institutionnelle au Sénégal qui limite leur liberté de se prévaloir de leurs droits de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement en Afrique de l'Ouest, et si cela n'est pas en lien avec les priorités européennes à légiférer sur les réseaux illégaux qui peuvent structurer les mouvements migratoires ouest-africains à destination de l'Europe.

Enfin, notre mémoire a permis de définir les principales évolutions de l'agenda migratoire du Sénégal depuis le début des relations hispano-sénégalaises et soulever la problématique des effets collatéraux de ces changements sur le processus de libre-circulation, de droit de résidence et d'établissement en Afrique de l'Ouest. Le *statu quo* législatif sur les migrations intrarégionales de ces dernières années ne nous a pas permis de conclure à une

concrète reconfiguration des politiques d'immigration, mais notre analyse a permis d'identifier les principaux axes de la gestion des migrations ouest-africaines fragilisés par les relations bilatérales entre l'Espagne et le Sénégal. Plus globalement, nous voulions susciter l'intérêt et la pertinence de l'étude des politiques pour l'analyse des interactions entre les deux systèmes migratoires qui lient les pays d'Afrique de l'Ouest entre eux, et avec l'Europe. Finalement, nous espérons que cette contribution favorisera un regard plus aguerri sur les futurs développements relatifs à la gestion des migrations ouest-africaines au Sénégal, ou dans tout autre pays membre de la CEDEAO, en incitant à la considération des politiques migratoires européennes comme déterminants et effets dans l'appréhension des migrations intrarégionales.

APPENDICE A

LISTE DES ENTRETIENS

1. Fondation espagnole CEPAIM, Mam Bargane Thiam-Représentant de la Fondation CEPAIM au Sénégal. 2 février 2012, Dakar Sénégal.
2. Point d'accueil pour réfugiés et immigrants (PARI), Aloïse Sarr-directeur. 14 février 2012, Dakar, Sénégal.
3. Association nationale des rapatriés, rescapés et familles affectées (ANRAF), Pape Gueye-Président. 20 février 2012, Pikine, Sénégal.
4. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'Homme (RADDHO), Sadikh Niass-Chargé du programme réfugiés et personnes déplacées. Tenu le 21 février 2012, Dakar, Sénégal.
5. Institut fondamental d'Afrique Noire (IFAN), Papa Demba Fall-chercheur. 22 février 2012, Dakar, Sénégal.
6. Bureau d'orientation sociale (BOS) du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Charlotte Sarr-travailleuse sociale. 5 mars 2012, Dakar, Sénégal.
7. Amnistie internationale, El Hadji Abdoulaye Seck-Coordonnateur chargé de la mobilisation et de la formation. 7 mars 2012, Dakar, Sénégal.
8. CIMADE, Gwen de Jacquëllot-Ancienne chargée de projet. 9 mars 2012, Dakar, Sénégal.
9. Ambassade d'Espagne au Sénégal, Antonio Perez Fernandez-Premier secrétaire. 16 mars 2012, Dakar, Sénégal.
10. Témoignage de Fatima*- Commerçante de Gorée, 17 mars 2012 et 14 avril 2012, Gorée, Sénégal

11. Bureau International du Travail (BIT), Federico Barroeta-Coordonnateur régional et responsable du projet «Bonne gouvernance de la migration de main d'œuvre et son lien avec le développement (Mauritanie, Mali et Sénégal)». 20 mars 2012, Dakar, Sénégal.
12. Alliance pour la Migration, le Leadership et le Développement (AMLD), Khar Ndiaye-Chargée du projet «Renforcement des capacités des acteurs étatiques et non-étatiques intra-régionaux sur la libre-circulation, le droit de résidence et d'établissement dans le cadre de la CEDEAO». 22 mars 2012, Dakar, Sénégal.
13. Délégation de l'Union Européenne au Sénégal, Sandra Zech-Responsable programme Migrations. 23 mars 2012, Dakar, Sénégal.
14. Camp pénal de Liberté VI, Amadou Diallo, Directeur, 23 mars 2012, Dakar.
15. Organisation internationale des migrations, Lamine Daffe-Responsable observatoire ACP et Sia Bathily . 27 mars 2012, Dakar, Sénégal.
16. Association des jeunes rapatriés de Thiaroye-sur-mer, Moustapha Diouf-Président. Mamadou*, Keba*, Moussa*, 30 mars 2012 et 6 avril 2012, Thiaroye-sur-mer, Sénégal.
17. Justice sans frontières pour les migrants et migrantes (JSF), Sara Prestianni-Coordinatrice JSF et ex-coordinatrice de Migreurop. 8 avril 2012, Dakar, Sénégal.
18. Témoignage d'Ibrahim* (Guinéen)-Marchand de fruits Sacré-Cœur III, 11 avril 2012, Dakar, Sénégal.
19. Témoignage d'Hervé* (Ivoirien)-migrant clandestin en pirogue, 11 mai 2012, Kafountine, Sénégal.
20. Camp pénal de Liberté VI, sept détenus étrangers ressortissants d'un pays membre de la CEDEAO (Amadou*, Fodé*, Ibrahima*, Souleymane*, Emmanuel*, John*, Kingsley), 31 mai 2012, Dakar, Sénégal.

APPENDICE B

LES GUIDES D'ENTRETIENS

Guide 1 : Migrants ouest-africains au Sénégal et Sénégalais de retour ou voulant se rendre en Espagne

Questions :

- i) Profil du migrant :
 - Nom
 - âge
 - sexe
 - lieu de naissance
 - origine et citoyenneté
 - statut civil
 - situation familiale (nombre frères et sœurs, nationalités et âges père/mère)
 - appartenance religieuse
 - emploi et/ou formation
- ii) Motifs de migration :
 - Facteurs de départ (influence de la famille)
 - Facteurs d'attraction du pays d'accueil
- iii) Contexte de la décision de migrer :
 - Temps écoulé entre la décision de partir et le départ
 - choix de la destination
 - durée de la migration envisagée (temporaire, circulaire, permanente)
 - projets et attentes dans le pays d'accueil
 - contacts avec des personnes sur place (émigrés de la même origine, parenté, réseaux sociaux)
 - Influence spécifique de la famille, amis, etc.,
 - ressources économiques et financières accumulées au moment du départ.

- iv) La perception du voyage :
 - Informations sur les dangers encourus lors du parcours migratoire
 - Choix de l'itinéraire (planifié, imposé, improvisé)
 - Informations sur les difficultés vécues par les migrants en Espagne/Sénégal
 - Sénégal prévu comme espace de transit vers l'Europe (Espagne) ou pays d'installation?
 - Émotions et état d'esprit avant le départ.
- v) Le parcours migratoire :
 - Les principales étapes de la migration (régions/frontières traversées et durée dans chaque pays)
 - Problèmes et difficultés rencontrés; recours à des passeurs, coûts engendrés, franchissement des frontières
 - Relations personnelles (autorités, habitants, autres migrants)
 - Conditions de vie (transport, logement, etc.)
- vi) Le séjour au Sénégal :
 - Occupation professionnelle
 - Logement
 - Réseau social
 - Démarches administratives : papiers pour résidence, carte nationale d'étranger
 - Relations avec les autorités sénégalaises et population sénégalaise (cas de discrimination?)
- vii) Si détenus étrangers :
 - Motifs et conditions d'arrestation
 - Condamnation, si oui pour quel crime? Quelle sentence?
 - Combien de temps écoulé entre l'arrestation et la condamnation?
 - Pas d'expulsion ou rapatriement vers le pays d'origine? Pourquoi?
 - Conditions de détention (logement, nourriture, horaire, relations avec autorités et détenus d'autres origines)?
- viii) Si de retour d'Espagne : Le séjour en Espagne
 - Région de destination
 - secteur d'activités économiques
 - conditions de travail/vie
 - statut (régulier ou non),
 - état d'esprit, volonté de s'y installer de manière permanente
 - Le retour (forcé ou volontaire)
 - Forcé : Motifs, quelles conditions, expulsion notifiée et justifiée, possibilité de recours judiciaires
 - Volontaire : Raisons de départ, programmes de retour, retour dans la localité d'origine?

ix) Perspectives :

- Libération prévue pour quand?
- Quels projets futurs (Projet d'émigration, projet de développement économique, retour dans le pays d'origine)?
- Est-ce que vous conseillerez à un ami ou à la famille d'immigrer au Sénégal/Espagne?

Guide 2: Modèle en espagnol. Embajada de España

- i) *Acuerdo de cooperación*: ¿Qué ha cambiado con la firma del acuerdo de cooperación en las relaciones entre Senegal y España? ¿Porque la necesidad de un acuerdo de cooperación se planteó?
- ii) *Memorándum de entendimiento*: No pude encontrar el memorándum de entendimiento. ¿De que trata exactamente? ¿Se puede encontrarlo o no está público? ¿Porque la necesidad de añadir un memorándum de entendimiento se planteó y no sólo insertar las disposiciones en el acuerdo de cooperación?
- iii) *Convenio sobre la cooperación en materia de lucha contra la delincuencia*: ¿Qué permitió concretamente la entrada en vigor de este convenio? ¿Responde a que tipo de problemáticas?
- iv) *Declaraciones sobre la gestión de los flujos migratorios y el papel de FRONTEX*: ¿De que tratan las declaraciones, se puede encontrarlas?
- v) *Proyecto de West Sahel*: ¿Cuáles son las acciones aplicadas en el territorio senegalés en el marco del proyecto West Sahel? ¿Cuál es el papel de la Guardia Civil en este proyecto, el de las autoridades senegalesas? ¿Cuáles son los objetivos del proyecto?
- vi) *Plan África*: ¿Cómo la adopción del Plan África ha influido la política exterior de España en el tema migratorio en Senegal? ¿Ejemplos de programas, acciones adoptadas en conformidad con el espíritu del Plan África? ¿Cuáles son las perspectivas futuras, será renovado?
- vii) *Readmisión*: ¿Existe alguna negociación o acuerdo tácito no publicado sobre el tema de la readmisión de los migrantes con el Senegal? ¿O cláusulas de readmisiones incorporadas a otro acuerdo? ¿Por qué se necesita este tipo de compromiso?
- viii) ¿Usted cree que las preocupaciones europeas en materia de gestión de los flujos migratorios puedan tener un impacto negativo sobre la libre circulación en África del Oeste? ¿Qué opina?
- ix) ¿Cuáles son las perspectivas futuras de las relaciones entre Senegal y España en el ámbito migratorio? ¿Cambio posible con el nuevo gobierno?
- x) ¿Donde podría encontrar las estadísticas de inmigración en España (entradas, expulsiones, detenciones)? ¿Usted conoce a alguien a la delegación de Europa y a FRONTEX en Dakar que estará dispuesto a contestar a algunas de mis cuestiones?

Guide 3: Modèle ONG

Organisme : Alliance pour la migration, le leadership et le développement (AMLD)

Répondante : Khar Ndiaye

Projet : Renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques intra-régionaux sur la libre-circulation, le droit de résidence et d'établissement dans l'espace CEDEAO

1. Informations générales
 - i. Date de création de l'organisation
 - ii. Pourquoi cette structure a-t-elle été créée?
 - iii. Type de structure (nombre de personnes, hiérarchie, modalités de prise de décision, etc.)
 - iv. Objectifs et activités de l'organisation. Ont-ils évolué au fil des années, si oui pourquoi?
 - v. Zones d'intervention
 - vi. Financement de l'organisation
2. Projet CEDEAO
 - i. Dans quel contexte s'inscrit le projet? Il répond à quelle problématique?
 - ii. Objectifs du projet
 - iii. Quels sont les principaux défis d'application du protocole de la CEDEAO au Sénégal? Dans la sous-région? Quelles zones frontalières les plus touchées?
 - iv. Quelles sont les principales conséquences des dysfonctionnements dans l'application du protocole de la CEDEAO? Quels impacts sur les migrants?
 - v. Quelles sont les initiatives à encourager auprès des acteurs non étatiques et étatiques?
 - vi. Quels sont les changements observés ces dernières années en ce qui concerne les migrations ouest-africaines? Quel est le rôle et la position du Sénégal?
 - vii. Croyez-vous que les politiques européennes en matière migratoire envers le Sénégal pourraient avoir à terme un impact sur le projet de l'espace CEDEAO?
 - viii. Quelle serait selon vous l'attitude à encourager de la part des membres de l'UE pour une meilleure prise en compte des objectifs d'intégration régionale de la CEDEAO?
 - ix. Qu'envisagez-vous comme perspectives futures pour la CEDEAO? Quels seront les défis à prendre en compte et les réponses à apporter?
 - x. Recommandations, contacts

APPENDICE C

TYPES ET CATÉGORIES DE LIENS DANS UN SYSTÈME MIGRATOIRE

Categories of Linkages Types of Linkages	State to state relations	Mass culture connections	Family and personal networks	Migrant agency activities
Tangible Linkages	Trade and financial flows Bilateral economic and technical assistance	International media diffusion (Print, TV, Film)	Remittance Flows Correspondance from migrants	Job Recruitment and promotional materials Officially channeled remittances
Regulatory Linkages	Immigration and Emigration Policies Temporary Workers Policies	Norms governing out-migration Social acceptance of immigrants	Family obligations Community Solidarity	Rules and regulations governing migration process Contracts with migrants workers
Relational linkages	Complementary of labor supply and demand Economic Dependancy	Cultural similarity Compatibility of value systems	Relative social status of migrants and non-migrants	Complementarity of Agency Activities in Sending Country and Receiving Country

Source : Fawcett (1989), Networks, Linkages and Migration Systems

RÉFÉRENCES

- (2000). *Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part*. 2000/483/CE. Cotonou. 23 juin 2000
2004. «Les immigrants ont besoin de l'Europe et l'Europe a besoin des immigrants », a affirmé Kofi Annan devant le Parlement européen ». *Centre d'actualités de l'ONU* (New York), 29 janvier 2004.
- (2006a). *Déclaration de Rabat*. Conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et développement. Rabat. 10-11 juillet 2006
- (2006b). *Joint Africa-EU declaration on migration and development*. Conférence ministérielle euro-africaine pour la migration et le développement. Tripoli. 22-23 novembre 2006
- 2006c. «Senegal será el centro diplomático contra la inmigración irregular». *El Pais* (Madrid), 19 mai 2006.
- 2006d. «Zapatero niega a Senegal el cupo de emigrantes que prometió Moratinos». *El Pais* (Madrid), 5 décembre 2006.
- 2007a. « Las FCSE detectan desde marzo 295 delincuentes que pretendían entrar en España ». *Público* (Madrid), 16 décembre 2007.
- 2007b. «Rumí lamenta la muerte de inmigrantes y dice que las únicas culpables son las mafias». *Público* (Pamplona), 7 novembre 2007.
2008. «Immigration légale en Espagne: Entre fugues et déceptions ». *Rewmi* (Dakar), 21 mai 2008.
- 2010a. «La llegada de inmigrantes a Canarias en 2009, la más baja de los últimos diez años». *Público* (Madrid), 16 janvier 2010.
2012. «Émigration clandestine: des survivants témoignent». En ligne. <http://www.pub.seneweb.com/news/Societe/emigration-clandestine-des-survivants-temoignent_n_59862.html>. Consulté le 13 novembre 2012.
- Adamson, Fiona B. 2006. «Crossing Borders: International Migration and National Security». *International Security*, vol. 31, no 1, p. 165-199.

- Adepoju, Aderanti. 1984. «Illegals and Expulsions in Africa: The Nigerian Experience». *International Migration Review*, vol. 18, no 3, p. 426-436.
- .(2005). *Creating a borderless West Africa: Constraints and Prospects for Intra-Regional Migration*. UNESCO. Paris: 13 p
- , 2009. «Les migrations en Afrique de l'Ouest dans le contexte du Protocole sur la libre circulation et de l'approche commune de la CEDEAO». In *Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines: perspectives africaines et européennes*, M.Tremolières (dir), p. 17-50. Paris: OCDE-CSAO.
- Afolayan, Adejumo Alice. 1988. «Immigration and Expulsion of ECOWAS aliens in Nigeria». *International Migration Review*, vol. 22, no 1, p. 4-27.
- Altozano, Manuel. 2006. «Los espías de los cayucos». *El Pais* (Madrid), 17 septembre 2006.
- Amath, Cheikh Aliou. 2012. «Mme Cristina Diaz FERNANDEZ-GIL, ambassadeur d'ESPAGNE au SENEGAL : « Le Sénégal demeure un pays prioritaire pour l'Espagne»». *Le Soleil* (Dakar), 13 octobre 2012.
- Amin, Samir. 1974. «Introduction». In *Modern Migrations in West Africa*, S. Amin (dir), p. 65-124. Oxford: Oxford University Press for International African Institute.
- Ammassari, Savina (2004). *Gestion des migrations et politiques de développement: optimiser les bénéfices de la migration internationale en Afrique de l'Ouest*. Bureau international du travail. Genève: 99 p
- Arbour, J.-Maurice, et Geneviève Parent. 2006. *Droit international public*, 5ème édition. Cowansville (Québec): Éditions Yvon Blais, 1038 p.
- Audebert, Cédric, et Nelly Robin. 2009. «L'externalisation des frontières des « Nords » dans les eaux des « Suds »». *Cultures et conflits*, no 73, p. 35-51.
- Audran, Jérôme. 2008. «Gestion des flux migratoires : réflexions sur la politique française de codéveloppement». *Annuaire suisse de politique de développement*, vol. 27, no 2, p. 101-113.
- Ba, Cheik Oumar, et Alfred Iniss Ndiaye. 2008. «L'émigration clandestine sénégalaise». *Asylon(s)*, no 3.
- Banerjee, Biswajit. 1983. «Social networks in the migration process: empirical evidence on chain migration in India». *Journal of Development Areas*, vol. 17, p. 185-196.
- Bangré, Habibou. 2006. «Sénégal : des mères en croisade contre l'immigration clandestine». En ligne. <<http://www.afrik.com/article10486.html>>. Consulté le 13 novembre 2012.

Banque Mondiale (2011). *Migrations and remittances Factbook*. Banque mondiale. New York.

Barbier, Gabriel. 2007. «Devant la féminisation du phénomène migratoire au Sénégal : Le Germ invite à une réflexion sur la protection sociale des migrantes». *Walfadjiri* (Dakar). En ligne.

<http://www.germ.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=57&Itemid=207>. Consulté le 9 janvier 2013.

Bárbulo, Tomás. 2006a. «El Gobierno repatria en secreto a 189 inmigrantes procedentes de Senegal». *El País* (Madrid), 27 juin 2006.

-----, 2006b. «Las barcas de subsaharianos abren una nueva ruta desde el norte de Senegal». *El País* (Madrid), 16 mai 2006.

Berramdane, Abdelkhaleq. 2009. «L'émergence d'une politique européenne commune d'immigration et son externalisation progressive». In *La politique européenne d'immigration*, A. Berramdane et J. Rosseto (eds), p. 39-60. Paris: Karthala.

Bigo, Didier. 1998. «Sécurité et immigration: vers une gouvernementalité par l'inquiétude?». *Cultures et conflits*, no 31-32, p. 13-38.

-----, 2006. «Globalized (in)Security: The Field and the Ban-opticon». In *Illiberal practices of liberal regimes: The (in)security games*, Didier Bigo et Anastassia Tsoukala, p. 5-49. Paris: L'Harmattan.

Bigo, Didier, et Elspeth Guild. 2003. «Le visa Schengen : expression d'une stratégie de « police » à distance». *Cultures et conflits*, vol. 1, no 49, p. 22-37.

Bossuroy, Thomas. 2006. «Déterminants de l'identification ethnique en Afrique de l'Ouest». *Afrique contemporaine*, vol. 4, no 220, p. 119-136.

Boswell, Christina. 2008. «Combining Economics and Sociology in Migration Theory». *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 34, no 4, p. 549-566.

Bouilly, Emmanuelle. 2010. «La lutte contre l'émigration irrégulière au Sénégal: Carrière d'une cause, trajectoires d'acteurs et jeu de pratiques dans un espace de mobilisation internationalisé». *La Revue canadienne des études africaines*, vol. 44, no 2, p. 229-255.

Bredeloup, Sylvie. 2003. «La Côte d'Ivoire ou l'étrange destin de l'étranger». *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 19, no 2, p. 85-113.

Caces, Fe, Fred Arnold, James T Fawcett et Robert W Gardner. 1985. «Shadow households and competing auspices: Migration behavior in the Philippines». *Journal of Development Economics*, vol. 17, no 1-2, p. 5-25.

Cassarino, Jean-Pierre. 2009. «La coopération en matière de réadmission et de retour forcé dans le contexte africano-européen». In *Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines: perspectives africaines et européennes*, M.Tremolières (dir), p. 51-75. Paris: OCDE-CSAO.

Cassarino, Jean-Pierre, et Philippe Fargues. 2006. «Policy Responses in MENA Countries of Transit for Migrants: An Analytical Framework for Policy-Making». In *Mediterranean transit migration*, N.N Sørensen (dir), p. 100-108. Copenhagen Danish Institute for International Studies, DIIS.

Castagnone, Eleonora. 2011. «Transit migration : a piece of the complex mobility puzzle. The case of Senegalese migration». *Cahiers de l'URMIS*, no 13.

Castles, Stephen. 2004. «Why migration policies fail». *Ethnic and Racial Studies*, vol. 27, no 2, p. 205-227.

Castles, Stephen, Mark J. Miller. 2009. *The Age of Migration*. New York: The Guilford Press, 370 p.

CEDEAO (1979). *Protocole sur la libre-circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement*. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Dakar

----- (1982a). *Décision A/DEC/10/5/82 relative à l'application du protocole sur la libre circulation et au programme d'information du public*. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Cotonou

----- (1982b). *Protocole A/P1/5/82 portant création d'une carte brune CEDEAO relatif à l'assurance responsabilité civile automobile au tiers*, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, Cotonou

----- (1982c). *Protocole A/P5/5/82 portant code de la citoyenneté de la communauté*, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, Cotonou

----- (1984). *Résolution A/RE2/11/84 relative à l'application de la première étape du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement*, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, Lomé

----- (1985a). *Décision portant institution d'un carnet de voyage des États membres de la CEDEAO. A/DEC.2/7/85* Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Lomé

----- (1985b). *Protocole additionnel portant code de conduite pour l'application du protocole sur la libre-circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement A/SP1/7/85*. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Lomé

- (1986). *Protocole additionnel relatif à l'exécution de la deuxième étape (droit de résidence) du protocole sur la libre-circulation, le droit de résidence et d'établissement*. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Lomé
- (1987). *Décision relative à l'adoption d'un programme de coopération monétaire de la CEDEAO A/DEC.2/7/87*. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Abuja
- (1990a). *Décision portant institution d'une carte de résident des États membres de la CEDEAO. A/DEC.2/5/90* Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Abuja
- (1990b). *Protocole additionnel relatif à l'exécution de la troisième étape (droit d'établissement) du protocole sur la libre-circulation, le droit de résidence et d'établissement*. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Banjul
- (1990c). *Résolution relative à la réduction des postes de contrôles routiers dans les États membres de la CEDEAO C/RES.4/5/90*. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Banjul
- (1992). *Décision relative à l'institution d'un formulaire harmonisé d'immigration et d'émigration des États membres de la CEDEAO. C/DEC.3/12/92* Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Abuja
- (1993). *Traité constitutif révisé*. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Abuja
- (2003). *Convention générale A/CI/1/03 relative à la reconnaissance des diplômes, grades, certificats et autres titres dans les États membres de la CEDEAO*, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, Dakar
- (2008). *Approche commune de la CEDEAO sur la migration*. 33ème Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Ouagadougou
- CIGEM (2009). *Etude de synthèse des politiques migratoires et des cadres législatifs en matière de migration sur le continent africain: Fiche pays-Sénégal*. ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine. Bamako: 13 p
- CIMADE (2010). *Prisonniers du désert: Enquête sur les conséquences des politiques migratoires européennes à la frontière Mali-Mauritanie*. Rapport d'observation. Paris: 92 p
- Commission européenne (2002). *Sénégal-Communauté européenne: Document de stratégie et coopération et programme indicatif pour la période 2002-2007*. Commission européenne. Bruxelles: 107 p

- (2008). *Sénégal-Communauté européenne: Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008 à 2013*. Commission européenne. Bruxelles: 163 p
- Conseil européen (2005). *Approche globale sur la question des migrations: Priorités d'action centrées sur l'Afrique et la Méditerranée*. Conseil de l'Union Européenne. Bruxelles
- (2007). *Conclusions de la présidence*. Conseil de l'Union européenne. Bruxelles, 14-15 décembre 2006, En ligne. <http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/92224.pdf>. Consulté le 24 novembre 2012.
- CSAO-OCDE (2006). *Le contexte socio-économique et régional des migrations ouest-africaines*. Paris, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE: 36 p
- Dabo, Bakary. 2008. «Favoritisme dans l'octroi des permis de travail d'Espagne: Le ministre de la jeunesse dégage en touche». Seneweb. En ligne. <http://www.seneweb.com/news/Economie/favoritisme-dans-l-octroi-des-permis-de-travail-d-espagne-le-ministre-de-la-jeunesse-d-gage-en-touche_n_15442.html>
- Dangou, Ismaila (2011). *Présentation du fonds CEDEAO-Espagne*. CEDEAO, Abuja. En ligne. <http://www.dialogueuroafricainmd.net/web/uploads/activity/Madrid/FR_Presentation-Fonds-CEDEAO-Espagne_M.Dangou.pdf>. Consulté le 8 janvier 2013.
- David, Philippe. 1980. *Les Navétanes: histoire des migrants saisonniers de l'arachide en Sénégal des origines à nos jours*. Dakar: Les nouvelles éditions africaines, 525 p.
- De Haas, Hein (2006). *Turning the tide? Why 'development instead of migration' policies are bound to fail*. Oxford, International Migration Institute, University of Oxford: 38
- De Haas, Hein, et Michael Collyer. 2012. «Developing Dynamic Categorisations of Transit Migration». *Population, Space and Place*, vol. 18, no 4, p. 468-481.
- De Larramendi, Miguel Hernando. 2004. «La politique étrangère de l'Espagne envers le Maghreb. De l'adhésion à l'Union européenne à la guerre contre l'Iraq (1986-2004)». *L'Année du Maghreb*, vol. I, p. 27-43.
- De Larramendi, Miguel Hernando, et Fernando Bravo. 2004. «La frontière hispano-marocaine à l'épreuve de l'immigration subsaharienne». *L'Année du Maghreb*, vol. I, p. 153-171.
- Dhoum, Najib, et Allan Wisniewski (1999). *Passeurs d'entre deux rives*. Paris, Marjane Productions, 52 min.

- Di Bartolomeo, Anna, Tamirace Fakhoury et Delphine Perrin (2010). *Profil migratoire: Sénégal*. Florence, Consortium pour la Recherche Appliquée sur les Migrations Internationales: 11 p
- Düvell, Franck. 2012. «Transit Migration: A Blurred and Politicised Concept». *Population, Space and Place*, vol. 18, no 4, p. 415-427.
- Echenberg, Myron. 2009. *Les Tirailleurs Sénégalais en Afrique Occidentale Française (1857-1960)*. Paris: Karthala, 351 p.
- Egurbide, Peru. 2006a. «Acuerdo entre España y Senegal para frenar la inmigración». *El País* (Madrid), 6 décembre 2006.
- , 2006b. «Zapatero insta a los presidentes de Senegal, Malí y Guinea a aceptar las repatriaciones». *El País* (Madrid), 17 mai 2006.
- Espagne (2005a). *Documento de estrategia País-Senegal 2005-2008*. ministerio de los Asuntos Exteriores y de la Cooperación Internacional et AECID. Madrid: 49 p
- (2005b). *Fichas de los países prioritarios de la cooperación española*. ministerio de los Asuntos Exteriores y de Cooperación Internacional et AECID. Madrid: 47 p
- (2009). *Plan Africa 2009-2012*. ministerio de los Asuntos Exteriores y de Cooperación Internacional et AECID. Madrid: 69 p
- (2010a). *África Occidental. Fortalecimiento institucional a los países de la CEDEAO*. ministerio de los Asuntos Exteriores y de la Cooperación Internacional et AECID. Madrid
- (2010b). *Plan Anual de Cooperación Internacional*. ministerio de los Asuntos Exteriores y de Cooperación Internacional et AECID. Madrid: 146 p
- (2010c). *Visados de tránsito aeroportuario*. ministerio de los Asuntos Exteriores y de Cooperación Internacional. Madrid. En ligne. <<http://www.maec.es/es/MenuPpal/Consulares/ServiciosConsulares/InformacionaExtranjeros/Visados/Paginas/visadostransito2010.aspx>>.
- (2011). *Plan Anual de Cooperación Internacional*. ministerio de los Asuntos Exteriores y de Cooperación Internacional et AECID. Madrid: 146 p
- Faist, Thomas. 2000. *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational social spaces*. Oxford: Oxford University Press, 380 p.
- Fall, Mounirou. 2002. «Sénégal: Nouveau passeport Cedeao: le Sénégal cède après sept ans de résistance». *Sud Quotidien* (Dakar), 18 juillet 2002. En ligne. <<http://fr.allafrica.com/stories/200207180321.html>>. Consulté le 13 avril 2013

Fall, Papa Demba. (1999). «Les étrangers au Sénégal: regard sur les stratégies économiques des Capverdiens». *problèmes d'immigration et crises des réfugiés et des populations déplacées en Afrique Dynamiques des populations*. 6-10 décembre 1999, Durban, 3ème Conférence Africaine de Population

----- (2003). *Migration internationale et droits des travailleurs au Sénégal*. UNESCO. Paris: 49 p

----- (2004). *État-nation et migrations en Afrique de l'Ouest : le défi de la mondialisation*. UNESCO. Paris: 23 p

----- (2008). «Les migrations africaines vers l'Europe : de l'appel de main d'oeuvre aux migrations clandestines vers les îles Canaries». Séminaire international sur *Migraciones internacionales e integración cultural en los espacios insulares. Una perspectiva histórica*. 2-4 juin 2008, Las Palmas de Gran Canaria, Universidad de la Laguna: 16 p

Fawcett, J.T. 1989. «Networks, Linkages, and Migration Systems». *International Migration Review*, vol. 23, no 3, p. 671-680.

Frenk, Carine. 2012. «Le Sénégal va appliquer la réciprocité sur les visas d'entrée ». *RFI* (Dakar), 5 décembre 2012.

FRONTEX (2012a). *Annual risk analysis 2012*. Agence européenne pour la gestion des frontières extérieures. Varsovie: 60 p

----- (2012b). *Archive of accomplished operations-HERA*. Agence européenne pour la gestion des frontières extérieures. Varsovie. En ligne. <<http://frontex.europa.eu/operations/archive-of-accomplished-operations?year=®ion=Atlantic+%28Canary+Islands+area%29&type=&host=>>>. Consulté le 21 novembre 2012.

----- (2012c). *Longest FRONTEX coordinated operation – HERA, the Canary Islands*. Agence européenne pour la gestion des frontières extérieures. Varsovie. En ligne. <<http://www.frontex.europa.eu/news/longest-frontex-coordinated-operation-hera-the-canary-islands-ZubSEM>>. Consulté le 21 novembre 2012.

Gabrielli, Lorenzo. 2007. «Les enjeux de la sécurisation de la question migratoire dans les relations de l'Union européenne avec l'Afrique». *Politique européenne*, vol. 2, no 22, p. 149-173.

-----, 2011. «La construction de la politique d'immigration espagnole: Ambiguïtés et ambivalences à travers le cas des migrations ouest-africaines». Thèse de doctorat, Bordeaux, Université de Bordeaux, 479 p.

- Garson, Jean-Pierre. 1992. «Migration and Interdependence: The migration system between France and Africa». In *International migration systems: A global approach*, M. M. Kritz, L. L. Lim et H. Zlotnik (eds), p. 80-93. Oxford: Clarendon Press.
- Gastaut, Yvan. 2004. «Les Français et les immigrés à l'épreuve de la crise (1973-1995)». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 4, no 84, p. 107-118.
- GCIM (2005). *Migration in an Interconnected World: New Directions for Action. Report of the Global Commission on International Migration*. Global Commission on International Migration. Genève: 98 p
- Geddes, Andrew. 2003. *The Politics of Migration and Immigration in Europe*. London: SAGE Publications, 220 p
- . 2005. «Europe's Border Relationships and International Migration Relations». *Journal of Common Market Studies*, vol. 43, no 4, p. 787-806.
- Geiger, Martin, et Antoine Pécoud. 2010. *The Politics of International Migration Management*. Basingstoke, Hampshire (UK): Palgrave MacMillan, 320 p.
- Gnisci, Donata (2008). *Mobilités ouest-africaines et politiques migratoires des pays de l'OCDE*. Cahiers de l'Afrique de l'Ouest. M. Trémolières (ed). Paris, OCDE-CSAO: 149 p
- Gonin, Patrick et Nelly Robin (2006). «Les routes migratoires par le Sénégal». Colloque *Immigration transit et rétention*. 2-4 novembre 2006, Marseille
- Gonzalez, Miguel. 2007. «Defensa donará un helicóptero y un avión a Senegal para controlar la emigración». *El País* (Madrid), 22 juin 2007.
- Gosh, Bimal. 2010. «A Snapshot of Reflections on Migration Management. Is Migration Management a Dirty Word?». In *The Politics of International Migration Management*, M. Geiger et A. Pécoud (eds), p. 25-30. Basingstoke, Hampshire (UK): Palgrave Macmillan.
- Greenpeace (2012). *Main basse sur la sardinelle: Le scandale des autorisations de pêche au Sénégal un drame en cinq actes*. Greenpeace. Johannesburg: 24 p
- Greenwood, M.J, et J.M McDowell. 1986. «The Factor Market Consequences of U.S. Immigration». *Journal of Economic Literature*, vol. 24, no 1, p. 738-772.
- Guengant, Jean-Pierre. 1996. «Migrations internationales et développement : les nouveaux paradigmes». *Revue européenne de migrations internationales*, vol. 12, no 2, p. 107-121.
- Guilmoto, Christophe Z., et Frédéric. Sandron. 2000. «La dynamique interne des réseaux migratoires dans les pays en développement». *Population*, no 1, p. 105-135.

- Guiraudon, Virginie. 2001. «Logiques et pratiques de l'Etat délégué : les compagnies de transport dans le contrôle migratoire à distance». *Cultures et conflits*, no 45, p. 51-79.
- . 2010. «Les effets de l'eupéanisation des politiques d'immigration et d'asile». *Politique européenne*, vol. 2, no 31, p. 7-32.
- Gurak, Douglas T. , et Fe Caces. 1992. «Networks shaping migration systems». In *International migration systems: a global approach*, M.M Kritz, L.L Lin et H. Zlotnik (dir), p. 150-173. Oxford: Clarendon Press.
- Haug, Sonja. 2008. «Migration Networks and Migration Decision-Making». *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 34, no 4, p. 585-605.
- HCR (1951). *Convention relative au statut de réfugié*. Organisation des Nations Unies. Genève
- (1966). *Protocole relatif au statut de réfugié* Organisation des Nations Unies. Genève
- (2010). *Rapport global 2010*. Organisation des Nations Unies. Genève: 183
- Human Rights Watch (2008). *Retours à tout prix: L'Espagne pousse au rapatriement de mineurs non accompagnés en l'absence de garanties*. New York: 30 p En ligne. <<http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/spain1008frwebwcover.pdf>>. Consulté le 2 décembre 2012.
- Huysmans, Jef. 1998. «Dire et écrire la sécurité: le dilemme normatif des études de sécurité». *Cultures et conflits*, vol. 31, no 32, p. 1-16.
- . 2000. «The European Union and the Securitization of Migration». *Journal of Common Market Studies*, vol. 38, no 5, p. 751-777
- Huysmans, Jef, et Vicki Squire. 2009. «Migration and security». In *Handbook of Security Studies*, M. D. Cavelty et V. Mauer (eds). p. 169-189. Londres: Routledge.
- Junquera, Natalia. 2006. «Más de 6.500 'sin papeles' han llegado a Canarias este año». *El País* (Madrid), 17 mai 2006.
- Kabbanji, Lama, Victor Piché et Dieudonné Ouédraogo (2005). «Politiques migratoires et intégration régionale en Afrique de l'Ouest». *XXVème Congrès International de la Population*. Tour: 22 p
- Kabbanji, Lama. 2008. «Vers une régionalisation de la gestion des migrations en Afrique de l'Ouest: la politique à l'épreuve de la pratique». Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 330 p.

- , 2011a. *Politiques migratoires en Afrique de l'Ouest: Burkina Faso et Côte d'Ivoire*. Paris: Karthala, 218 p.
- , 2011b. «Vers une reconfiguration de l'agenda politique migratoire en Afrique de l'Ouest». *Études internationales*, vol. 42, no 1, p. 47-71.
- Kala, Musa Dieng (2008). *Dieu a-t-il quitté l'Afrique?*, Office national du film du Canada, 52 min.
- Kandji, Papa Souleymane. 2008. «Suspicion autour des 2700 visas offerts par l'Espagne: Des responsables libéraux de la banlieue font miroiter Barça pour 2 500 000 Fcfa». Seneweb. En ligne. <http://www.seneweb.com/news/Societe/suspicion-autour-des-2700-visas-offerts-par-l-espagne-des-responsables-lib-raux-de-la-banlieue-font-miroiter-bar-a-pour-2-500-000-fcfa_n_14377.html>. Consulté le 9 janvier 2013.
- Kritz, Mary. M., et Hania. Zlotnik. 1992. «Global interactions: migration systems, processes, and policies ». In *International migration systems: a global approach*, M.M. Kritz, L.L. Lin et Zlotnik H. (eds), p. 1-16. Oxford: Clarendon Press.
- Lanly, Guillaume. 1998. «Les immigrés de la vallée du fleuve Sénégal en France: de nouveaux acteurs dans le développement de leur région d'origine». *Land Reform*, vol. 1, p. 87-100.
- Lefebvre, Guillaume. 2003. «La ville africaine et ses immigrants : les Guinéens au Sénégal et à Dakar». In *L'Afrique. Vulnérabilité et défis*, M. Lesourd (coord), p. 159-198. Nantes: Éditions du Temps.
- Lombard, Jérôme, et Armelle Choplin. 2010. «Suivre la route: Mobilités et échanges entre Mali, Mauritanie et Sénégal». *EchoGeo*, no 14, Septembre/Novembre 2010.
- Mabogunje, Akin L. 1970. «Systems Approach to a Theory of Rural-Urban Migration». *Geographical Analysis*, vol. 2, no 1, p. 1-18.
- MacDonald, John S., et Leatrice D. MacDonald. 1964. «Chain Migration Ethnic Neighborhood Formation and Social Networks». *The Milbank Memorial Fund Quarterly*, vol. 42, no 1, p. 82-97.
- Macleod, Alex. 2004. «Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique». *Cultures et conflits*, vol. 54, p. 13-51.
- Major Serrano, Julio GC. (2010). *SEAHORSE*. ministerio del Interior et Guardia Civil. Madrid. En ligne. <[http://www.ed4bg.eu/files/files/Serrano Seahorse SPAIN.pdf](http://www.ed4bg.eu/files/files/Serrano%20Seahorse%20SPAIN.pdf)>. Consulté le 27 novembre 2012.

- Makinwa-Adebusoye, Paulina. 1992. «The West African Migration System». In *International migration systems: A global approach*, M. M. Kritz, L.L. Lin et H. Zlotnik (eds), p. 63-77. Oxford: Clarendon Press.
- Mandel, Jean-Jacques. 2008. «Les rétrécisseurs de sexe: Chronique d'une rumeur sorcière». *Cahiers d'études africaines*, vol. 189-190, p. 185-208.
- Martínez, Jérôme. 2011. «Politiques d'immigration: Bilan d'un échec». *Cités*, vol. 2, no 46, p. 33-46.
- Marx, Nina. 2008. «Réseaux locaux, nœuds de solidarité et jeunes associations : comment s'organisent les migrants rapatriés face à ce retour forcé ?». *Revue Asylon (s)*, no 3.
- Massey, Douglas S. 1990. «Social structure, household strategies and cumulative causation of migration». *Population Index*, vol. 56, no 1, p. 3-26.
- Massey, Douglas S., Joaquin Arango, Graeme Hugo, Ali Kouaouci, Adela Pellegrino et J. Edward Taylor. 1993. «Theories of International Migration: A Review and Appraisal». *Population and Development Review*, vol. 19, no 3, p. 431-466.
- , 1998. *Worlds in Motion: Understanding International Migration at the End of the Millennium*. Oxford: Clarendon Press, 362 p.
- Médecins sans Frontières (2013). *Violences, Vulnérabilité et Migration : Bloqués aux Portes de l'Europe, Un Rapport sur les Migrants Subsahariens en Situation Irrégulière au Maroc*. Bruxelles: 42 p
- Migreurop (2006). *Guerre aux migrants: Le livre noir de Ceuta et Melilla*. Paris: 106 p
- Ndiaye, Alfred Inis. 2008. «Dakar et ses étrangers La construction politique et sociale de la cohabitation communautaire». In *Le Sénégal des migrations*, M-C Diop (dir), p. 409-431. Paris: Karthala.
- Ndiaye, Mandiougou, et Nelly Robin. 2009. «Le migrant criminalisé, le temps d'une traversée: L'externalisation des frontières européennes à l'aune du droit». In *Enjeux régionaux des migrations ouest-africaines*, M.Tremolières (dir), p. 184-206. Paris: CSAO-OCDE.
- Nogle, June Marie. 1994. «The Systems Approach to International Migration: An Application of Network Analysis Methods». *International Migration*, vol. 32, no 2, p. 329-342.
- Observatoire des Pratiques Anormales (2012). *21ème rapport de l'OPA*. Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Ouagadougou: 24 p

OFADDEC. *Demandeurs d'asile et réfugiés au Sénégal: Manuel d'informations pratiques*. Office africain pour le développement et la coopération. Dakar: 23 p En ligne. <<http://www.ofadec.org/BROCHURE.pdf>>. Consulté le 30 janvier 2013.

O'Meara, Dan. 2007. «Le constructivisme. Sa place, son rôle, sa contribution et ses débats». In *Théories des Relations Internationales: Contestations et résistances*, A. Macleod et D. O'Meara (dir), p. 181-206. Montréal: Athéna.

ONU (1990). *Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille*. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme. Genève

----- (2000a). *Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée*. Organisation des Nations Unies. Palerme (Italie)

----- (2000b). *Protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants*. Organisation des Nations Unies. Palerme (Italie)

----- (2000c). *Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée*. Organisation des Nations Unies. Palerme (Italie)

----- (2009). *International Migrant Stock: The 2008 Revision*. Division de la Population des Nations Unies. En ligne. <<http://esa.un.org/migration/p2k0data.asp>>. Consulté le 7 septembre 2012.

----- (2010). *Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 74 de la Convention- Sénégal: Observations finales du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille*. Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Organisation des Nations Unies. Genève

----- (2011). *The role of organized crime in the smuggling of migrants from West Africa to the European Union*. Bureau des Nations Unies pour la drogue et le crime. New York: 82 p

Onuf, Nicholas G. 1998. «Constructivism: A User's Manual». In *International relations in a constructed world*, K. Vendulka, N. G. Onuf et P.Kowert (eds), p. 58-77. Londres: M.E Sharpe.

Ortega Dolz, Patricia. 2006. «Senegal acepta la repatriación de más de 600 inmigrantes retenidos en Canarias». *El Pais* (Madrid), 1er juin 2006.

- OUA (1969). *Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique*. Organisation de l'Unité Africaine. Addis-Abeba
- Ouédraogo, Dieudonné. 2002. «Migrations circulaires et enjeux identitaires en Afrique de l'Ouest». *Les Cahiers du Grès*, vol. 3, no 1, p. 7-23.
- , 2009. «Migrations et peuplement en Afrique de l'Ouest : enjeux et perspectives politiques». In *Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines: Perspectives africaines et européennes*, M. Trémolières (dir), p. 131-145. Paris: OCDE-CSAO.
- Panizzon, Marion (2008). *Façonner une mobilité du travail réciproque: Le cas du Sénégal*. Genève, NCCR Trade Regulation/ Swiss national centre of competence in research: 15 p
- Parlement européen, et Conseil de l'UE (2009). *Reglamento Código comunitario sobre visados 810/2009*. Bruxelles
- Perouse De Montclos, Marc-Antoine. 1999. «L'Afrique rejette ses propres immigrés». *Monde diplomatique* (Paris), Décembre.
- Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. 2008. «Les migrations au secours de l'Afrique noire?». *Annuaire suisse de politique de développement*, vol. 27, no 2, p. 43-51.
- PNUD (1994). *Rapport sur le développement mondial*. Organisation des Nations Unies. New York: 23-49 p
- (2010). *Changement climatique, Sécurité alimentaire et Développement humain-Rapport National Sénégal*. Organisation des Nations Unies. New York: 150 p
- Ponce, Pedro (2010). *Vue d'ensemble sur les migrations Sud-Sud, tendances du développement et besoins en termes de recherche au Sénégal*. Bruxelles, Observatoire ACP sur les migrations: 10 p
- Portes, Alejandro, Jozsef Böröcz. 1987. «Contemporary Immigration: theoretical perspectives on its determinants and mode of incorporation». *International Migration Review*, vol. 23, p. 606-630.
- RADDHO, WARIPNET (2010b). *Les droits des travailleurs migrants au Sénégal*, Rapport alternatif de la société civile sur le respect par le gouvernement sénégalais de ses obligations en vertu de la Convention des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Dakar: 59 p
- Red europea de migraciones (2006). *Informe anual de estadísticas de inmigración y asilo*. Madrid: 52 p
- Ricca, Sergio. 1990. *Migrations internationales en Afrique: aspects légaux et administratifs*. Paris: L'Harmattan, 280 p.

- Robin, Nelly (1995). «Les espaces de transit dans les migrations internationales ouest-africaines». *Lien ou Frontière ? : Identités Le Territoire, Conflits Ethniques, Enjeux et Recompositions Territoriales*, 2-4 octobre, Paris
- , 2006. «L'émigration internationale à Dakar : au coeur des nouveaux trafics mondiaux». In *La mondialisation côté Sud: Acteurs et Territoires*, J. Lombard, E. Mesclier et S. Velut (eds), p. 143-162. Montpellier: IRD.
- , 2009. «La CEDEAO, un espace de libre circulation, poste frontière avancé de l'espace Schengen». In *Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines: perspectives africaines et européennes*, M. Trémolières (dir), p. 149-168. Paris: OCDE-CSAO.
- Rodriguez, Jorge A. 2006. «Canarias recibe 31.000 irregulares, casi los mismos que en cuatro años». *El Pais* (Madrid), 27 décembre 2006.
- , 2007. «La llegada de inmigrantes por mar cae un 55% tras el refuerzo de controles fronterizos». *El Pais* (Madrid), 8 août 2007.
- Rudolph, Christopher. 2003. «Security and the Political Economy of International Migration». *American Political Science Review*, vol. 97, no 4, p. 603-620.
- Sall, Aliou, et Pierre Morand. 2008. «Pêche artisanale et émigration des jeunes africains par voie piroguière». *Politique africaine*, vol. 1, no 109, p. 32-41.
- Sarr, Fatou (2008). *Genre et migration clandestine dans les zones côtières au Sénégal*. Population et Développement, Institut national en santé, reproduction et développement, Université Cheikh Anta Diop, Dakar
- Sawadogo, Christophe R. (1999). «La migration comme facteur d'intégration ouest-africaine et le paradoxe des manifestations d'intolérance civique». *3e Conférence africaine sur la population*. Dakar: 607-647 p
- Seck, Kantome. 2010. «La nationalité et les droits de l'Homme dans l'espace francophone: le cas du Senegal ». Mémoire de maîtrise, Dakar, Université Cheikh Anta Diop.
- Sénégal (1971). *Loi n° 71-10 du 25 janvier 1971 relative aux conditions d'admission, de séjour et d'établissement des étrangers*. Journal officiel de la République. Dakar. En ligne. http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.details?p_lang=fr&p_isn=38812. Consulté le 5 février 2013.
- (1978). *Décret n° 78-484 du 5 juin 1978 modifié relatif à la Commission des réfugiés*. Journal officiel de la République. Dakar. En ligne. <http://www.unhcr.org/refworld/type,LEGISLATION,,SEN,3ae6b4f48,0.html>. Consulté le 5 février 2013.

- (1981). *Accord sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs ayant émigré temporairement en France*, ministère des Affaires étrangères du Sénégal, Dakar.
- (1989a). *Décret n° 89-1582 du 30 décembre 1989 modifiant le décret n° 78-484 du 5 juin 1978 relatif à la Commission des réfugiés*. Journal officiel de la République. Dakar. En ligne. <http://www.unhcr.org/refworld/type,LEGISLATION,,SEN,43df57614,0.html> Consulté le 15 février 2013.
- (1989b). *Code de la nationalité : Loi n° 61-10 du 7 mars 1961 modifiée par la loi n° 89-42 du 26 décembre 1989*: Journal officiel de la République. Dakar. En ligne. [http://www.carim.org/public/legaltexts/LE3SEN968_725 .pdf](http://www.carim.org/public/legaltexts/LE3SEN968_725.pdf). Consulté le 28 janvier 2013.
- (1991a). *Décret no 91-041 du 16 janvier 1991 portant création d'un Comité de coordination de la politique en faveur des émigrés*: Journal officiel de la République. Dakar. En ligne. https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.details?p_lang=en&p_country=SEN&p_classification=17&p_origin=COUNTRY&p_sortby=SORTBY_COUNTRY. Consulté le 5 février 2013.
- (1991b). *Loi n° 91-15 du 16 janvier 1991 relative à la reconstitution des actes de l'état civil des ressortissants sénégalais rapatriés de la Mauritanie*. Dakar. Journal officiel de la République du Sénégal, 1991-03-30, no 5400, pp. 99-100.
- (1997). *Code du Travail*, Journal officiel de la République. Loi n°97-17 du 1er décembre 1997 En ligne. <http://www.ilo.org/dyn/travail/docs/847/Code%20du%20travail.pdf>. Consulté le 3 février 2013.
- (2001). *Constitution de la République du Sénégal*. Dakar. En ligne. <http://www.gouv.sn/-Constitution-du-Senegal-.html>. Consulté le 24 avril 2013.
- (2003). *Décret n°2003-291 du 8 mai 2003 portant création du Comité national chargé de la gestion de la situation des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées*. Journal officiel de la République, Dakar. En ligne. <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article290>. Consulté le 15 février 2013.
- (2005). *Loi n° 2005-06 du 10 mai 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes*. Journal officiel de la République, Dakar. En ligne. <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article3640>. Consulté le 3 avril 2013.
- (2006a). *Accord entre la République du Senegal et le Royaume d'Espagne sur la coopération dans le domaine de la prévention de l'émigration des mineurs sénégalais*

non accompagnés, leur protection et leur rapatriement. ministère des Affaires étrangères du Sénégal. Dakar

----- (2006b). *Déclaration conjointe [avec l'Espagne] sur la gestion des flux migratoires légaux.* ministère des Affaires étrangères du Sénégal. Dakar

----- (2006c). *Lettre de politique sectorielle des Sénégalais de l'Extérieur.* ministère des Sénégalais de l'Extérieur, Dakar : 57 p

----- (2006d). *Mémoire d'Entente entre l'Espagne et le Sénégal.* ministère des Affaires étrangères. Dakar

----- (2006e). *Déclaration conjointe [avec l'Espagne] portant sur le rôle de l'agence européenne Frontex.* ministère des Affaires étrangères. Dakar

----- (2006f). *Accord cadre de coopération entre le Royaume d'Espagne et la République du Sénégal.* ministère des Affaires étrangères. Dakar

----- (2006g). *Convention sur la coopération en matière de lutte contre la criminalité entre le Royaume d'Espagne et la République du Sénégal.* ministère des Affaires étrangères. Dakar

----- (2006h). *Troisième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH).* ministère de l'économie et des Finances, Agence nationale de la statistique et de la démographie. Dakar: 163 p

----- (2008a). *Arrêté ministériel n° 396 du 11 janvier 2008 portant organisation et fonctionnement de la Commission nationale de Gestion et de Suivi des Offres d'emploi dans le cadre de la Migration légale.* ministère de la Jeunesse et de l'Emploi. Journal officiel de la République. Dakar. En ligne. <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/85303/95439/F1157712039/SEN-85303.pdf>. Consulté le 12 février 2013.

----- (2008b). *Décret n° 2008-635 du 11 juin 2008 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur.* Dakar. Journal officiel de la République. En ligne. <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article7121>. Consulté le 21 février 2013.

----- (2008c). *Accord relatif à la gestion concertée des flux migratoires entre la France et le Sénégal.* ministère des Affaires Étrangères. Dakar.

----- (2009). *Examen des rapports présentés par les États parties conformément à l'article 73 de la Convention : Rapport initial du Sénégal.* Organisation des Nations Unies. Genève: 28 p.

- , 2010a. «Corridor Dakar/Bamako». ministère des Infrastructures et du Transport. En ligne. <<http://www.ageroute.sn/>>. Consulté le 8 février 2013.
- (2010b). *Décret n° 2010-241 du 1er mars 2010 abrogeant et remplaçant le décret n° 95-154 du 9 février 1995 portant création du Conseil Supérieur des Sénégalais de l'Extérieur*. ministère des Sénégalais de l'Extérieur. Journal officiel de la République. Dakar. En ligne. <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article8112>. Consulté le 2 mars 2013.
- (2010c). *Accord cadre de coopération au développement entre l'Italie et la République du Sénégal*. ministère des Affaires étrangères. Dakar.
- (2011a). *Arrêté primatorial n° 9051 du 8 octobre 2010 portant création d'une Cellule nationale de lutte contre la Traite des Personnes, en particulier des femmes et des enfants*. Journal officiel de la République, Dakar. En ligne. <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article8717>. Consulté le 5 mars 2013
- , 2011b. «Ministère des Sénégalais de l'Extérieur». En ligne. <<http://www.senex.gouv.sn/>>. Consulté le 18 février 2013.
- , 2011c. «Urbanisation galopante : 42 % des Sénégalais vivent dans les villes». Agence de l'Informatique de l'État. En ligne. <http://www.demarches.gouv.sn/ressource.php?id_esp=1&th=&ss_th=&id_actu=1196>. Consulté le 12 février 2013.
- (2012a). *Décret n° 2012-519 du 18 mai 2012 modifiant l'article 4 du décret n° 2011-652 du 26 mai 2011 instituant une redevance de sécurité pour l'exploitation d'un système intégré de contrôle de l'immigration*. Journal officiel de la République. Dakar. En ligne. <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article9525>. Consulté le 5 mars 2013.
- , 2012b. «Le Gouvernement du Sénégal». En ligne. <<http://www.gouv.sn/-Le-Gouvernement-.html>>. Consulté le 30 janvier 2013.
- , 2012c. «Ministère des Affaires étrangères». En ligne. <<http://www.diplomatie.gouv.sn/>>. Consulté le 30 janvier 2013
- Serón, Gema, Audrey Jolivel, María Martín de Vidales Serrano et José Luis Gazquéz (2011). *Coherencias de políticas españolas hacia África: Migraciones*. Madrid, Grupo de Estudios Africanos, Universidad Autónoma de Madrid: 82 p
- Simmons, Alan. 2002. «Mondialisation et migration internationale : tendances, interrogations et modèles théoriques». *Cahiers québécois de démographie*, vol. 31, no 1, p. 7-33.
- Smith, Étienne. 2010. «La nationalisation par le bas: un nationalisme banal? Le cas de la wolofisation au Sénégal». *Presses de Sciences Po*, vol. 1, no 37, p. 65-77.

- Some, Aymar Narodar (2009). *Migration au Sénégal: Profil national 2009*. Organisation internationale des migrations. Genève: 148 p
- Stark, Oded. et J. Edward Taylor. 1991. «Migration Incentives, Migration Types: The Role of Relative Deprivation». *The economic Journal*, vol. 101, no 408, p. 1163-1178.
- Tall, Serigne Mansour. 2008a. «La migration internationale sénégalaise: des recrutements de main-d'oeuvre aux pirogues». In *Le Sénégal des migrations*, M-C Diop, p. 37-67. Paris: Karthala.
- , 2008b. «Les émigrés sénégalais en Italie: Transferts financiers et potentiel de développement de l'habitat au Sénégal». In *Le Sénégal des migrations*, M.-C. Diop, p. 153-177. Paris: Karthala.
- Tarrius, Alain. 2001. «Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants». *Revue européenne de migrations internationales*, vol. 17, no 2, p. 37-61.
- Thiam, J. 2011. «L'Afrique et ses milliers de «voleurs» de sexe, tués ou blessés-Croyances mystérieuses ». *Le Nouvel Afrique* (Braine l'Alleud (Belgique)). En ligne. <http://www.lenouvelafrique.net/article.php?id_article=578&PHPSESSID=632750c06bf8944bc69ebc08545e40f7>. Consulté le 17 avril 2013.
- Tilly, Charles, et C. Harold Brown. 1967. «On Uprooting, Kinship and auspices of migration». *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 8, p. 139-164.
- Todaro, M. P. 1989. *Economic Development in the Third World*. New York: Longman, 734 p.
- Toukara, Cheikh Tidiane (2009). *Protection sociale des travailleurs migrants sénégalais et de leurs familles: Diagnostic et recommandations*. ministère des Sénégalais de l'Extérieur et Bureau international du Travail. Dakar: 80 p
- Touré, Moustapha Almami (2008). *Étude du racket sur les routes en Côte d'Ivoire*. Abidjan, Banque mondiale En ligne. <http://siteresources.worldbank.org/INTCDIVOIREINFRENCH/Resources/RAPPORT_RACKET_20090701.pdf>. Consulté le 13 avril 2013.
- Touré, Moussa (2012). *La Pirogue*, Rezo Films, 87 min.
- UEMOA (1994). *Traité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine*. Union économique et monétaire ouest-africaine. Dakar
- Verluisse, Pierre. 2011. «Maroc : quelles perspectives ?». *Le Monde* (Paris), 21 novembre 2011.

- Waever, Ole. 1995. «Securitization and Desecuritization». In *On Security*, R. D Lipschutz, p. 46-86. New York: Columbia University Press.
- Wallerstein, Immanuel et Terence Hopkins. 1982. *World-systems analysis: Theory and methodology*. Beverly Hills (Californie): Sage Publications, 200 p.
- Weiner, Myron. 1992. «Security, Stability and International Migration». *International Security*, vol. 17, no 3, p. 91-126.
- Weldes, Jutta. 1996. «Constructing National Interests». *European Journal of International Relations*, vol. 2, no 3, p. 275-318.
- , 1999. *Constructing National Interests. The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis: Minnesota University Press, 321 p.
- Wets, Johan (2003). *Migration and development: Myths and Facts*. Bruxelles, European Policy Centre: 38 p